



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

49951

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.17/31
9 mai 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Vingt-sixième session de la Commission/
dix-septième réunion de la Conférence
des ministres**

Addis-Abeba (Ethiopie)
9-13 mai 1991

**RAPPORT DE LA DOUZIEME REUNION DU COMITE
TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER**

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La douzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW) s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 29 avril au 7 mai 1991. La réunion a été ouverte par le Camarade Zewde Teklu, membre suppléant du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie, Commissaire à la planification centrale chargé de la conservation des ressources nationales et de la construction de la République démocratique et populaire d'Ethiopie. M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a également prononcé une allocution lors de la cérémonie d'ouverture. Le représentant de la Namibie a prononcé une motion de remerciement au Gouvernement et au peuple éthiopiens.
2. Etaient représentés à la réunion les Etats membres de la Commission indiqués ci-après : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
3. Des observateurs des Etats Membres des Nations Unies ci-après étaient présents : Afghanistan, Chine, Finlande, France, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.
4. Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies suivants étaient représentés : Bureau des commissions régionales à New York, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH/HABITAT), Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), Conseil mondial de l'alimentation, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation météorologique mondiale (OMM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Union internationale des télécommunications (UIT).
5. L'Organisation de l'unité africaine était également représentée.
6. Des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes étaient présents : Banque africaine de développement (BAD), Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC), Centre régional africain de technologie (CRAT), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique européenne (CEE), Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), Conférence de coordination de développement de l'Afrique australe (SADCC), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (AIHTTR), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Regional Institute for Population Studies (RIPS), Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP).
7. Etaient également présents des observateurs des organisations non gouvernementales suivantes : Secrétariat du Commonwealth et Fédération luthérienne mondiale.
8. Le Comité a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	Zambie
Premier Vice-Président :	Nigéria

Second Vice-Président : Burundi
Rapporteur : Maroc

9. Le Comité a créé un sous-comité à composition non limitée présidé par le second Vice-Président (Burundi) et chargé d'examiner les projets de résolution à présenter au Comité pour adoption.

B. ORDRE DU JOUR

10. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.

PREMIERE PARTIE. Examen préliminaire des résultats économiques et sociaux de l'Afrique en 1990 et perspectives pour 1991

- 4.1. Rapport économique sur l'Afrique, 1991;
- 4.2. La crise du Golfe et les économies africaines.

DEUXIEME PARTIE. Transformation, redressement et ajustement

- 5.1. Le Plan d'action de Lagos : Dix ans après
 - Examen et évaluation décennals de l'exécution du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.
- 5.2. Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique
 - Examen et évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.
- 5.3. Au-delà du redressement et vers la transformation : Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) :
 - a) Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS;
 - b) Redynamisation de la planification à long terme en vue de la transformation structurelle;
 - c) Mécanismes pour l'exécution et le suivi de la Charte africaine de la participation populaire au processus de développement et de transformation; participation publique à la planification et à la gestion du développement;
 - d) Incidence des programmes d'ajustement structurel sur la population.
 - e) Préparation de la troisième Conférence africaine sur la population;

TROISIEME PARTIE. Questions, études et rapports concernant la coopération régionale pour le développement en Afrique

6. a) Restructuration des MULPOC : Suivi du rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les réalisations des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité;
- b) Rapport intérimaire sur l'intensification du processus d'intégration économique sous-régionale et sur l'établissement de la Communauté économique africaine;
- c) Développement industriel en Afrique :
- Rapport intérimaire sur l'élaboration du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;
- d) Transports et communications en Afrique :
- Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- e) Ressources naturelles et environnement en Afrique :
- i) Examen et évaluation de l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata, notamment la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement en Afrique (1981-1990) et perspectives pour les années 90;
- ii) Rapport sur les travaux préparatoires de l'Afrique en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992);
- f) Développement social et affaires humanitaires :
- i) Situation en ce qui concerne le développement social en Afrique et les politiques pour les années 90;
- ii) Evolution de la situation socio-économique des femmes en Afrique dans le cadre des Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme;
- g) Activités opérationnelles :
- Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA.

QUATRIEME PARTIE. (Point 7) Questions émanant des organes subsidiaires et des organes sectoriels de la Commission appelant une décision de la Conférence des ministres

CINQUIEME PARTIE. Questions relatives aux organes statutaires

8. Suivi des résolutions appropriées adoptées par la vingt-cinquième session de la Commission et des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social présentant un intérêt pour l'Afrique :

- a) Suivi des résolutions appropriées adoptées à la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres;
- b) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa deuxième session ordinaire de 1990 et par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans les domaines économique et social et intéressant l'Afrique.

9. Questions relatives au personnel et à l'administration.

SIXIEME PARTIE. Programme de travail et ordre de priorité de la Commission

- 10. a) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1992-1993;
- b) Services consultatifs régionaux de la CEA : les défis des années 90.

SEPTIEME PARTIE. Conférence d'annonce de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)

- 11. a) Rapport intérimaire sur l'exécution des projets financés au titre du FASNUDA, 1990-1991;
- b) Propositions concernant l'utilisation des ressources du FASNUDA durant la période 1992-1993;
- c) Proposition relative à un programme régional de placement des experts africains.
- 12. Document d'orientation pour le cinquième programme multinational du PNUD pour l'Afrique.
- 13. Questions diverses.
- 14. Dates et lieu de la treizième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
- 15. Adoption du rapport.
- 16. Clôture de la réunion.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocutions d'ouverture

11. Dans son allocution d'ouverture, le Camarade Zewde Teklu, Membre suppléant du Comité central du Parti des travailleurs d'Ethiopie et Commissaire à la planification centrale pour la préservation des ressources naturelles, la construction et la planification, a souhaité aux participants la bienvenue dans son pays. Il a noté que onze ans après l'adoption du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, les évaluations qui avaient été faites de ces deux plans indiquaient qu'ils demeurent toujours valables comme documents de référence pour le développement de l'Afrique. Les stratégies collectives figurant dans le Plan étaient toujours essentielles au redressement rapide et à la transformation des économies africaines au cours des années 90. A cet égard, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) complétait et renforçait à la fois le Plan et l'Acte final.

12. Un élément essentiel en ce qui concerne les perspectives de développement de l'Afrique, était le désir de procéder à une transformation structurelle radicale propre à favoriser la croissance auto-entrenue. Les pays africains rejetaient les programmes d'ajustement structurel (PAS) classiques car ces programmes ne permettaient pas d'éliminer les difficultés structurelles; la suppression de celles-ci exigeait une intervention déterminée de l'Etat dans l'économie. Les PAS se fondaient sur l'hypothèse que les moyens d'intervention classiques tels que le contrôle de la masse monétaire, les mouvements de capitaux, les taux d'intérêt et la libéralisation du commerce étant adaptés aux économies bien structurées, ils pourraient également produire des résultats positifs pour les économies africaines faibles et fragmentées. Cependant ils n'avaient pas permis de soutenir la croissance économique, et avaient plutôt aggravé les déficits budgétaires et de la balance des paiements.

13. C'était pour corriger cette situation qu'avait été formulé le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel. Le Cadre soulignait que ces programmes devaient être conçus au niveau national pour qu'ils donnent des résultats. Les programmes de transformation économique devaient être organisés de façon à permettre de maintenir le niveau déjà faible des dépenses sociales en Afrique. Le CARPAS avait une portée globale en ce sens que le cadre macro-économique, les politiques et les stratégies d'application qu'il préconisait prenaient en compte les relations dynamiques existant entre tous les principaux éléments de l'ajustement et de la transformation. Il mettait également l'accent sur la pleine mobilisation et l'utilisation efficace des ressources locales ainsi que sur la nécessité d'instaurer un environnement propice au développement soutenu. Il préconisait l'adoption d'une approche pragmatique en matière de formulation des programmes, un choix judicieux des moyens d'intervention et la recherche de stratégies d'application appropriées dans chaque pays. Il était nécessaire que les gouvernements africains substituent aux objectifs des PAS classiques, qui ne permettent pas d'opérer le changement et la transformation, les objectifs de développement à long terme du CARPAS axé sur l'homme. La vulnérabilité, la fragilité et les faiblesses structurelles inhérentes aux économies africaines ne leur avaient pas permis de résister aux chocs extérieurs. Les pays industrialisés n'avaient pris aucune mesure particulière pour réduire les effets de la crise, mais avaient laissé les pays africains s'en sortir par leurs propres moyens.

14. Pour l'intervenant, seule une réduction substantielle de l'encours de la dette et du service de la dette pourrait favoriser le redressement et la croissance à long terme en Afrique. A cet égard, les pays africains devraient tout mettre en oeuvre pour que les problèmes de la dette africaine figurent parmi les préoccupations économiques des principaux pays créanciers et des institutions de prêt. Il faudrait que l'Afrique, en collaboration avec ses partenaires dans le développement, élabore rapidement un programme à moyen terme qui ferait suite au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en vue de relancer le Plan d'action de Lagos et de mettre en oeuvre le CARPAS.

15. Sur la voie de la réalisation de l'objectif ultime de l'Acte final de Lagos, à savoir la création de la Communauté économique africaine, il fallait d'urgence harmoniser le processus d'intégration économique entre les différentes sous-régions. Il était également temps d'évaluer dans quelle mesure l'Acte final de Lagos a été mis en oeuvre et ses dispositions incorporées dans les politiques nationales, sous-régionales et régionales par les Etats africains. Les groupements sous-régionaux existants devaient être renforcés et devenir complémentaires, faute de quoi la Communauté économique africaine ne pouvait être lancée avec succès. Les pays africains devaient renouveler leur engagement en faisant preuve d'une plus grande volonté politique en matière de développement. L'intervenant a souhaité que le Comité technique préparatoire plénier arrive à définir des solutions à la crise que traversait le continent.

16. Le Secrétaire exécutif a fait remarquer que, selon l'évaluation des conditions socio-économiques en Afrique au cours des douze derniers mois, il n'y avait aucun signe permettant de conclure à une tendance positive à long terme annonçant le redressement et la transformation structurelle. Les taux modestes de croissance économique globale de 3,3% et 2,6% enregistrés respectivement en 1989 et en 1990 n'avaient pas été suffisants pour inverser le net déclin de la situation socio-économique qui avait marqué les années 80. En 1990, le niveau de vie de l'Africain moyen avait encore baissé car le chômage, l'inflation et la

pression démographique étaient demeurés à des niveaux intolérables. Sur le front extérieur, les négociations d'Uruguay étaient dans l'impasse. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris en septembre 1990, n'avait pas répondu à l'appel lancé en vue d'un programme d'action immédiate pour la période 1991-1993, qui devait permettre de renforcer la capacité des pays africains à faire face à des situations d'urgence et de reconstruire les économies dévastées des pays africains les moins avancés. Ceux-ci sont actuellement 29 sur les 43 que comptait le monde.

17. L'agriculture africaine n'avait pas obtenu de bons résultats en 1990. Le taux de croissance de la production n'avait été que la moitié du taux d'accroissement de la population, soit 1,5%, mais tout de même plus que le taux de 0,5% enregistré en 1989. Les pluies n'avaient généralement pas été suffisantes et certaines régions avaient été frappées par la sécheresse. Les guerres civiles, les problèmes structurels tels que l'insuffisance des réseaux de transport et les mauvaises conditions du marché avaient entraîné de graves pénuries alimentaires dans certains pays. Les cultures commerciales n'avaient pas non plus contribué considérablement à la croissance fragile du PIB de la région. Certains faits nouveaux positifs étaient toutefois intervenus dans le secteur de l'industrie extractive et des minéraux au cours de l'année à la suite de la crise du Golfe et de l'augmentation de la production de pétrole qu'elle avait entraînée. Les sept pays africains producteurs de pétrole avaient réalisé un bénéfice supplémentaire de 10,5 milliards de dollars E.-U., ce qui avait accru leur PIB de près de 3,5% et augmenté la valeur totale des exportations de l'Afrique de 14,7% en 1990. Ces importants bénéfices économiques n'avaient toutefois pas suffi pour ramener les recettes des pays exportateurs de pétrole à leur niveau de 1980 et les fluctuations des prix du pétrole qui avaient suivi n'avaient eu pour effet que de désorganiser totalement les finances publiques dans ces pays. En ce qui concerne les pays non exportateurs de pétrole, la guerre du Golfe a, par ses conséquences, été une nouvelle crise qui a amené à détourner l'attention de l'objectif du redressement et du développement soutenu. En outre, la production de la plupart des produits minéraux autres que le pétrole avait diminué en 1990, ce qui avait marqué la fin du boom des métaux de la période 1987-1989. Le secteur manufacturier avait enregistré une modeste croissance mais le processus de désindustrialisation s'était poursuivi, les usines continuant à tourner en dessous de leurs capacités ou fermant tout simplement leurs portes.

18. Le volume total de la dette extérieure de l'Afrique avait augmenté de 4,7% entre 1989 et 1990 pour atteindre 271 milliards de dollars E.-U., soit environ 3,2 fois la valeur des exportations de biens et services et l'équivalent du PIB total de la région. Les obligations au titre du service de la dette des pays de l'Afrique subsaharienne représentaient 34% des exportations de biens et services en 1990. La forte flambée des prix du pétrole consécutive à la crise du Golfe avait contraint les pays non exportateurs de pétrole à recourir à des mesures à court terme pour atténuer les graves pénuries d'énergie. Aucune des initiatives d'allègement de la dette proposées au niveau international n'avait permis de trouver des solutions permettant de réduire effectivement l'encours de la dette et son service.

19. Les perspectives pour le reste de l'année et au-delà étaient fonction non seulement des conditions climatiques mais également de la manière dont les gouvernements africains poursuivraient les réformes intérieures, de la gestion rationnelle de l'économie, de la mise en place d'un système de sécurité stable et d'un climat politique propice où les populations seraient le facteur central. Si ces conditions étaient réunies, le secteur alimentaire et agricole devrait en 1991 progresser à un rythme plus rapide que la population. Il en résulterait un redressement notable du secteur manufacturier, en particulier des agro-industries, notamment en ce qui concerne l'utilisation des capacités à la suite de l'augmentation des facteurs de production intérieurs.

20. Le Secrétaire exécutif a estimé que le thème de la session, "L'Afrique au cours des années 90 : face aux défis", était particulièrement indiqué et l'ordre du jour du Comité bien défini.

21. L'examen et l'évaluation de l'application du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos devraient constituer un bon point de départ pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui. Le groupe de personnalités africaines mis sur pied pour examiner et évaluer l'application du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos avait souligné que le Plan et l'Acte final restaient valables et que leur prompt et rigoureuse mise

en oeuvre était nécessaire pendant le reste de la période couverte par le Plan. L'examen serait utile quant aux choix à faire éventuellement pour les dix prochaines années.

22. Les perturbations des économies africaines dues à la crise du Golfe et la récession mondiale imminente appelaient des mesures résolues pour permettre à l'Afrique de s'engager sur la voie ardue de la transformation structurelle. Parmi les mesures éventuelles, il faudrait sérieusement réfléchir à l'élaboration d'une stratégie énergétique régionale globale. L'Afrique devait tirer des enseignements de la crise du Golfe. Elle devrait en particulier relever les défis du nouvel ordre géopolitique qui se mettait en place rapidement après la guerre si elle voulait éviter d'être marginalisée davantage sur les plans économique et politique.

23. S'agissant de la mise en oeuvre du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) dans les pays africains, des progrès avaient été réalisés au cours de l'année écoulée. Cependant, beaucoup restait à faire en particulier pour mobiliser le soutien au niveau de la population. S'agissant de la coopération régionale au service de l'intégration économique en tant que stratégie de développement et de survie pour l'Afrique, la signature prévue du traité portant création de la Communauté économique africaine revêtait une importance particulière. La Commission ne devrait ménager aucun effort pour faire en sorte que les dispositifs et les stratégies à élaborer en vertu du traité soient immédiatement appliqués.

24. Le Secrétaire exécutif a demandé au Comité d'examiner le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, adopté par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification. Il incombait à la Conférence des ministres de la CEA de recommander le programme aux chefs d'Etat et de gouvernement africains et à la communauté internationale. La Conférence des ministres africains de l'industrie se réunirait cette année (plus tard dans l'année) pour adopter, au nom de la Commission, le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique qui serait exécuté parallèlement à celui de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique.

25. Le Secrétaire exécutif a souligné l'importance des autres questions relatives à la coopération régionale au service du développement en Afrique dont le Comité était saisi, en particulier les facteurs démographiques dans le développement, l'application du Plan d'action de Mar del Plata notamment la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Afrique, la participation des femmes au processus d'industrialisation, et le cinquième programme multinational du PNUD pour l'Afrique.

26. Il a présenté le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (CEA - GMCR) qui avait été récemment constitué avec des conseillers régionaux traditionnels de la CEA et avait été chargé d'apporter des solutions souples et de nature multidisciplinaire aux problèmes auxquels font face les Etats membres. Le Secrétaire exécutif espérait que les Etats membres mettraient à profit les possibilités offertes par ce Groupe.

27. Le Secrétaire exécutif était heureux d'annoncer que le taux de vacance de poste avait été sensiblement réduit, passant de 25,7% en 1989 à 8,5%. La proportion de femmes occupant des postes de la catégorie des administrateurs avait aussi considérablement augmenté durant les dernières années. La CEA avait mené à terme une vaste opération d'automatisation des bureaux grâce à l'acquisition et à l'installation de micro-ordinateurs et d'autres types de matériels ainsi que de logiciels qui seraient mis à la disposition de la quasi-totalité des fonctionnaires. La cérémonie de pose de la première pierre des nouvelles installations de conférence avait également eu lieu.

28. C'était la dernière fois que le Secrétaire exécutif prononçait une allocution à l'ouverture des travaux du Comité technique préparatoire plénier. A sa demande, le Secrétaire général avait accepté de le décharger de ses responsabilités de chef du secrétariat de la Commission à compter du 31 juillet 1991. Le Secrétaire exécutif adjoint allait également mettre fin à ses fonctions au service de l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire exécutif a exprimé sa gratitude aux membres du Comité pour l'appui qu'ils lui ont apporté au fil des ans.

29. Le représentant de la Namibie a prononcé une motion de remerciements à l'adresse du Comité. Il a transmis les résolutions du Président Sam Nujoma et du Gouvernement namibien à tous les membres du Comité. Il a rappelé la déclaration du représentant de l'Ethiopie, qui, passant en revue les principaux problèmes économiques de l'Afrique figurant en bonne place à l'ordre du jour du Comité technique, avait facilité grandement les travaux du Comité.

30. Faisant allusion au départ prochain du Secrétaire exécutif, M. Adebayo Adedeji, il a indiqué que le Comité lui exprimait sa profonde gratitude pour son dévouement à la tête de la Commission économique pour l'Afrique.

31. Il a attiré l'attention du Comité sur l'ordre du jour de la réunion, et en particulier sur le Rapport économique sur l'Afrique, qui passait en revue les grandes tendances socio-économiques de 1990 et examinait les tendances pour 1991. Malgré le tableau sombre qui y était brossé, c'était un document qui donnerait lieu à des débats fructueux parmi les membres du Comité. Il était convaincu que le Comité technique préparatoire plénier examinerait cette question et d'autres comme il se doit afin que des recommandations judicieuses et pratiques puissent être élaborées et présentées à la Conférence des ministres pour approbation.

PREMIERE PARTIE

EXAMEN PRELIMINAIRE DES RESULTATS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'AFRIQUE EN 1990 ET PERSPECTIVES POUR 1991

Rapport économique sur l'Afrique (point 4.1 de l'ordre du jour)

32. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/2 intitulé "Rapport économique sur l'Afrique 1991".

33. Examinant les tendances et les problèmes socio-économiques en Afrique au cours de l'année 1990, le Comité a noté que la situation socio-économique avait été marquée par une détérioration du niveau de vie des populations par rapport à 1989. Ce fait résultait de plusieurs facteurs, notamment les conditions climatiques très défavorables, l'impact de la crise du Golfe sur la facture d'importations globale et le niveau de la dette, la chute de la demande mondiale de produits de base, l'aggravation du problème de la dette qui a augmenté de 4,7% par rapport à l'année précédente ainsi que d'autres problèmes structurels et sociaux dans plusieurs parties du continent.

34. S'agissant des perspectives pour 1991, le Comité a fait observer que les perspectives de l'Afrique pour l'année en cours étaient fonction de deux facteurs cruciaux : les résultats du secteur agricole et la situation économique dans les pays industrialisés. Il y avait de fortes chances que la campagne agricole soit bonne si la pluviométrie s'avérait suffisante et si l'on mettait en oeuvre des politiques visant à renforcer le secteur agricole. En revanche, la récession dans les pays industrialisés risquait de compromettre les chances de l'Afrique d'améliorer ses résultats en 1991 suite à une chute des cours des produits de base et aux problèmes financiers ainsi entraînés. Le faible niveau des apports de ressources à l'Afrique pourrait avoir de sérieuses conséquences sur le niveau des investissements, mais ce problème pourrait être atténué grâce à une utilisation optimale des infrastructures existantes. On prévoyait, cependant, que les pays africains exportateurs de pétrole connaissent une année meilleure si le prix du baril se maintenait à 20 dollars. Dans l'ensemble, par conséquent, le PIB pour 1991 devrait progresser à un taux se situant entre 2% et 3%.

35. Le Comité a relevé des erreurs d'ordre méthodologique dans la présentation du document, en particulier dans la table des matières. Certaines délégations ont contesté l'exactitude de certaines données

relatives à leur pays et promis de fournir au secrétariat les données exactes. Le Comité a noté le ton pessimiste du document en ce qui concerne les résultats économiques en Afrique en 1990 et les perspectives pour 1991.

36. Le Comité s'est longuement penché sur l'impact négatif des conflits sociaux en Afrique sur le bien-être des populations et a noté que c'était la première fois que le secrétariat faisait état de cette question dans un document de travail. Le Comité a noté avec satisfaction que le traitement de cette question indiquait que l'Afrique était prête à examiner sans états d'âme ses problèmes et à essayer de leur trouver des solutions appropriées. Les conflits sociaux ainsi que les problèmes liés à la démocratisation et à la participation populaire devraient donc avoir leur place dans les débats sur le développement de l'Afrique.

37. Une autre question qui a fait l'objet d'un débat approfondi par le Comité a été la privatisation en Afrique. Loin d'être la seule et simple conséquence du mauvais rendement des entreprises publiques, la privatisation devrait plutôt être perçue comme un choix économique, politique et stratégique par lequel l'Etat décide de donner à chaque entrepreneur la chance de faire plus et mieux. Il était regrettable qu'un aspect très important de la privatisation, à savoir l'amélioration des capacités de gestion des hommes d'affaires locaux pour leur permettre de profiter pleinement de la privatisation, soit très souvent négligé.

38. S'agissant de la question de la dette de l'Afrique, le Comité a fait observer qu'il était difficile de trouver des solutions au problème de la dette en raison du manque de volonté politique de la part de certains donateurs et il était évident que le problème était d'ordre plus politique que technique. La position commune africaine sur la dette était très claire. Tout simplement, la communauté internationale ne voulait pas examiner cette position sérieusement. Par conséquent, le Comité a demandé instamment que la communauté internationale convienne d'organiser une conférence internationale sur la dette de l'Afrique. Il a en outre exhorté à mettre l'accent sur une gestion plus efficace de la dette et prié instamment la CEA d'accroître son assistance dans ce domaine.

39. Le Comité a noté avec satisfaction que certains pays industrialisés continuaient de plaider la cause de l'Afrique dans les instances internationales et prenaient des mesures visant à accroître l'aide en faveur de l'Afrique et à alléger le fardeau de sa dette.

40. Le Comité a recommandé qu'il y ait davantage de collaboration entre la CEA et les Etats membres concernant les données devant être incorporées dans les documents de la CEA et relatives à leurs pays respectifs. Le paragraphe 57 du document devrait comprendre les principaux mécanismes de gestion du secteur extérieur définis dans les "Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au-delà" (document E/ECA/TRADE/89/25/Rev.5, adopté par la Conférence des ministres africains du commerce à sa session spéciale de décembre 1990). Le Comité a en outre recommandé l'approbation des "Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au-delà" et a exhorté les pays industrialisés à accroître leur aide à l'Afrique.

La crise du Golfe et les économies africaines (point 4.2 de l'ordre du jour)

41. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/3. Il a félicité le secrétariat d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour. Certains représentants se sont élevés contre l'emploi dans le document de l'adjectif "persique" pour qualifier le Golfe et ont estimé qu'il était impropre. Le Secrétaire exécutif a expliqué que le mot avait été utilisé conformément à une directive récente de l'ONU en matière de rédaction.

42. Le Comité a souligné la distinction à faire entre les effets cumulatifs de la crise sur les pays africains producteurs de pétrole, d'une part, et les pays importateurs, d'autre part. S'agissant des pays producteurs, la hausse des cours du pétrole enregistrée a permis à certains d'entre eux d'enregistrer une amélioration nette de leurs recettes, ce qui a contribué à alléger les problèmes financiers et, partant, à financer les importations et le service de la dette extérieure. Les pays importateurs ont été pénalisés par l'augmentation de la facture des importations d'un montant total de près de 2,7 milliards de dollars, les incertitudes planant sur les

approvisionnement énergétique et la hausse des prix intérieurs dans le secteur de l'énergie et dans les secteurs connexes, ce qui les a contraints à recourir à l'endettement à court terme, aggravant ainsi leur crise de la dette. Le Comité a estimé que d'autres conséquences graves de la crise, notamment sur l'alimentation et l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'environnement, les secteurs du tourisme et des transports, devraient également être étudiées. Le thème dominant avait été l'impact du pétrole mais cet impact avait eu des ramifications telles que les perturbations dans les domaines de l'approvisionnement et de la diversification, l'immigration, les exportations et d'autres facteurs. Puisqu'il s'agissait d'une évaluation provisoire, le Comité a recommandé que les effets consultatifs de la crise du Golfe sur l'Afrique soient suivis régulièrement.

43. Le Comité a noté avec regret la réaction insuffisante de la communauté internationale devant l'impact négatif de la crise sur les pays africains non producteurs de pétrole. Il a cependant noté avec satisfaction que certains pays africains producteurs étaient venus au secours des pays qui avaient été affectés par la crise.

44. Le Comité a en outre examiné les principaux enseignements à tirer de la crise du Golfe. Il s'agissait notamment de la nécessité de revoir les politiques énergétiques, de formuler des stratégies pour la mise en place de mesures visant à amortir les chocs énergétiques, d'assurer la normalisation aux niveaux sous-régional et régional des installations pour l'utilisation de l'énergie et d'encourager la recherche-développement pour ce qui est des sources d'énergie de substitution. Tous ces facteurs devraient être pris en compte dans l'élaboration d'un plan énergétique global pour l'Afrique.

DEUXIEME PARTIE

TRANSFORMATION, RELANCE ET AJUSTEMENT

Le Plan d'action de Lagos : Dix ans après

= Examen et évaluation décennals de l'exécution du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos (point 5.1 de l'ordre du jour)

45. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/4 : Examen et évaluation décennals du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

46. Le Comité a pris note des conclusions de la réunion du groupe d'experts de haut niveau qui avait été conjointement organisée à ce sujet, du 6 au 8 décembre 1990 à Lagos (Nigéria), par la BAD, la CEA et l'OUA. Il s'est associé à l'opinion du groupe d'experts selon laquelle le Plan et l'Acte étaient plus valides que jamais et a, en conséquence, fait observer que c'est une nécessité pour l'Afrique de renouveler l'engagement à les appliquer intégralement afin que le continent aille de l'avant dans les années 90 et qu'il n'y ait pas une autre décennie perdue. Cela était particulièrement important compte tenu des facteurs négatifs qui avaient compromis la croissance économique et le développement au cours des années 80. Il y avait eu, en Afrique, une crise de la planification du développement qui avait entraîné l'adoption des programmes d'ajustement structurel orthodoxes. Les pays africains commettaient souvent l'erreur de croire que l'ajustement structurel était incompatible avec la planification du développement à moyen et à long terme.

47. La mise en oeuvre accélérée du Plan exigeait entre autres que l'Afrique fasse de l'autosuffisance nationale et collective le pivot de sa stratégie de transformation socio-économique, l'accent étant mis en particulier sur la coopération économique sous-régionale et régionale, ainsi que sur l'harmonisation et l'intégration des divers plans sectoriels, nationaux et sous-régionaux. Cela nécessitait également le respect total des principes de la Charte africaine de la participation populaire au développement.

48. Le Comité a reconnu que, si des progrès avaient été accomplis dans la réalisation des buts et objectifs de l'Acte final de Lagos notamment, s'agissant de la création de groupements économiques sous-

régionaux, le Plan proprement dit était resté pratiquement inappliqué. Il a imputé cette situation à des facteurs tant intérieurs qu'extérieurs. Il a déploré, que les principes et les objectifs du PAL et de l'Acte final de Lagos n'ont pas toujours été bien intégrés et mis en oeuvre dans le cadre des plans nationaux. Ceci serait dû au fait que des considérations conjoncturelles et à court terme ont souvent été privilégiées par rapport aux impératifs de développement et de transformation structurelle qui sous-tendent la stratégie du Plan d'action de Lagos. Par ailleurs, il a considéré regrettable qu'aucune disposition n'ait été prise lors de l'adoption du Plan, pour prévoir de tels mécanismes.

49. La nécessité pour les Etats membres de compter sur les ressources intérieures pour l'exécution des programmes de développement de l'Afrique a été soulignée. La planification du développement est apparue comme un concept valable et un outil pratique pour la réalisation des buts et objectifs de développement à moyen et à long terme tels que ceux énoncés dans le Plan d'action de Lagos.

50. Le Secrétaire exécutif a souligné l'importance particulière de la volonté politique pour l'application pleine et entière du Plan. La plupart des pays n'avaient en effet pas suivi les dispositions du Plan, bien que les modalités d'application eussent été indiquées dans un document essentiel distribué aux Etats membres peu après son adoption. Le Secrétaire exécutif a rappelé au Comité qu'un examen quinquennal de l'exécution du Plan avait été entrepris en 1985 par le Comité technique préparatoire plénier et la Conférence des ministres. Les conclusions auxquelles on était alors parvenu ne différaient pas beaucoup des conclusions actuelles.

51. La bonne volonté de la communauté internationale était de toute évidence un facteur important pour mener à bien les stratégies et programmes de l'Afrique, laquelle avait toujours sollicité cette bonne volonté. Il était toutefois peu réaliste pour la région de continuer à élaborer des plans et programmes dont les besoins financiers devaient être satisfaits à plus de 80% par des sources extérieures. Il était nécessaire de faire appel davantage à des ressources intérieures. Le Plan d'action de Lagos était toujours pertinent pour les stratégies de développement présentes et futures ainsi que pour les réformes en vue de la transformation socio-économique. Ce Plan devrait en particulier servir de base à la formulation de tous les programmes d'ajustement structurel. Il était essentiel que le Comité élabore des propositions concrètes pour assurer le succès du Plan. A cette fin, le Comité a constitué un groupe de rédaction spécial pour formuler des propositions à soumettre aux ministres pour examen.

52. Le Comité a adopté le projet de résolution 1 (XII).

Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) (point 5.2 de l'ordre du jour)

- Examen et évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA)

53. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/5 intitulé "Projet de memorandum de la Conférence des ministres de la CEA au Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Le Projet de memorandum avait été préparé par un Groupe intergouvernemental d'experts qui s'était réuni à Addis-Abeba (Ethiopie) du 19 au 26 avril 1991, conformément à la décision prise par la Commission à sa précédente session.

54. Le Comité a noté qu'en préparant le Projet de memorandum, le Groupe d'experts était convaincu que les principes du Plan d'action de Lagos demeuraient valables, tout comme ceux de la Charte africaine de la participation populaire au développement et du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS). Il a également noté que le Groupe avait conclu que si les Etats africains avaient respecté la plupart de leurs engagements envers le Programme d'action des Nations Unies, cela

n'avait pas été le cas de la communauté internationale. C'était pour cette raison que le Programme d'action n'avait pas contribué au développement du continent comme escompté.

55. Le Groupe d'experts avait examiné les avantages et les inconvénients qu'il y avait à élaborer un programme complémentaire au Programme d'action des Nations Unies mais avait conclu qu'un tel programme n'était pas souhaitable eu égard à la pléthore de programmes internationaux intéressant directement l'Afrique qui avaient déjà été approuvés ou qui étaient en attente. Aussi a-t-il plutôt opté pour un nouveau cadre de coopération avec la communauté internationale, qui serait axé sur un certain nombre de questions cruciales pour le progrès et la prospérité de l'Afrique. Ces questions avaient trait à la dette, aux problèmes des produits de base, à la coopération Sud-Sud, à la coopération et à l'intégration économiques sous-régionales et régionales, à la démocratisation de l'économie et de la société ainsi qu'à la participation à part entière du peuple au développement. Le Groupe avait également recommandé qu'un comité de suivi de haut niveau soit mis en place pour suivre l'application du nouveau cadre de coopération.

56. Le Comité a remercié le Groupe d'experts pour la qualité de son travail. Il a entériné l'idée d'un nouveau cadre de coopération plutôt qu'un programme complémentaire spécial, et a insisté sur la nécessité de mettre davantage l'accent sur l'instauration et la préservation d'un climat international propice au développement de l'Afrique sur la base de l'autosuffisance individuelle et collective.

57. Le Comité a constitué un comité spécial de rédaction à composition non limitée, sous la présidence du Président du Groupe intergouvernemental d'experts qui avait établi le Mémoire, afin qu'il réexamine le Projet de mémorandum à la lumière des principes directeurs exposés ci-après.

58. Le Comité a estimé que le Projet de mémorandum devrait comprendre une section exposant toutes les raisons justifiant l'élaboration du nouveau cadre de coopération. Il a en outre jugé qu'il fallait insister davantage sur la nécessité de mobiliser plus de ressources à l'appui des efforts des groupements régionaux et sous-régionaux de coopération et d'intégration économiques. La nécessité de favoriser un flux accru de ressources financières internationales à l'appui des efforts que déploie le continent pour engager les structures économiques nationales dans un processus soutenu de croissance et de développement devrait également être soulignée.

59. Le Comité a demandé au Comité spécial de rédaction de réexaminer la composition et le mandat du comité de suivi de haut niveau proposé. Comme les membres de ce comité devaient venir de toutes les régions du monde, lui conférer la responsabilité d'un secrétariat serait coûteux et prendrait du temps. La CEA pourrait lui servir de secrétariat, comme cela a été le cas pour le Programme d'action des Nations Unies. Pour faciliter la tâche du comité de suivi, il fallait définir, de préférence aux niveaux national, sous-régional et régional les objectifs pour chacun des principaux éléments figurant dans le nouveau cadre. Cette tâche pourrait être effectuée sous l'égide de la CEA et de l'OUA.

60. S'agissant du succès limité du Programme d'action des Nations Unies, qui a été attribué dans une large mesure à l'insuffisance de la contribution de la communauté internationale au développement de l'Afrique durant l'exécution du Programme, le Comité a exhorté les membres à ne pas jeter entièrement le blâme sur l'autre partie. Le flux de ressources financières vers l'Afrique (calculé en prenant 1986 comme année de base) avait en fait diminué en termes constants, comme indiqué au paragraphe 29 du Projet de mémorandum. Le Comité a toutefois estimé que les Africains eux-mêmes devaient s'efforcer d'adhérer au principe d'un développement endogène en sorte que l'assistance internationale ne ferait que compléter les efforts de l'Afrique. Les Africains devaient en particulier instaurer un environnement propice à la démocratisation du processus de développement, y compris la pleine participation de la population, et assurer une gestion économique responsable. On devrait également mettre l'accent sur un traitement des produits primaires qui permette de dégager une valeur ajoutée au lieu de s'efforcer d'obtenir des cours plus élevés pour les produits non transformés.

61. Le Comité a pris note du point de vue de l'observateur de la France selon lequel les deux parties (Afrique et communauté internationale) devraient présenter à la Conférence une évaluation conjointe du Programme d'action des Nations Unies de façon à éviter une évaluation partielle. L'observateur a noté que son pays avait apporté une importante contribution à l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Il a appelé l'attention du Comité sur le danger qu'il y avait à insister sur l'annulation de la dette, une telle mesure pouvant avoir des effets négatifs, voire causer la suspension de l'assistance de certains bailleurs de fonds au continent africain.

62. S'agissant des mesures à prendre à la suite du Programme d'action, le Comité a souligné la nécessité de mettre l'accent sur les besoins et les problèmes plutôt que sur un autre programme spécial dans la mesure où : quatre de ces programmes avaient déjà été adoptés ou étaient en train d'être examinés par la communauté internationale. Il s'agissait de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, du nouveau programme en faveur des pays les moins avancés, de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique. Pour les Etats membres, assurer le suivi de tous ces programmes constituait déjà une tâche coûteuse et difficile. S'agissant de la question de la dette, le Comité a reconnu que des initiatives positives avaient été prises. Il a toutefois estimé que les efforts de la communauté internationale étaient trop insuffisants et venaient trop tard.

63. Le Comité a demandé au Comité spécial de rédaction de faire en sorte que les textes soient alignés dans les différentes langues de façon à éliminer les divergences.

64. Le Comité a adopté le Projet de memorandum tel que modifié et tel qu'il figure à l'Annexe II.

Au-delà du redressement et vers la transformation : Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) (point 5.3 de l'ordre du jour)

Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS [point 5.3 a) de l'ordre du jour]

65. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/7 intitulé "Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS".

66. Il a noté que les activités menées par le secrétariat depuis l'adoption du CARPAS avait essentiellement trait à la mise en oeuvre du Cadre, à sa popularisation et aux efforts visant à réaliser un consensus sur ce document, notamment au niveau international.

67. Le Comité a noté que malgré la publicité faite au CARPAS dans les réunions, les conférences et les publications de la CEA, il demeurerait un concept nouveau chez de nombreux décideurs africains et n'avait toujours pas introduit de changements fondamentaux dans les politiques de nombreux gouvernements et institutions de financement. Conformément à la stratégie poursuivie depuis l'adoption du Cadre, le secrétariat avait suivi la double approche comportant, d'une part, des études approfondies et, d'autre part, la fourniture d'une assistance directe aux pays et aux organisations sous-régionales. Les études faites par le secrétariat sur les instruments de politique du CARPAS avaient été révisées et largement discutées de façon approfondie à différentes réunions intergouvernementales. En outre, le secrétariat s'employait à produire des modèles du CARPAS qui seraient testés dans des conditions particulières à des pays donnés. Le secrétariat avait également donné suite aux demandes formulées par deux Etats membres en vue d'une assistance directe pour la mise en oeuvre du CARPAS. Le Comité a noté que la capacité du secrétariat en la matière serait considérablement renforcée grâce au Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux récemment mis sur pied.

68. S'agissant de la popularisation du Cadre, le Comité a noté que la stratégie comportait trois volets, à savoir la diffusion continue du document sur le CARPAS, l'élaboration d'une édition populaire du

document ainsi que la présentation et l'examen des principes préconisés dans diverses instances. Au cours de la période considérée, un effort considérable avait été fait, au niveau international, pour sensibiliser les populations, les institutions et les donateurs afin de réaliser un consensus sur les politiques de développement de l'Afrique. Cet effort a consisté essentiellement à concilier, d'une part, ce qui avait paru être un consensus technique qui se dégageait au niveau des experts autour du CARPAS et, d'autre part, l'Etude prospective à long terme de la Banque mondiale. Cet effort avait porté sur les moyens de transformer ce consensus technique naissant en un consensus politique entre les gouvernements africains et ceux des pays donateurs.

69. Le Comité a conclu que bien que des progrès aient été réalisés dans la promotion du CARPAS, beaucoup restait encore à faire, en particulier pour ce qui est de la mobilisation de l'appui nécessaire au niveau des populations. L'édition populaire du document a été particulièrement bien accueillie. Le Comité a demandé instamment au secrétariat de diffuser cette édition le plus largement possible et de continuer d'accroître l'assistance apportée aux Etats membres pour la mise en oeuvre du CARPAS. Le Comité a également suggéré que les efforts de la CEA pour la diffusion du CARPAS soient orientés en direction des Etats membres d'une part, en les encourageant à organiser des séminaires sur le CARPAS, et de l'autre vers les organismes partenaires bilatéraux et multilatéraux en vue de rapprocher les différents instruments de politique économique contenus dans le CARPAS.

Redynamisation de la planification à long terme en vue de la transformation structurelle [point 5.3 b) de l'ordre du jour]

70. Le document E/ECA/CM.17/8 intitulé "Redynamisation de la planification à long terme en vue de la transformation structurelle" a été présenté au Comité pour examen.

71. Le Comité a passé en revue l'évolution des expériences en matière de planification du développement en Afrique au cours des 30 dernières années. Il a mis en exergue le passage des années 60, période où la planification du développement était un symbole d'autonomie et de progrès, à la marginalisation de ces plans qui étaient maintenant remplacés, au cours des années 80, par les programmes d'ajustement structurel (PAS). Le Comité a indiqué certaines des principales raisons du déclin de la planification, notamment la mauvaise utilisation des capacités et des potentialités nationales en matière de planification tant au niveau sous-régional que régional. Les plans de développement de l'Afrique avaient été tributaires de façon excessive de l'assistance technique et financière extérieures. En outre, les gouvernements s'étaient préoccupés, entre autres mesures, de questions et de moyens d'intervention tels que la balance des paiements, les prix, le crédit, les problèmes monétaires, les taux de change et les prêts extérieurs. En conséquence, les organisations socio-culturelles, les syndicats et le secteur privé n'avaient pas suffisamment été associés au processus de planification, notamment pour la définition des besoins, des priorités et des stratégies de développement. La collecte et l'analyse des données en vue de la gestion à court terme qu'imposaient les programmes d'ajustement structurel avaient également contribué à rendre peu fiables les informations statistiques, notamment au niveau macro-économique. Le Comité a également noté que la planification avait échoué en Afrique en raison du fait qu'on s'est souvent détourné des objectifs fixés et de l'incohérence existant entre les objectifs fixés et les modalités arrêtées pour les atteindre.

72. Les Etats membres devaient se pencher plus sérieusement sur les raisons pour lesquelles les plans nationaux de développement avaient échoué jusque-là et sur celles qui expliquaient le recours actuel des gouvernements aux programmes d'ajustement structurel. Le Comité a souligné qu'il s'agissait d'un point important car la raison essentielle pour laquelle les Etats membres se tournaient vers les programmes d'ajustement structurel était leur incapacité de mettre au point des programmes susceptibles de générer les ressources nécessaires à l'exécution des plans.

73. Le Comité a déploré le fait qu'en dépit de la longue expérience du continent en matière de planification du développement, qui remonte aux indépendances, l'approche intégrée, multisectorielle et multidisciplinaire de développement ne s'était pas imposée de façon irréfutable et définitive. Dans de

nombreux cas, les approches à long terme n'étaient pas suffisamment adaptées au contexte et aux contraintes vécus. La concertation et la recherche du consensus dans l'allocation des ressources rares n'avaient pas toujours prévalu tant dans la préparation que dans l'exécution des plans. Des visions sectorielles avaient pris le dessus au sein de certaines administrations, sans coordinations suffisantes avec les autres services concernés, au détriment de la conception globale. Cette situation avait engendré des incohérences dans les actions gouvernementales mises en oeuvre et avait fait perdre aux programmes les effets optimaux recherchés.

74. Le Comité s'est inquiété du fait que les facteurs démographiques qui déterminent le volet relatif aux ressources humaines dans l'exécution du plan n'aient pas été dûment considérés comme partie intégrante du processus de planification, alors que les gouvernements avaient dépensé des ressources considérables pour la collecte des données qui y ont trait. De plus, le suivi et l'évaluation n'avaient pas été systématiquement intégrés dans le processus de planification. Ce n'était que rarement que l'évaluation du potentiel des pays en main-d'oeuvre pour l'exécution du Programme avait été effectuée.

75. Le Comité a recommandé de réfléchir à la mise au point d'un nouveau type de planification, autonome et auto-entretenu, qui permette d'éviter les échecs des précédentes approches. Cette démarche supposait que l'on définisse avec soin des priorités dans les problèmes de développement, dans un cadre qui prévoient des solutions à long terme. La continuité était indispensable dans les services gouvernementaux ou dans les gouvernements eux-mêmes. La réduction de la dépendance excessive de ressources extérieures pour l'exécution des programmes était impérative. Le processus de planification devrait prendre en compte les dimensions nationales, sous-régionales et régionales permettant un partage des responsabilités en ce qui concerne les problèmes nationaux susceptibles de transcender les frontières. A cet égard, le rôle du gouvernement était essentiel pour la mobilisation de tous les agents nationaux et pour la promotion d'une action collective sous-régionale et régionale.

Mécanismes d'exécution et de suivi de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation [point 5.3 c) de l'ordre du jour]

76. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/9 intitulé "Mécanismes pour l'exécution et le suivi de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la participation".

77. Il a pris note des mécanismes proposés pour l'application et le suivi de la Charte, dont l'organisation de conférences où des associations locales, comme les syndicats et les organisations féminines, pourraient examiner les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans l'application de la Charte au niveau national.

78. Au niveau des organisations internationales, la CEA a mis sur pied un projet de "centre de liaison" afin de faciliter l'application de la Charte. Ce projet aiderait, avec la collaboration d'organisations populaires, à organiser des rencontres afin d'établir des mécanismes consultatifs nationaux qui favoriseraient la participation de la population et des organisations populaires à la définition et à l'exécution de stratégies nationales de développement. Il prévoit la publication d'un bulletin et l'étude des possibilités d'utiliser des liaisons de communication électroniques.

79. Le Comité a félicité la CEA pour avoir lancé l'idée d'une Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation et surtout pour avoir mis en place les mécanismes permettant de suivre son application. Il a approuvé les propositions telles que figurant dans le document de projet et a souligné que l'exécution du projet relatif à l'environnement et à un développement durable devait inclure l'éducation de la population, pour que celle-ci participe sans réserve à la gestion de l'environnement. A cet égard, il était important de fournir, en particulier à la population rurale, des sources de remplacement peu coûteuses du bois de feu, afin d'éviter la destruction des forêts.

80. Toutefois, le Comité a fait observer qu'il fallait veiller à éviter les conflits entre les objectifs du projet en matière de la promotion de la participation populaire et sa contribution à la gestion de l'environnement en vue d'un développement durable. Il a été noté que le projet devait être coordonné avec des activités similaires, telles que les activités de suivi de la FAO concernant le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, les activités de gestion de l'environnement au niveau des villages de la Conférence des ministres africains sur l'environnement et le programme Afrique 2000 du PNUD.

81. S'agissant de la planification de l'application et du suivi de la Charte, le Comité a proposé de prendre en considération les enseignements tirés des succès, des échecs et des limites des initiatives ou programmes de développement, passés ou présents, comme les mouvements de développement communautaire, de façon à assurer le succès de la Charte en tant qu'outil de démocratisation et de développement des sociétés africaines.

82. Par ailleurs, le Comité a accueilli favorablement le projet de "centre de liaison" qui, grâce à la création de mécanismes consultatifs nationaux, faciliterait l'application de la Charte. Toutefois, les incidences financières suscitaient des préoccupations. Le Comité a proposé de commencer l'exécution du projet par la collaboration entre les groupes sociaux, les réseaux d'ONG et les syndicats et les gouvernements.

83. Enfin, le Comité a prié la CEA d'élaborer des projets sur les sources de remplacement du bois de feu et a invité le PNUD et d'autres institutions à apporter un soutien financier pour l'exécution des projets nationaux liés à l'environnement. Il a en outre prié les Etats membres de ratifier et d'appliquer les conventions de l'OIT sur les normes internationales en matière de travail et suggéré que, afin d'assurer la participation populaire à la planification économique à l'échelle nationale, les organisations de masse soient invitées en qualité d'observateurs à ses réunions.

Incidence des programmes d'ajustement structurel sur la population [point 5.3 d) de l'ordre du jour]

84. Au titre de ce point, le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.17/10, "Incidence des programmes d'ajustement structurel sur la population" et E/ECA/CM.17/27, "Programme d'information en matière de population à l'intention des Etats membres de la CEA : perspectives pour les années 90".

85. Il a fait observer que les données contenues dans le document étaient préliminaires et que l'évaluation qui y figurait révélait qu'il était difficile de déterminer l'incidence des PAS sur les divers facteurs démographiques. La relation entre les deux éléments était implicite plutôt qu'explicite. Les PAS n'avaient pas servi à atténuer les effets de la crise économique actuelle dans la région. Le taux de croissance moyen limité du PIB au cours de la période d'application des PAS, de 1981 à 1990, était en dessous de celui de la population. Cela indiquait par conséquent que les PAS avaient eu des effets négatifs sur les économies des pays africains qui les avaient adoptés, mais cela ne voulait pas dire que d'autres pays qui ne les ont pas appliqués ont eu des difficultés. S'agissant de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et de la dimension moyenne de la famille, il a été fait remarquer qu'en général, bien que d'autres facteurs influent également sur les deux variables, les PAS n'avaient pas débouché sur les taux moyens de réductions voulues. Les conditions de vie défavorables dans les zones urbaines compte tenu des PAS avaient, entre autres facteurs, également eu tendance à encourager la migration des villes vers les campagnes, ce qui militait davantage en faveur de programmes efficaces de développement rural intégré. Concernant la production vivrière, les PAS avaient en général contribué à accroître les cas de malnutrition, en particulier parmi les enfants. Ils semblaient également provoquer une baisse des niveaux d'enseignement.

86. Certains facteurs à souligner lors des examens futurs des politiques de population en tant que partie intégrante de la stratégie globale de développement dans les pays africains ont été identifiés. Ces facteurs étaient entre autres : la mortalité des enfants de moins de cinq ans, la cohésion familiale, la malnutrition, l'éducation et l'emploi. Il a été estimé que l'utilisation des facteurs ainsi dérivés permettrait d'axer les

politiques de population dans la région sur la crise économique. Pour que le CARPAS soit pleinement efficace, il faudrait qu'il tienne alors compte des facteurs de population.

87. Le Comité a recommandé que :

- a) Les généralisations à propos des effets totalement négatifs des PAS soient traitées avec prudence, quelques pays ayant enregistré des résultats positifs à la suite de leur application;
- b) Le secrétariat effectue des études socio-économiques appropriées qui permettraient de mieux évaluer l'incidence des PAS sur le secteur social;
- c) La comparaison de la période antérieure aux PAS (1965-1980) et de la période de leur application (1981-1990) soit faite avec prudence puisque non seulement les deux périodes étaient de durée différente mais aussi elles étaient marquées par une situation sur le plan international différente;
- d) Les Etats membres accordent la priorité à la collecte des données sur le secteur social, lesquelles permettraient de faire des études sur la dimension sociale du genre de celle entreprise dans le document examiné.

88. Le Comité a également examiné les mécanismes envisagés dans le document E/ECA/CM.17/27 pour l'élaboration d'un programme régional d'informations viable en matière de population qui permettrait à la région africaine de favoriser la prise de conscience et la compréhension nécessaires des questions de population et de développement, lesquelles auraient une importance cruciale pour la région dans les années 90. Il a pris note des recommandations spécifiques présentées, notamment la nécessité d'apporter un soutien dynamique au programme d'information, ainsi que celle pour les institutions et organismes donateurs, en particulier le FNUAP, d'appuyer les efforts que la CEA déploie pour mettre au point, maintenir et développer sa base régionale locale de connaissances sur les questions de population.

89. Les PAS avaient produit des effets négatifs sur le secteur social. Si leur nécessité était reconnue, compte tenu de l'état des économies de la plupart des pays africains, il fallait également mettre au point des programmes qui atténueraient leurs répercussions néfastes, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables de la société. Le Comité a notamment convenu que les facteurs démographiques, les besoins essentiels de la population et les besoins futurs en matière d'emploi, ainsi que les mesures contenues dans le CARPAS devraient être intégrés dans les plans de développement et par conséquent ils devraient compléter les PAS.

90. Le Comité a adopté les projets de résolution 2 (XII) et 3 (XII).

Préparation de la troisième Conférence africaine sur la population [point 5.3 e) de l'ordre du jour]

91. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/6 qui était une note du secrétariat sur la préparation de la troisième Conférence africaine sur la population.

92. Il a noté que, suite aux deux conférences d'Accra et d'Arusha sur la population, une troisième Conférence africaine sur la population devait se tenir en 1992, préalablement à la Conférence internationale sur la population prévue en 1994. Compte tenu de l'importance de la Conférence internationale, le Comité a exprimé le souhait que les préparatifs en Afrique commenceraient sans tarder. Les implications financières des activités préparatoires nécessaires ont en particulier été soulignées.

93. Le Comité a noté et a accepté avec satisfaction l'offre faite par le Sénégal d'accueillir la troisième Conférence africaine sur la population. Il a demandé que soit réexaminé le projet de budget pour les préparatifs régionaux de la Conférence, présenté dans le document du secrétariat, à la lumière de l'offre faite

par le FNUAP de prendre en charge les frais de voyage et de subsistance des participants, et de l'engagement qu'il avait également pris de faciliter la participation africaine à la Conférence internationale.

94. Le Comité technique a finalement recommandé qu'un comité d'experts soit créé pour préparer la troisième Conférence africaine sur la population; que le projet de budget de la Conférence soit examiné et modifié le cas échéant avant qu'il ne soit soumis au Conseil économique et social; que la troisième Conférence africaine sur la population inscrive à son ordre du jour l'examen des questions relatives aux réfugiés et à la migration en Afrique.

TROISIEME PARTIE

QUESTIONS, ETUDES ET RAPPORTS RELATIFS A LA COOPERATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Réorganisation des MULPOC : suite donnée au rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les réalisations des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité [point 6 a) de l'ordre du jour]

95. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/11 intitulé "Réorganisation des MULPOC : suite donnée au rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les réalisations des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité".

96. Le Comité a pris note du fait que, suite au Mémoire sur le rapport de l'Equipe d'évaluation sur la structure, l'organisation et le fonctionnement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets que la Conférence des ministres avait adressé au Conseil économique et social en 1990, le Secrétaire général avait soumis une proposition à l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, demandant des effectifs supplémentaires pour les MULPOC. Huit postes supplémentaires d'administrateur et dix postes d'agent des services généraux avaient été demandés au titre du budget ordinaire. Ces postes devaient permettre de renforcer le personnel déjà en place dans les MULPOC pour qu'il soit en mesure de mener à bien les activités opérationnelles définies pour eux par les Etats membres des différentes sous-régions. L'Assemblée générale avait, sur recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), décidé que les propositions seraient examinées en même temps que le budget-programme pour la période 1992-1993. Cet examen serait entrepris sur la base d'un rapport décrivant clairement le programme de travail spécifique des MULPOC, ses liens avec celui du secrétariat de la CEA et donnant une ventilation des sources de financement de tous les postes existant dans chaque MULPOC.

97. Le Comité a réitéré l'appel lancé pour l'adoption de mesures pratiques en vue de redynamiser et de renforcer les MULPOC. Il a en particulier fait appel aux membres africains du CCQAB et du Comité du programme et de la coordination (CPC) afin qu'ils mobilisent tout l'appui nécessaire pour faire en sorte que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel et les autres ressources pour les MULPOC soient acceptées par l'Assemblée générale.

98. Le Comité a en outre recommandé que des mesures soient prises pour harmoniser davantage les activités des MULPOC avec celles des groupements économiques sous-régionaux respectifs. Il a aussi souligné la nécessité de créer la Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique du Nord et de poursuivre les efforts dans ce sens.

Rapport intérimaire sur le renforcement du processus d'intégration économique sous-régionale et sur la création de la communauté économique africaine (point 6 b) de l'ordre du jour)

99. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/12 intitulé "Rapport intérimaire sur le renforcement du processus d'intégration économique sous-régionale et la création de la communauté économique africaine.

100. Prenant note des progrès effectués en vue de la signature du Traité portant création de la Communauté économique africaine, le Comité s'est penché sur les réalisations des groupements économiques sous-régionaux africains. Il a observé que, bien que l'Afrique ait déployé des efforts considérables pour réaliser l'intégration économique, les résultats, dans l'ensemble, n'avaient pas été à la hauteur des attentes. Toutefois, le Comité a vigoureusement rejeté l'idée qu'il n'y avait pas eu de véritable processus d'intégration économique sous-régionale. Il a mis en lumière les réalisations de certains groupements économiques sous-régionaux tels que la ZEP et la SADCC, qui progressaient sans relâche vers la réduction des barrières commerciales et non commerciales, l'élaboration d'instruments financiers communs (tels que les chèques de voyage de la ZEP) et autres mécanismes de base.

101. La non-application de ces mécanismes de base restait la principale cause de la faiblesse du processus d'intégration économique sous-régionale. En outre, les institutions devaient adapter leur approche aux réalités africaines et faire participer davantage les groupes socio-économiques à l'intégration économique. Le Comité a notamment estimé que les questions relatives à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines devraient être abordées à l'avenir. Il a souligné en particulier que les stratégies d'intégration à long terme devaient être mieux définies et que les membres des groupements sous-régionaux devaient s'accorder sur les secteurs prioritaires. Il fallait en outre "créer" le commerce intra-africain, si les structures commerciales en place ne le permettaient pas, en utilisant au maximum les capacités industrielles et les ressources naturelles des pays africains.

102. Le Comité a pris note des propositions visant à renforcer la coopération et l'intégration entre les secteurs prioritaires au niveau sous-régional et souligné que les objectifs de la Communauté économique africaine seraient mieux réalisés si les groupements économiques sous-régionaux étaient renforcés ainsi que le recommandait le Traité. Outre le renforcement de la volonté politique, il fallait examiner le rôle moteur que devaient jouer certains pays dans chaque sous-région ainsi que celui que pouvaient avoir des groupes informels de personnalités éminentes dans le processus d'intégration. Toutefois, le Comité a vivement recommandé que le processus d'intégration économique soit renforcé afin de réaliser une totale transformation économique structurelle des Etats membres.

Développement industriel en Afrique

- Rapport intérimaire sur la préparation du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique [point 6 c) de l'ordre du jour]

103. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/13 intitulé : Rapport intérimaire sur la préparation du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique (IDDA II)

104. Le Comité a pris note du travail déjà effectué en vue de l'élaboration du programme de la deuxième Décennie. Le programme doit être adopté par la Conférence des ministres de l'industrie en juin 1991. Il a rendu hommage aux secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA pour les progrès qu'ils avaient accomplis dans l'élaboration du programme. Il a insisté sur l'importance du secteur industriel dans le développement économique de l'Afrique, et a demandé instamment aux pays africains d'intégrer pleinement le programme de la deuxième Décennie dans le plan global de développement national en y associant tous les agents économiques de façon à établir des liens solides entre les secteurs, et d'allouer des ressources financières suffisantes pour son exécution. Tout en reconnaissant que l'exécution du programme incombait principalement aux Etats membres, le Comité était conscient que l'assistance financière de la communauté internationale serait nécessaire. Il a par conséquent accueilli avec satisfaction les consultations engagées par

l'ONUDI avec des institutions financières internationales telles que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le PNUD et le Fonds européen de développement, et a lancé un appel pour que ces institutions et d'autres continuent d'appuyer l'exécution du programme.

105. Le Comité a en outre souligné que l'exécution du programme devait être coordonnée avec celle des programmes en cours dans la région, notamment les programmes d'ajustement structurel et les cinquième et sixième programmes multinationaux du PNUD pour l'Afrique. Dans la mesure du possible, la Décennie devrait faire participer tous les agents économiques du secteur industriel.

106. Le Comité a rappelé les problèmes financiers rencontrés par l'OUA, la CEA et l'ONUDI dans le cadre de leur assistance aux Etats membres durant la première Décennie du développement industriel. Il a par conséquent recommandé que, pour la deuxième Décennie, l'Assemblée générale des Nations Unies veille à ce que des ressources suffisantes soient consacrées à une telle assistance.

107. Le Comité a enfin recommandé que l'accent soit mis lors de la prochaine "Journée de l'industrialisation de l'Afrique" sur la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

108. Le Comité a adopté le projet de résolution 5 (XII).

Transports et communications en Afrique

- Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique [point 6 d) de l'ordre du jour]

109. Examinant le document E/ECA/CM.17/14 sur le thème susmentionné, le Comité a pris note des activités entreprises pour la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, depuis la sixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Kinshasa en mars 1988. Les aspects saillants du document d'information avaient été l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution 43/179 proclamant la période 1991-2000 deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique; la création du Comité de mobilisation des ressources; les activités au titre de la phase préparatoire de la deuxième Décennie; la mise en place des comités nationaux de coordination (CNC) et la création de sept groupes de travail sous-sectoriels et de quatre groupes de travail sous-régionaux.

110. S'agissant des activités entreprises depuis la réunion de la Conférence des ministres de la CEA à Tripoli, en mai 1990, le Comité a noté que l'accent avait été mis sur la création des comités nationaux de coordination et l'élaboration des stratégies sous-régionales et sous-sectorielles. De nombreuses réunions techniques et consultatives avaient été organisées au cours de cette période. Les travaux réalisés avaient été soumis à la huitième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Abuja, et au cours de laquelle les ministres avaient adopté le programme de la deuxième Décennie, comprenant les stratégies globales et sous-sectorielles, les objectifs cibles, le mandat du Comité de mobilisation des ressources (CMR), la stratégie pour la mise en oeuvre, l'examen et l'évaluation du programme de la Décennie, et les directives et procédures pour la sélection des projets de la Décennie. Ils avaient en outre convenu que la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie devrait être réexaminée tous les trois ans (examen à mi-parcours) et que les nouveaux projets devraient être inclus dans le programme tous les deux ans afin d'avoir une certaine souplesse et de refléter les réalités du moment.

111. A Abuja, les ministres avaient noté que de nombreux CNC n'avaient pas encore soumis leurs projets à la CEA et que bon nombre des projets que la CEA avait reçus ne contenaient pas de renseignements importants. Dans ces conditions, les ministres avaient décidé d'accorder plus de temps à la CEA et au CMR afin de leur permettre d'établir une liste initiale de projets à inclure dans le programme de la Décennie. Ils avaient également décidé de tenir une réunion extraordinaire à Addis-Abeba les 7 et 8 mai 1991 pour

approuver cette liste. La CEA et les membres du CMR avaient analysé les 1037 projets soumis, adopté 460 d'entre eux, rejetant 102 projets et inscrivant 475 autres sur la liste d'attente pour manque d'informations supplémentaires appropriées.

112. Les activités du CMR avaient été approuvées et entérinées par le Comité de coordination interinstitutions (CCII), au cours de sa dernière réunion à Addis-Abeba les 29 et 30 avril 1991. La liste des projets approuvés serait soumise à la réunion extraordinaire de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification pour approbation.

113. Le Comité a pris note de la résolution relative au programme de la Décennie, adoptée à Abuja par les ministres le 8 février 1991 et a émis l'espoir que la Conférence des ministres de la CEA adopterait une résolution sur la deuxième Décennie et sur la réactivation du Bureau des routes transafricaines pour soumission au Conseil économique et social la même année.

114. Des remerciements ont été adressés à l'OUA, au PNUD, à la BAD et à la Banque mondiale pour leur contribution efficace à l'élaboration du programme de la Décennie.

115. Le Comité a remercié le secrétariat pour l'élaboration soigneuse de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Il a en outre demandé des éclaircissements en ce qui concerne l'examen par le Comité technique préparatoire plénier du rapport de la réunion d'experts des transports eu égard au fait que les deux réunions se tenaient en même temps. Il a également soulevé la question de la faible participation des Etats membres à la réunion pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Ouagadougou et posé des questions sur la nature des projets à soumettre pour la Décennie.

116. L'observateur de l'ONUDI a loué la coopération existant entre son organisation et la CEA et a proposé que soit créé un groupe de travail sur la fabrication de matériel de transport et de communications.

117. Répondant aux questions soulevées par le Comité, le Secrétaire exécutif de la CEA a souligné que le Comité technique préparatoire plénier avait le rapport de la réunion d'Abuja sur le programme de la Décennie et que la réunion d'experts des transports qui se tenait en même temps que celle du Comité s'occupait des projets de la phase I de la Décennie. Le rapport de cette réunion serait présenté à la réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification devant se tenir les 7 et 8 mai 1991. Finalement, le rapport de la réunion des ministres des transports serait soumis directement aux ministres responsables de la planification. Il a également souligné que la pratique voulait que tous les rapports des organes subsidiaires soient soumis au Comité technique avant leur présentation à la réunion des ministres du plan mais que l'usage autorisait la soumission de rapports adoptés par d'autres ministres aux ministres responsables de la planification.

118. Répondant à une question relative à la faible représentation à la réunion sous-régionale de l'Afrique de l'Ouest, le Comité a été informé que c'était la CEDEAO, et non la CEA, qui avait été chargée de son organisation. Etant donné que le programme de travail de la CEDEAO ne lui avait pas permis de bien préparer la réunion, les projets attendus n'avaient pas été soumis à temps. La CEDEAO avait cependant entrepris une autre mission concluante. Il a été également précisé qu'afin d'éviter des changements dans l'ordre des priorités, les projets nationaux n'étaient acceptés pour inclusion dans le programme de la Décennie qu'à la condition expresse que les pays assurent, entre autres, une partie de leur financement.

119. Le Comité a adopté le projet de résolution 6 (XII).

Ressources naturelles et environnement en Afrique [point 6 e) de l'ordre du jour]

Examen et évaluation de l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata, notamment la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Afrique (1981-1990) et perspectives pour les années 90 [point 6 e) i]

120. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/15 et noté les progrès réalisés dans le développement du secteur des ressources en eau dans le cadre du Plan d'action de Mar del Plata au cours de la Décennie 1981-1990. Il a également examiné les défis à relever au cours des années 90 pour réaliser un taux d'exécution plus élevé.

121. La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) n'avait pas été à la mesure des espérances, notamment dans les zones rurales. Pendant la période d'exécution de la Décennie, le nombre des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement avait augmenté. Si les tendances antérieures se poursuivaient, il serait difficile d'atteindre l'objectif de l'eau potable et de l'assainissement pour tous en l'an 2000. Il y avait donc lieu de faire preuve de discernement dans le choix des objectifs futurs et d'élaborer soigneusement la stratégie future.

122. Le Comité a également pris note des principaux éléments à prendre en compte dans cette stratégie. Il s'agissait notamment de : définition par les gouvernements d'objectifs réalistes, promotion des politiques démographiques et de planification familiale, adoption de techniques à faible coût, mise en place de mécanismes de partage des coûts grâce à des politiques tarifaires, participation communautaire accrue notamment des femmes dans les zones rurales où le besoin se fait le plus sentir et intégration des programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement tant dans la planification nationale que dans les politiques relatives à l'environnement et au développement durable. Il a été estimé que la commercialisation des activités d'entretien et de l'exploitation des systèmes d'approvisionnement en eau ainsi que l'orientation des efforts vers le secteur rural étaient des approches judicieuses qui garantiraient la viabilité.

123. Le Comité a exprimé sa satisfaction au secrétariat pour la qualité de son travail. La privatisation rapide des activités d'entretien et de l'exploitation des systèmes d'approvisionnement en eau permettrait d'atteindre l'objectif de l'autosuffisance alimentaire, notamment lorsque le principe de la récupération des coûts pourrait amener à se détourner des cultures vivrières au profit de la production de cultures commerciales. Dans les sous-régions telles que le Sahel, la gestion devrait être la responsabilité des populations concernées.

Rapport sur la préparation en Afrique de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 [point 6 e) ii) de l'ordre du jour]

124. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/16.

125. Il a rappelé la résolution 44/228 par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer, en 1992 au Brésil, une Conférence sur l'environnement et le développement. Il a fait observer que le thème "environnement et développement" avait été choisi parce que jusque-là, les questions d'environnement étaient traitées isolément du processus de développement, bien que nombre d'activités de développement eussent des effets sur l'environnement. Le Comité a en outre fait remarquer que la Conférence constituait une évaluation des progrès réalisés après les 20 ans écoulés depuis la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972. Elle était également un prolongement logique des activités de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement que l'Assemblée générale avait approuvées par sa résolution 42/187 sur l'environnement et le développement. La première Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement était l'un des résultats de ce processus.

126. Les différences significatives entre la Conférence de Stockholm de 1972 et celle du Brésil en 1992 résidaient dans le fait que la Conférence de 1972 était consacrée à l'environnement en général sans que les questions soient déterminées. Pour 1992, neuf questions à caractère mondial avaient été identifiées : protection des océans et des ressources en eau douce, diversité biologique et biotechnologie, gestion des déchets, hygiène du milieu, changement climatique, désertification et milieu de vie. La Conférence de 1972 était également, dans une large mesure, une conférence intergouvernementale tandis que celle de 1992 serait

une réunion au sommet sur la Terre et une conférence au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement à laquelle participeraient le "secteur indépendant", c'est-à-dire les ONG, les syndicats, les milieux d'affaires et tous ceux dont les activités avaient, d'une façon ou d'une autre, des effets sur l'environnement.

127. Le Comité a fait observer que l'environnement était devenu un instrument du développement et s'était révélé important dans les négociations sur les relations économiques internationales et l'assistance technique. Ce serait là un facteur de poids dans la situation qui devrait prévaloir en Europe après la création de la Communauté européenne.

128. Le Comité a passé en revue l'élaboration d'un programme africain de l'environnement. Il a noté que le programme était la résultante des déclarations et résolutions des Etats membres concernant l'environnement, et qui étaient les suivantes : Stratégie de Monrovia pour le développement social et économique de l'Afrique (1979), Plan d'action de Lagos et Acte final de Lagos (1980), Conférence ministérielle sur la désertification (COMIDES-1984), Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (1985), Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986), Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA - 1986), Programme d'action de Kampala pour le développement durable (1989), Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS - 1989), Charte africaine de la participation populaire au développement (1990) et Engagement de Bamako de la Conférence panafricaine de l'OUA sur l'environnement et le développement durable (janvier 1991).

129. Le Comité a en outre noté qu'en plus des déclarations et résolutions, le programme africain de l'environnement prouvait que l'Afrique n'était pas inactive en matière d'environnement. D'autres initiatives nationales, sous-régionales et régionales se développaient dans des domaines tels que la sensibilisation aux problèmes d'environnement, le soutien des ONG, les échanges intra-africains de données d'expérience, la participation populaire et la démocratisation de l'action concernant l'environnement, l'accroissement des possibilités offertes aux femmes ainsi que la mobilisation de ressources par l'intermédiaire d'organisations intergouvernementales s'occupant essentiellement de l'environnement.

130. Le Comité a également examiné le programme africain de l'environnement dans le contexte des six domaines d'intervention de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à savoir les conventions sur le changement climatique, la diversité biologique et la foresterie, "Point 21 de l'ordre du jour" (prévoyant des mesures pour l'application des principes contenus dans la Charte de la terre), les ressources financières, le transfert de technologie et les mesures visant à renforcer les institutions existantes. Il a recommandé qu'au cours des négociations sur l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, l'accent soit mis sur les avantages que l'Afrique tirerait des différentes actions et la manière dont elle pourrait contribuer à l'impact global de ces actions. Le Comité a également fait remarquer que les questions portant sur le choix de technologies sans danger pour l'environnement devraient être de la plus haute importance.

131. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à sensibiliser aux questions relatives à l'environnement, en particulier parmi les jeunes et les femmes. Il a également insisté sur l'importance à offrir des solutions de rechange à l'exploitation destructrice de l'environnement surtout lorsque l'environnement semble être la seule source de satisfaction de besoins tels que l'énergie, l'alimentation etc. et a mis en garde afin que cette exploitation ne néglige pas la protection de l'atmosphère.

132. Le Comité a examiné le programme de préparation de la Conférence. Il a examiné les documents; les arrangements dans le domaine de la liaison pris avec l'OUA pour solliciter l'appui des chefs d'Etat et de gouvernement africains; les activités de promotion et l'ordre du jour de la Conférence préparatoire. Il a noté avec satisfaction que les Etats membres, avec le concours des bureaux locaux du PNUD, prenaient part aux préparatifs en écrivant des rapports et en participant aux travaux du Comité préparatoire de la CNUED.

133. Le Comité a estimé qu'il était important que l'Afrique fasse preuve de discernement dans son interprétation des questions d'environnement et de développement ainsi que dans le choix de ses priorités pour la Conférence. Aussi bien l'impact des activités de développement sur l'environnement que leur contribution au développement devraient être examinés. Ce faisant, l'approche sectorielle devrait céder la place à une approche intégrée qui, à son tour, devrait être adaptée aux programmes de développement.

134. Le Comité a finalement recommandé que, pour assurer l'harmonisation de la position africaine, la CEA échange des informations avec les autres institutions du système des Nations Unies engagées dans l'élaboration de programmes qui seront présentés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

135. Le Comité a adopté le projet de résolution 8 (XII).

Développement social et affaires humanitaires [point 6 f) de l'ordre du jour]

Situation en ce qui concerne le développement social en Afrique et les politiques pour les années 90 [point 6 f) i]

136. Au titre de ce point, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/17 intitulé : "L'état du développement social en Afrique dans les années 80 et perspectives pour les années 90 : Modalités de coordination des politiques et application de ces politiques par les institutions du secteur social".

137. Dans la première partie de ce document, le Comité a passé en revue les principales variables du secteur telles que l'éducation et l'alphabétisation, les variables démographiques, la santé et la nutrition, l'emploi et les revenus. L'accent a été mis sur la situation des groupes sociaux vulnérables, notamment les femmes, les réfugiés, les personnes déplacées et les jeunes. D'une manière générale, le Comité a conclu que la crise économique et sociale en Afrique avait eu et continuerait d'avoir des effets catastrophiques sur les populations. Ce fait était illustré par la détérioration continue des systèmes éducatifs sur le continent, les taux alarmants d'accroissement de la population, les taux de mortalité infantile les plus élevés du monde, la dégradation de l'état de santé et des normes en matière de nutrition, enfin, un chômage excessif accompagné d'une chute continue du revenu par habitant. Ces problèmes étaient souvent exacerbés par plusieurs catastrophes sociales telles que les guerres civiles et les conflits sociaux.

138. Dans la seconde partie, le Comité a examiné les défis auxquels l'Afrique serait confrontée au cours des années 90. Il a été unanimement admis que la priorité devrait être donnée à la formulation de politiques de promotion du secteur social en Afrique ainsi qu'à la coordination et à l'application de ces politiques par les institutions à vocation sociale. A cette fin, les dépenses engagées par les Etats en faveur du secteur social ne devraient plus être considérées comme un luxe mais plutôt comme un investissement sans lequel le développement viable et la transformation structurelle des économies africaines ne seraient pas assurés. Les quatre domaines auxquels les responsables devraient immédiatement accorder leur attention étaient l'éducation, la santé, l'emploi et les questions de population.

139. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a fait observer que, d'une manière générale, le secteur social en Afrique n'avait pas bénéficié de la part des dirigeants africains de l'attention voulue. Néanmoins, un consensus s'est dégagé sur l'importance du secteur social et sur la nécessité de prendre de nouvelles initiatives, en particulier au niveau national où tous les acteurs de la vie politique, sociale et économique devraient être sensibilisés en conséquence.

140. L'importance stratégique de l'éducation en Afrique a été unanimement reconnue. Le Comité a toutefois déploré que les efforts consentis aient porté essentiellement sur l'aspect quantitatif du problème au détriment de l'aspect qualitatif. De même, de plus grands efforts devraient être faits pour éliminer l'analphabétisme, en particulier chez les femmes, étant donné que la capacité des femmes à lire et à écrire avait des répercussions directes sur les autres variables sociales.

141. Le Comité s'est également penché sur le problème du chômage, dont les taux actuels et les perspectives en Afrique constituaient un défi que les pays africains devraient tout faire pour relever. Un des moyens d'atteindre ce but serait d'inclure des projets à forte intensité de main-d'oeuvre dans leurs plans de développement économique et social. Il serait aussi peut-être nécessaire de s'attaquer aux racines du problème démographique, notamment en améliorant les services de santé. Ceux-ci devraient être axés non seulement sur les soins curatifs mais également sur la prévention, afin d'inspirer un minimum de confiance aux populations.

142. Les débats portant sur les groupes sociaux vulnérables ont montré que le Comité attendait des pays africains qu'ils élaborent des programmes spéciaux d'aide à ces groupes, comme c'était déjà le cas dans certains pays. Afin de s'attaquer à tous les aspects du problème, toutefois, il convenait que les pays commencent par rassembler des données fiables.

143. Les recommandations suivantes ont été faites :

a) Les systèmes éducatifs africains devraient être axés aussi bien sur les aspects quantitatifs que qualitatifs de l'enseignement;

b) Les programmes d'alphabétisation des adultes devraient être renforcés, en particulier pour les femmes, étant donné leur influence sur les autres variables démographiques;

c) Le Comité devrait élaborer à l'intention des ministres un projet de résolution demandant aux pays africains d'accorder la priorité au développement du secteur social en Afrique.

144. Le Comité a adopté le projet de résolution 9 (XII).

Evolution de la situation socio-économique des femmes en Afrique dans le cadre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme [point 6 f) ii) de l'ordre du jour]

145. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/18 sur l'évolution de la situation socio-économique des femmes en Afrique dans le cadre des Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme.

146. Le document avait été établi en application de la résolution 42/62 de l'Assemblée générale relative à l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Au paragraphe 9 de cette résolution l'Assemblée générale avait réaffirmé qu'il y avait lieu que l'Organisation des Nations Unies mette au point un système intégré d'établissement de rapports, centré sur la Commission de la condition de la femme. Ce système tirerait parti des informations et des ressources existantes pour assurer le suivi, l'examen et l'évaluation des progrès réalisés vers la promotion de la femme sur la base d'une série claire et pertinente d'indicateurs statistiques et d'autres indicateurs mesurables. De tels indicateurs devraient permettre aux Etats membres de cerner les problèmes et d'élaborer des mesures correctives aux échelons national, régional et international.

147. Le Comité a estimé que le document offrait un cadre conceptuel pour les objectifs à long terme des Stratégies, tels que l'égalité, le développement et la paix. La situation des femmes dans la vie politique et dans le processus de prise de décisions ainsi que l'analyse sectorielle de leur situation actuelle dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi et de l'industrie ont également été abordées. Le Comité a en outre examiné les questions relatives aux droits et à la législation ainsi que les progrès accomplis au niveau international.

148. Le Comité a noté que les informations concernant certains pays avaient été omises et a proposé que la CEA obtienne, à l'avenir, des renseignements auprès des ambassades à Addis-Abeba pour compléter ses données. Il a été recommandé d'effectuer systématiquement des analyses macro-économiques du rôle des

femmes dans tous les secteurs, condition préalable à l'intégration des préoccupations des femmes à tous les aspects de la planification du développement et au suivi de l'effet des politiques relatives aux femmes.

149. Le Comité a exprimé l'espoir qu'une analyse détaillée et complète de la situation de la femme dans l'ensemble du processus de développement serait effectuée, et a prié instamment les femmes africaines de s'assurer, au moyen d'une meilleure instruction, la place qui leur revient de droit dans la société.

Activités opérationnelles

Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA (point 6 g)

150. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/9.

151. Le Comité a passé en revue les activités de coopération technique menées par la CEA en Afrique durant la période 1989-1990. Devant la détérioration générale des conditions économiques et sociales en Afrique, et compte tenu des défis redoutables qui se poseraient durant les années 90, des initiatives urgentes étaient nécessaires dans le domaine de la coopération technique. C'était particulièrement le cas en ce qui concerne la définition des problèmes et l'établissement d'un ordre de priorité à cet égard, la mobilisation de ressources et leur affectation aux différents secteurs sur lesquels la CEA devait orienter ses efforts d'assistance technique.

152. Le Comité a noté avec satisfaction qu'en dépit de la situation défavorable, la CEA avait pu mobiliser des ressources considérables auprès de diverses sources, notamment du PNUD, du FNUAP, du FASNUDA et de sources bilatérales. A l'heure actuelle, la CEA gère un ensemble de 176 projets de coopération technique portant sur divers secteurs essentiels pour le développement de l'Afrique. Le Comité a lancé un appel aux donateurs afin qu'ils accroissent leur aide à la CEA et a demandé que davantage d'efforts soient faits pour dégager les ressources nécessaires au financement de ses projets sous-régionaux et régionaux ainsi que d'autres projets de coopération technique. A cet égard, le Comité a félicité le PNUD, principale source de financement de ces activités, pour l'assistance qu'il n'a cessé d'apporter à la CEA et aux Etats membres.

153. La nouvelle orientation que le PNUD donnait à l'exécution des programmes et projets, qualifiée "d'exécution nationale/gouvernementale", a été bien accueillie par le Comité. Le PNUD avait adopté l'approche axée sur les programmes par opposition à l'approche axée sur les projets, qui était utilisée jusqu'à là. Cependant, le Comité a mis en garde contre certains conflits qui pourraient surgir en raison du nouveau mode d'exécution, notamment entre les administrateurs de programme nationaux et les directeurs de programme nationaux.

154. Le Secrétaire exécutif a remercié tous les donateurs, notamment les institutions des Nations Unies, qui ont contribué à renforcer le rôle de la CEA en tant que principal agent d'exécution parmi les institutions des Nations Unies intervenant en Afrique. Il a loué l'esprit et la qualité de la coopération que la CEA avait entretenue avec toutes les sources de financement en général et avec le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et le FNUAP en particulier. Le PNUD et le FNUAP avaient joué un rôle majeur en fournissant un appui financier et technique aux institutions parrainées par la CEA et aux groupements économiques sous-régionaux africains. En appuyant leurs projets multisectoriels, le PNUD avait renforcé le processus d'intégration économique de l'Afrique. Par ailleurs, les Etats membres avaient fait des contributions satisfaisantes au FASNUDA. Les pays africains devraient toutefois accroître substantiellement leurs contributions lors de la prochaine conférence d'annonce de contributions au FASNUDA afin de démontrer à la communauté internationale que les Etats membres étaient résolument engagés en faveur du développement de l'Afrique.

QUATRIEME PARTIE

QUESTIONS EMANANT DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES ORGANES SECTORIELS DE LA COMMISSION ET APPELANT UNE DECISION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES (point 7 de l'ordre du jour)

155. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.17/21 et E/ECA/CM.17/21/Add.1.

156. Il a noté que les organes subsidiaires et les organes sectoriels qui avaient tenu des réunions depuis la précédente session de la Commission et dont les rapports ne faisaient pas l'objet de points distincts à l'ordre du jour de la présente réunion étaient : le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement, la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, la Conférence des ministres africains du commerce, le Comité régional de coordination pour l'intégration des femmes au développement, la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, le Comité technique régional du PADIS et les comités intergouvernementaux d'experts des cinq MULPOC.

157. Le Comité a pris note des décisions, conclusions, recommandations et résolutions des organes susmentionnés. Il a en particulier insisté sur l'importance de l'exploitation des ressources minérales pour le développement économique global de l'Afrique. Il a recommandé l'adoption d'une résolution d'ensemble sur la base des conclusions et recommandations de la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en vue de relancer le secteur.

158. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le faible niveau de participation et, dans certains cas, l'insuffisance des préparations faites pour certaines réunions. Il a insisté pour qu'un mécanisme approprié pour les consultations entre le secrétariat et les ambassades se trouvant à Addis-Abeba soit mis en place, l'objectif étant d'accroître l'efficacité de toutes les réunions.

159. Le Comité a noté avec satisfaction que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies étaient en train d'examiner la question de l'allocation de ressources supplémentaires pour renforcer les MULPOC. Il a demandé instamment aux Etats membres représentés au Conseil économique et social, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale d'appuyer les propositions tendant à renforcer les centres, qui ont été présentées à ces organes afin que les ressources requises soient allouées.

160. Le Comité a insisté pour qu'il y ait une étroite coordination entre les MULPOC et les OIG de façon à éviter à l'avenir les doubles emplois. A cet égard, il a été convenu de dresser la liste des études déjà effectuées, en particulier au MULPOC de Niamey, et d'envoyer ces études, pour référence, au Etats membres.

161. Le Comité a adopté les projets de résolution 4 (XII), 7 (XII), 10 (XII), 11 (XII) et 12 (XII).

CINQUIEME PARTIE

QUESTIONS CONCERNANT LES ORGANES STATUTAIRES

Suite donnée aux résolutions pertinentes adoptées par la vingt-cinquième session de la Commission et des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social intéressant l'Afrique (point 8 de l'ordre du jour)

Suite donnée aux résolutions pertinentes adoptées par la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres [(point 8 a) de l'ordre du jour]]

162. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/22.

163. Le Comité a noté, s'agissant des projets exécutés en application de la résolution 678 (XXV), relative aux intérêts accumulés du FASNUDA, qu'un projet avait été achevé, que cinq étaient à divers niveaux d'exécution et que deux étaient en attente après avoir été approuvés par le Comité d'analyse et d'approbation de projets. En ce qui concerne la résolution 679 (XXV) sur la circulation de l'information en Afrique, 34 Etats membres avaient désigné leurs centres nationaux participant au réseau du PADIS. Les centres nationaux participants avaient accru leurs contributions au système d'information. Le PADIS avait également bénéficié du programme d'automatisation de la CEA qui était exécuté en 1991. Des progrès avaient également été enregistrés en ce qui concerne la création du WADIS à Niamey.

164. Le Comité a également noté, concernant le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 adopté par la Commission dans sa résolution 683(XXV), que les versions anglaise et française du document avaient été imprimées et envoyées à tous les gouvernements africains, leur attention étant particulièrement attirée sur les recommandations que la CEA considère comme très importantes. Le Comité a pris acte de l'approbation par le PNUD d'un projet de développement statistique dans le cadre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Le projet permettrait à la CEA de poursuivre son assistance aux Etats membres dans les secteurs où il était nécessaire de développer la statistique. Une réunion intergouvernementale serait organisée prochainement et porterait sur la mise en oeuvre du Plan d'action et les activités futures à entreprendre.

165. A sa précédente réunion, la Conférence des ministres avait adopté les résolutions 684 (XXV), 685 (XXV), 686 (XXV), 687 (XXV) et 697 (XXV) relatives à la femme et au développement. A cet égard, le Comité a noté que la Déclaration d'Abuja avait été publiée en anglais, en français et en arabe et envoyée à tous les Etats membres, aux groupements économiques sous-régionaux et aux institutions s'occupant de la promotion de la femme. Le Comité a noté que, s'agissant de la question de la femme dans le secteur non structuré, la CEA avait organisé en septembre/octobre 1990 des séminaires nationaux dans quatre pays pilotes, à savoir le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie. Ces séminaires avaient rassemblé des responsables de groupements féminins et d'ONG afin d'élaborer des principes d'action dans les domaines des politiques, de la formation et de la statistique pour le secteur non structuré.

166. Au titre de la résolution 691(XXV), la CEA avait largement diffusé la Charte africaine de la participation populaire aussi bien en Afrique qu'à l'étranger et avait pris des mesures pour établir un centre de liaison à la CEA pour la promotion de la participation populaire au développement et pour assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Charte. Concernant la résolution 698(XXV) la CEA avait organisé des missions multisectorielles spéciales dans tous les Etats membres pour qu'elles rassemblent des données à jour sur le Programme d'action des Nations Unies. Sur la base des informations recueillies, un document portant sur l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action avait été préparé et présenté au Groupe intergouvernemental d'experts chargé de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies.

167. S'agissant de l'application de la résolution 699 (XXV) relative au renforcement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (AIHTTR), le Comité a noté que la gestion de l'Institut avait été rationalisée afin de lui donner une nouvelle orientation et un nouvel élan. Depuis, les Etats membres étaient très bien disposés à son égard et en souhaitaient le succès. En conséquence, le Comité a engagé les Etats membres à verser leurs contributions à l'Institut.

Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session ordinaire de 1990 et par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session

- Les domaines économique et social intéressant l'Afrique [(point 8 b) de l'ordre du jour]

168. Le Comité a pris note des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale à leurs dernières sessions, telles qu'elles figurent dans le document E/ECA/CM.17/23.

169. Le Comité a reconnu qu'il était de plus en plus difficile de faire adopter par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, des résolutions ayant des incidences financières. Il a par conséquent exprimé sa gratitude aux groupes africains à Genève et à New York pour les efforts qu'ils avaient déployés pour faire adopter toutes les résolutions de la CEA présentées au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, y compris celles ayant des incidences financières. Le Comité a prié instamment les Etats membres représentés dans ces organes de continuer à appuyer la Commission.

Questions relatives au personnel et à l'administration (point 9 de l'ordre du jour)

170. Le document relatif aux questions de personnel et d'administration (E/ECA/CM.17.24) a été présenté au Comité.

171. Le Comité a noté qu'en ce qui concernait la répartition géographique des postes, le secrétariat avait déployé des efforts importants pour maintenir un juste équilibre entre le personnel africain et le personnel non africain. Le taux de vacance avait été nettement réduit et les possibilités de formation, de perfectionnement du personnel et d'organisation des carrières avaient été améliorées. Grâce aux 200 000 dollars promis par le Japon pour cette opération, les progrès devaient se poursuivre. Le Comité a également noté avec satisfaction que la condition des femmes s'était améliorée au secrétariat et que le nombre de postes de la catégorie des administrateurs occupés par des femmes s'était accru.

172. Le Comité a constaté avec satisfaction qu'on entreprenait d'améliorer les installations et les services de conférence, conformément à la résolution 42/211 de l'Assemblée générale. La construction du nouveau centre de conférences était déjà en cours. Sur le plan interne, le secrétariat s'employait également à améliorer la dotation en personnel de la Section des services de conférence.

173. Par ailleurs, le Comité a noté avec satisfaction que l'automatisation du secrétariat était déjà bien avancée. Le nombre d'ordinateurs mis à la disposition du personnel avait considérablement augmenté et les équipements d'impression étaient beaucoup plus perfectionnés. On espérait qu'avec les augmentations de ressources financières prévues, les progrès s'accéléraient encore.

SIXIEME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE DE LA COMMISSION

Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1992-1993 [point 10 a) de l'ordre du jour]

174. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/25/Rev.1, intitulé : "Projet de budget-programme et ordre de priorité pour la période biennale 1992-1993".

175. Le Comité a entériné les propositions figurant dans ledit document et a demandé au Comité du programme et de la coordination (CPC) d'appuyer ces propositions ainsi que celles qui seraient faites au titre du programme sur la situation économique critique, le redressement et le développement de l'Afrique et qui seraient appliquées conjointement par le bureau du Directeur général, le Département de l'information de l'ONU et la CEA.

176. Le Comité a également demandé au CPC et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) de faire en sorte que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de la CEA pour exécuter les deux programmes et, en particulier, de veiller à ce que la CEA ait la responsabilité première de l'exécution du Programme sur la situation économique critique, le redressement et le développement de l'Afrique.

177. Le Comité a adopté le projet de résolution 13 (XII).

Services consultatifs de la CEA : Les défis des années 90 [point 10 b) de l'ordre du jour]

178. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/26 sur les services consultatifs de la CEA : les défis des années 90.

179. Le Comité a été informé des changements importants en cours en ce qui concerne l'approche de l'Organisation des Nations Unies en matière d'activités opérationnelles. Ces changements visaient à mieux adapter le système et à le rendre plus efficace pour faire face aux défis auxquels les pays en développement seraient confrontés dans les années 90. L'application de la résolution 44/211 de l'Assemblée générale intitulée : Examen biennal global des activités opérationnelles pour le développement du système des Nations Unies était au centre de ces changements. Dans cette résolution, on cherchait à confier la responsabilité totale du développement aux pays eux-mêmes et à orienter l'assistance technique des Nations Unies vers les pays. Le fait qu'on n'a pas pris en compte la dimension régionale avait amené à examiner ce que les commissions pourraient faire pour appuyer l'approche multidisciplinaire préconisée dans la résolution et quelles améliorations pourraient être apportées aux mandats législatifs des commissions pour compléter la résolution 44/211.

180. En examinant la première question, le Comité a noté avec satisfaction la création par la CEA de son Groupe consultatif régional multidisciplinaire (CEA-MRAG), qui était basé au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie). Le Groupe consultatif regroupait les conseillers régionaux traditionnels de la CEA dans une équipe chargée de fournir des solutions cohérentes et souples aux problèmes auxquels font face les Etats membres. Le Groupe était une équipe d'experts de haut niveau sous la direction personnelle du Secrétaire exécutif et dont la vaste expérience permettrait aux responsables africains de tenir compte dans leurs programmes et stratégies nationaux des objectifs régionaux et sous-régionaux qu'étaient par exemple le Plan d'action de Lagos et la Communauté économique africaine. Si, la composition du Groupe doit varier en fonction des besoins exprimés par les pays, à l'heure actuelle les experts retenus étaient spécialisés dans les domaines suivants : macro-économie; alimentation et agriculture; financement du développement et gestion de la dette; administration publique, statistiques et application de la comptabilité nationale au développement; environnement et développement; énergie; conséquences sociales et en matière de ressources humaines de

l'ajustement structurel et de la transformation; coopération et intégration économiques régionales. Si à l'heure actuelle le Groupe ne disposait pas de spécialistes dans des disciplines comme la population, il a été cependant reconnu que le Groupe ferait appel aux compétences disponibles dans les divisions organiques de la CEA.

181. Le Comité a invité instamment les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales à tirer parti des services consultatifs du Groupe en adressant des demandes concernant les secteurs critiques au Secrétaire exécutif à Addis-Abeba, ou par l'intermédiaire des bureaux des MULPOC.

182. S'agissant de l'examen du mandat des commissions régionales, le Comité a formulé les recommandations suivantes :

a) Les mandats énoncés dans la résolution 32/197 pour les commissions régionales devraient être mis à jour par une nouvelle résolution, émanant du Conseil économique et social et adoptée par l'Assemblée générale;

b) Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale devrait étudier la possibilité de convoquer un groupe spécial d'experts de haut niveau durant le second semestre de 1991 afin d'examiner la révision du mandat des commissions régionales et de présenter des recommandations;

c) Les organismes des Nations Unies et les organes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies s'occupant d'assistance technique devraient convenablement décentraliser le personnel et établir des services, sections ou divisions mixtes avec les secrétariats des commissions en général et la CEA en particulier, notamment dans le contexte de l'exécution du programme spécial pour le redressement de l'Afrique;

d) Les mécanismes de financement des commissions régionales devraient être réexaminés.

183. Le Comité a noté que les commissions régionales étaient en train de formuler une position commune sur cette question. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale effectuait, en étroite collaboration avec les commissions régionales et d'autres organisations et organismes des Nations Unies, une étude sur les dimensions régionales du développement. Il porterait à l'attention de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, son analyse et ses recommandations dans son rapport annuel pour 1991. Le Comité a demandé instamment que cette étude tienne compte des recommandations mentionnées plus haut.

184. Le Comité a adopté le projet de résolution 14 (XII).

SEPTIEME PARTIE

CONFERENCE D'ANNONCE DE CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (FASNUDA)

Rapport intérimaire sur l'exécution des projets financés au titre du FASNUDA, 1990-1991 [point 11 a) de l'ordre du jour]

Propositions pour l'utilisation des ressources du FASNUDA durant la période 1992-1993 [point 11 b) de l'ordre du jour]

185. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.17/28, E/ECA/CM.17/28/Corr.1 et E/ECA/CM.17/29.

186. Il a pris acte de la situation concernant l'utilisation des ressources du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) en 1989 et en 1990. Au cours de cette période, les ressources utilisées pour financer les activités au titre de projets se montaient à 1 283 084 dollars E.U. qui représentaient le solde des contributions antérieures, les paiements effectués en 1988 et en 1989 et une partie des intérêts accumulés au titre du compte général et des comptes spéciaux du FASNUDA. Le Comité a fait l'éloge du secrétariat de la CEA pour l'utilisation judicieuse des ressources. Il a fait observer que le rapport intérimaire n'indiquait pas en détail l'état d'exécution des projets opérationnels financés dans le cadre du programme de travail et ordre de priorité de la CEA, ni les états financiers concernant le fonds général et les fonds spéciaux, ni les intérêts accumulés de ces fonds. Toutefois, il a également reconnu que le rapport devait être nécessairement court et concis.

187. Il a passé en revue les domaines auxquels seraient consacrées les ressources du FASNUDA durant la période biennale 1992-1993. Ces domaines étaient entre autres les suivants : mise en valeur des ressources humaines; développement des capacités agricoles et de la capacité de résoudre le problème cyclique de la famine dans le continent; réalisation d'une industrialisation autosuffisante et durable; renforcement des services institutionnels, sociaux et matériels essentiels pour permettre un développement autosuffisant et autonome et élaboration de projets destinés à ouvrir de nouvelles voies à la coopération et à l'intégration sous-régionales. Le Comité a toutefois estimé que c'étaient là plutôt des domaines généraux et il a proposé que des informations sur des projets concrets soient fournies dans les rapports futurs.

188. Il a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils accroissent leurs contributions au FASNUDA au cours de la Conférence d'annonce de contributions devant se tenir le 13 mai 1991 afin que les activités envisagées durant la période 1992-1993 soient suffisamment financées. Il a reconnu que les contributions au Fonds pouvaient être faites sous forme financière ou en nature. Les gouvernements des pays où se trouvaient les sièges des MULPOC avaient le loisir de verser leurs contributions en monnaie locale.

189. Le Comité a noté avec satisfaction que l'Ouganda et la Zambie avaient réglé leurs arriérés et que la Guinée était sur le point de le faire. Il a également pris note avec satisfaction de l'intention exprimée par plusieurs pays d'annoncer des contributions lors de la prochaine conférence pour les annonces de contributions.

190. Enfin, le Comité a pris acte de la grande souplesse permise aux pays en général et à ceux qui abritaient les sièges des bureaux des MULPOC en particulier pour le paiement des montants annoncés. Il a exhorté les Etats membres et les bailleurs de fonds à faire régulièrement des annonces de contribution et à verser les montants annoncés en temps opportun. Il attendait avec intérêt un accroissement du niveau des contributions.

191. Le Comité a adopté le projet de résolution 15 (XII).

Programme régional pour le placement d'experts africains : une proposition [point 11 c) de l'ordre du jour]

192. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/30 relatif à une proposition de programme régional pour le placement d'experts africains. Il a été informé que l'objectif du projet était d'empêcher l'émigration de la main-d'oeuvre qualifiée de la région en offrant à ceux qui autrement auraient émigré la possibilité d'exercer leur profession en Afrique. Cette initiative freinerait l'exode des compétences tout en aidant les pays africains à réduire les problèmes liés aux pénuries de savoir-faire.

193. Le Comité a noté que la proposition se fondait sur l'hypothèse selon laquelle la plupart des victimes de l'exode des compétences auraient préféré s'installer dans un autre pays africain plutôt que d'émigrer vers des pays tiers, en particulier en Europe et en Amérique du Nord. Il a été rappelé que dans la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée en 1973, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA s'était prononcée en faveur de la création d'un bureau intra-africain de coopération technique, qui permettrait aux pays africains ayant un excédent de main-d'oeuvre qualifiée de le mettre à la disposition d'autres pays africains qui en auraient besoin. Ceci donnerait également aux Africains la possibilité d'enrichir leur expérience et permettrait de promouvoir l'esprit de coopération et de solidarité entre pays africains. Il a été souligné qu'il y avait près de 100 000 experts africains qui travaillaient dans les pays développés. Les cadres africains installés en Europe en particulier pourraient se heurter à des difficultés avec l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen. L'Afrique avait besoin des services de ces experts et c'était là une des optiques pertinentes du programme proposé.

194. Il était proposé que le programme soit financé sur le FASNUDA et que les ressources mobilisées soient utilisées pour couvrir les mesures d'incitation, les frais de voyage, l'assurance, les primes et autres frais se chiffrant à un coût total de 9 100 dollars E.-U. par placement.

195. Le Comité a estimé que la proposition serait en effet pertinente si elle pouvait aider à endiguer la fuite des compétences africaines vers les pays de l'hémisphère Nord et faciliter la réinsertion des experts africains dans les pays africains. Il s'agissait là d'une forme de coopération intra-africaine en matière d'utilisation de main-d'oeuvre qualifiée. Le Comité a, en conséquence, donné son appui de principe au concept du programme, mais a demandé que des études plus approfondies sur les implications détaillées du projet soient entreprises et lui soient présentées à sa prochaine session. Il faudrait notamment examiner, dans les études, les chances de réussite du projet compte tenu de la dégradation des conditions socio-économiques dans les pays africains, la hausse du taux de chômage des diplômés et l'importance que les pays africains attachent aux transferts de fonds effectués par leurs ressortissants expatriés.

Document d'orientation du cinquième programme multinational du PNUD pour l'Afrique (1992-1996)
(point 12 de l'ordre du jour)

196. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.17/20 qui présentait les domaines prioritaires pour le cinquième programme multinational du PNUD pour l'Afrique ainsi que les modalités et le calendrier de son élaboration et de son exécution.

197. Le Comité a exprimé sa satisfaction au PNUD pour l'aide apportée aux Etats membres dans leurs efforts de développement socio-économique. Cependant, il a noté avec une grande préoccupation la réduction des ressources allouées qui étaient passées de 226,1 millions de dollars E.-U. pour le quatrième cycle à 181,4 millions de dollars E.-U. pour le cinquième cycle, et demandé au PNUD de remédier à cette situation.

198. Le Comité a approuvé les domaines prioritaires tels que définis dans le document d'orientation. Toutefois, certains membres se sont inquiétés du fait que le secteur de l'énergie ne soit pas considéré comme une priorité dans le programme. Il a été expliqué que le thème de l'intégration régionale englobait aussi les

questions énergétiques. Le Comité a demandé au PNUD d'accorder l'attention voulue à la consolidation des projets commencés au cours du quatrième cycle.

199. Le Comité s'est félicité de la décision tendant à assurer la viabilité des programmes et projets financés par le PNUD en confiant, chaque fois que possible, le rôle d'agent d'exécution aux institutions africaines. Le Comité a également noté que l'ESAMI illustrait bien les effets de cette nouvelle approche de l'exécution nationale des projets sur les institutions, cela assurait une bonne réalisation des objectifs du projet, permettait de mettre en place des institutions et garantissait l'autonomie et la durabilité des institutions. Il a souligné la nécessité pour le PNUD d'aider les pays à créer un environnement propice où l'exécution nationale des projets deviendrait une réalité et serait couronnée de succès.

200. Le Comité a demandé instamment au PNUD de suivre le calendrier établi pour l'approbation du programme multinational du cinquième cycle et de n'épargner aucun effort pour prévenir les retards survenus lors de la définition et de l'approbation de quelques projets pour le quatrième cycle.

201. Le Comité a demandé de nouveau de renforcer la coordination entre le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et le bureau régional du PNUD pour les pays arabes grâce à une meilleure intégration des projets. Cela était particulièrement essentiel là où il existait des différences en ce qui concerne la définition par les deux bureaux des domaines prioritaires. Le Comité a par conséquent demandé au PNUD de veiller à ce qu'il y ait une coordination entre les deux bureaux de façon que son intervention dans les deux parties du continent soit bien intégrée.

202. Le Comité a noté avec satisfaction l'excellent mécanisme consultatif utilisé pour la préparation du cinquième cycle et l'existence de bonnes relations de travail entre la CEA et le PNUD d'un côté et entre le PNUD, les organismes des Nations Unies et les OIG de l'autre.

203. S'agissant de la réduction des ressources, le Comité a été informé qu'elle était due essentiellement au fait que davantage de ressources étaient affectées au chiffre indicatif de planification (CIP) national pour les 29 pays les moins avancés d'Afrique. Il a également été indiqué que, étant donné que l'approche axée sur les programmes serait suivie au cours du cinquième cycle, la contribution du PNUD servirait de fonds de départ afin d'amener davantage de partenaires à participer à des accords sur le partage des coûts.

204. Le Comité a recommandé le document d'orientation à la Conférence des ministres pour adoption et a adopté le projet de résolution 16 (XII).

Questions diverses (point 13 de l'ordre du jour)

205. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Date et lieu de la treizième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 14 de l'ordre du jour)

206. Le Secrétaire exécutif de la CEA a expliqué au Comité que conformément au principe de la rotation, une réunion sur deux du Comité devrait se tenir en dehors du siège de la Commission. Les trois dernières réunions s'étant tenues en Afrique du Centre (Cameroun, 1986), en Afrique de l'Ouest (Niger, 1988) et en Afrique du Nord (Jamahiriya arabe libyenne, 1990), le tour devrait à présent revenir à la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Le lieu serait arrêté, après consultations, par la Conférence des ministres. Le Secrétaire exécutif a indiqué que la prochaine réunion se tiendrait probablement en avril 1992, après le mois de Ramadan.

Adoption du rapport (point 15 de l'ordre du jour)

207. Le 7 mai 1991, le Comité a adopté le présent rapport ainsi que les projets de résolution et le Mémorandum figurant aux annexes I et II respectivement pour transmission à la Conférence des ministres pour examen.

Clôture de la réunion (point 16 de l'ordre du jour)

208. Le Président a exprimé sa gratitude au Bureau et à tous les représentants ainsi qu'aux fonctionnaires du secrétariat et aux techniciens pour leur appui et leur coopération qui avaient permis à la réunion d'être un succès. Il a souligné l'esprit démocratique qui avait présidé aux décisions du Comité. Le message était très clair. Le développement de l'Afrique dépendait essentiellement des propres efforts du continent. Il était nécessaire en particulier de renforcer le processus de coopération et d'intégration économique, notamment en consolidant les diverses institutions.

209. Il a ensuite déclaré la réunion close.

ANNEXE I
PROJETS DE RESOLUTION

1 (XII). L'application du Plan d'action de Lagos (PAL) et de l'Acte final de Lagos (FAL) aux niveaux national, sous-régional et régional

La Conférence des ministres,

Rappelant l'adoption du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à Lagos en 1980 comme programme de base pour le développement socio-économique et l'intégration des économies africaines,

Rappelant également l'examen et l'évaluation décennals du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos effectués par le Groupe d'experts de haut niveau lors de la réunion organisée à Lagos, Nigéria, du 6 au 8 décembre 1990 par l'OUA, la CEA et la BAD,

Prenant acte des recommandations faites par les experts en vue de relancer le Plan d'action de Lagos,

Convaincue que le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos pour le développement socio-économique futur de l'Afrique sont les documents de référence dont les objectifs, priorités et stratégies sont toujours valables pour les années 90 et au-delà,

Notant avec préoccupation que la majorité des pays africains n'ont pas effectivement intégré les principes du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos dans leurs politiques, plans et programmes,

1. Réaffirme sa foi et sa pleine adhésion à l'esprit du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos comme programmes de base pour le développement socio-économique et la transformation dans les années 90 et au-delà;

2. Réaffirme également que l'examen et l'évaluation du PAL et du FAL n'avaient pas pour but d'en modifier le fond mais de mettre en exergue certains aspects complémentaires;

3. Recommande que tous les gouvernements s'inspirent dans l'élaboration de leurs plans, programmes et politiques à court, moyen et long termes, du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos ainsi que de nouveaux domaines d'intérêts, additionnels, notamment : la dimension culturelle africaine, la mise en valeur des ressources humaines et plus particulièrement l'éducation, la participation populaire au développement, une participation beaucoup plus importante des femmes au développement, le renforcement du processus de démocratisation, la mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures pour la mise en oeuvre du Plan de Lagos;

4. Lance un appel aux gouvernements afin qu'ils assurent la diffusion adéquate du PAL et du FAL en distribuant ces documents à tous leurs organismes, aux institutions d'enseignement et aux autorités locales afin de les aider dans la planification et en tenant des séminaires, ateliers et conférences périodiques sur le PAL et le FAL;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, au Secrétaire général de l'OUA et au Président de la BAD de suivre conjointement la mise en oeuvre du PAL et du FAL par les pays membres et de soumettre un rapport tous les deux ans à partir de 1992 à la Conférence des ministres de la CEA et à travers elle au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

6. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, au Secrétaire général de l'OUA et au Président de la BAD de procéder conjointement à une évaluation globale et sectorielle de la mise en oeuvre du PAL et du FAL et de soumettre un rapport tous les deux ans à partir de 1992 à la Conférence des ministres de la CEA et à travers elle au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA;

7. Exprime sa reconnaissance au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria pour avoir accueilli la réunion du Groupe d'experts, de même qu'à l'OUA, à la CEA et à la BAD pour avoir organisé conjointement cette réunion sur l'évaluation du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

2 (XII). Equipes d'appui technique proposées pour le FNUAP

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 671 (XIV) du Conseil économique et social en date du 25 avril 1958 portant création de la Commission économique pour l'Afrique et par laquelle le Conseil confiait à la Commission, entre autres, la responsabilité de faciliter les actions concertées en vue du développement économique de l'Afrique, d'assurer et de renforcer la coopération économique dans la région, (notamment dans le domaine social) avec les autres régions,

Rappelant les dispositions de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date de 1977 qui définissaient les commissions régionales comme étant des centres chargés du développement économique et social général de leurs régions respectives et les autorisaient à jouer le rôle de chef de file et à assumer la responsabilité en matière de coordination des activités au niveau régional,

Rappelant la résolution 33/202 de l'Assemblée générale en date de 1979 qui accordait aux commissions régionales le statut d'agent d'exécution à part entière,

Notant que les mandats et les structures actuels aux niveaux sous-régional et régional en ce qui concerne l'établissement de liens entre disciplines reflètent l'esprit des résolutions 32/197 et 33/202 et que de ce fait toute modification influant sur les fonctions et les structures des commissions régionales contredirait cet esprit,

Rappelant également la résolution 311 (VIII) de la Conférence des ministres de la CEA portant création des MULPOC qui étaient chargés d'intensifier et de diversifier la coopération économique internationale entre les pays de la région et de créer éventuellement des possibilités de développement économique durable dans chaque pays,

Prenant note avec satisfaction des efforts faits par la CEA pour créer les MULPOC dont les structures ont permis la mise en place d'institutions de décentralisation au niveau sous-régional,

Avant présente à l'esprit la résolution 44/211 adoptée par l'Assemblée générale en 1989 sur l'examen triennal global des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et dont les dispositions doivent être rapprochées de celles de la résolution 32/197 en ce qui concerne le rôle des commissions régionales,

Notant la satisfaction des Etats membres pour les services rendus par les conseillers régionaux de la CEA en matière de politique démographique et dans les

domaines de la collecte des données, de la formation, de la recherche et de la diffusion de l'information,

Préoccupée par le fait que le système envisagé pourrait entraîner la prolifération des structures et être une cause de confusion pour les bénéficiaires des services ainsi que pour les organismes opérationnels compétents au sein du système des Nations Unies,

Consciente de l'incidence négative que le système proposé aurait sur les approches intégrées en matière de développement régional,

Consciente en outre que l'Organisation des Nations Unies, notamment ses commissions régionales, est toujours engagée dans des discussions avec le FNUAP en ce qui concerne les arrangements proposés pour remplacer les coûts de l'appui à l'agent d'exécution,

1. Lance un appel au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il pense à la prééminence des commissions régionales quand il s'agit de questions ayant trait à la coopération régionale, et résolve avec le Fonds des Nations Unies pour la population les anomalies que causent les arrangements envisagés;

2. Recommande que dans l'intérêt d'une coordination appropriée et d'une harmonisation efficace des divers facteurs démographiques à l'échelle régionale, et en vue de la rentabilité, la coordination des équipes d'appui technique proposées pour le FNUAP soit assurée par la Commission économique pour l'Afrique et que ces équipes soient placées au sein des MULPOC de ladite Commission, lesquels sont déjà opérationnels et représentent le réseau institutionnel légitime de l'Organisation des Nations Unies à l'échelle sous-régionale;

3. Lance un appel aux Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique, qui sont membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, pour qu'ils fassent bien comprendre au Conseil l'importance des recommandations susmentionnées et qu'ils le prient vivement d'aborder la question avec le Fonds des Nations Unies pour la population à la première occasion.

3 (XII) Renforcement des infrastructures en matière d'information sur la population pour l'appui aux programmes en matière de population en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la disposition du Plan d'action de Lagos en vue du développement de l'Afrique, 1980-2000 et de l'Acte final de Lagos (FAL) qui stipule que les programmes en matière de population visant à améliorer la qualité de la vie devraient être fondés sur une bonne connaissance des facteurs sociaux, économiques et démographiques les plus importants et notant que le plan demeure valable pour l'examen des questions de développement de la région africaine pour les années 90,

Rappelant en outre les dispositions de la résolution 506 (XIX) de 1984 de la Conférence des ministres de la CEA, relative au Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population et le développement autonome qui, entre autres, attachait une grande importance au Programme d'action et lançait un appel au FNUAP et à d'autres organismes donateurs pour qu'ils aident à fournir les ressources nécessaires pour l'application du programme en matière de population en Afrique,

Notant les dispositions favorables actuelles à l'égard des programmes de population/développement et souhaitant encourager un plus grand nombre d'Etats membres à formuler des politiques en matière de population et à exécuter les programmes visant à intégrer la population dans le développement en tant que moyen d'assurer une planification du développement plus équilibrée pour l'Afrique,

Soucieuse que la région de l'Afrique poursuive ses efforts pour mettre en place des structures et des services d'appui à son programme régional en matière de population dont le but ultime est d'aider les Etats membres à créer des mécanismes appropriés pour l'intégration des questions de population dans la planification du développement socio-économique,

Notant les priorités qui ont été énoncées dans le document E/ECA/CM.16/34 et approuvées par la Conférence des ministres de la CEA à sa seizième réunion,¹

Notant en outre la valeur des activités d'information, d'éducation et de communication dans les travaux sur le développement en général et dans les programmes en matière de population en particulier, tel qu'indiqué dans la Déclaration d'Amsterdam de 1989 sur le thème : "une vie meilleure pour les générations futures",

Consciente de l'insuffisance, et dans certains cas de l'absence, des infrastructures en matière d'information sur la population pour un appui aux programmes en matière de population dans la région,

Soucieuse de corriger cette situation peu satisfaisante en mettant en place des bases et des systèmes d'information sur la population aux niveaux national, sous-régional et régional, susceptibles d'appuyer les programmes en matière de population en facilitant la diffusion des données et de l'information sur la population, en suscitant l'intérêt au niveau national, et en sensibilisant les responsables, les administrateurs de programmes/projets, les organes d'information et le grand public aux préoccupations de la région relatives à la population et au développement,

Consciente des efforts déployés par le projet POPIN-Africa pour contribuer à l'échange d'informations dans le cadre des programmes de population et de développement socio-économique dans la région, et soucieuse de voir ce travail se poursuivre pour une meilleure circulation de l'information et des données sur la population parmi les Etats membres,

1. Invite instamment les Etats membres à créer des centres nationaux d'information en mettant en place les structures, mécanismes et liens susceptibles de faciliter la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et de données sur la population;

2. Recommande vivement que les Etats membres s'attachent davantage et participent activement au programme régional d'information en matière de population, pour contribuer de ce fait aux efforts tendant à améliorer la

¹ Les cinq priorités identifiées pour les années 90 étaient: a) développement socio-économique et programmes nationaux en matière de population, b) études de la dynamique de la population, c) intégration des variables et politiques en matière de population dans la planification du développement, d) collecte des données, formation et recherche et e) diffusion de l'information.

circulation de l'information et des données sur la population dans la région africaine en particulier et dans le monde en général;

3. Lance un appel au Fonds des Nations Unies pour la population et aux autres gouvernements et organismes donateurs pour qu'ils contribuent davantage à renforcer POPIN-Africa afin qu'il poursuive ses activités visant à développer les capacités régionales, sous-régionales et nationales pour l'échange d'informations et améliorer la circulation de l'information et des données en matière de population dans la région;

4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des donateurs pour mobiliser les ressources requises pour assurer l'exécution sans interruption du projet et du programme global en matière de population pour l'Afrique;

5. Exprime ses remerciements a) au Fonds des Nations Unies pour la population pour l'assistance fournie à la Commission économique pour l'Afrique en vue de l'exécution de ses programmes, projets et activités en matière de population, b) au Centre de recherches pour le développement international du Canada, et c) à la Fondation Rockefeller pour l'assistance apportée à certains des centres sous-régionaux et sectoriels participant au réseau régional POPIN-Africa.

4 (XII). Accélération du processus d'intégration économique en Afrique et renforcement des MULPOC

La Conférence des ministres,

Préoccupée par la lenteur du processus d'intégration économique au niveau sous-régional comme en témoignent, entre autres, le faible niveau du commerce entre les sous-régions, la persistance des barrières douanières entre les Etats membres, l'absence d'un tarif extérieur commun et l'absence de politiques sectorielles harmonisées dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de l'énergie, du commerce et des affaires monétaires,

Rappelant la résolution 611(XXII) d'avril 1987 sur l'accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et le rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC),

Rappelant également la résolution 702 (XXV) d'avril 1990 sur la transformation et le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets pour leur permettre de jouer un rôle efficace dans la fourniture de l'assistance technique au processus d'intégration économique en Afrique,

Notant avec satisfaction l'approbation par l'Assemblée générale du rapport de l'Equipe d'évaluation préconisant la nécessité de transformer et de renforcer la structure, l'organisation et les opérations des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Consciente que l'assistance financière antérieure du PNUD aux MULPOC de 1977 à 1982 a eu un impact important sur le processus d'intégration économique en Afrique, lequel a été accéléré par le financement de projets multisectoriels par le PNUD durant son quatrième cycle de programmation,

Notant également avec satisfaction que le processus de négociation en vue de la création de la Communauté économique africaine prendra fin dès la signature du Traité portant création de cette dernière,

1. Lance un appel aux Etats membres des communautés économiques sous-régionales pour qu'ils prennent des mesures appropriées en vue d'accélérer le processus d'intégration sous-régionale, notamment en dotant les communautés économiques sous-régionales de mécanismes d'autofinancement de leurs activités opérationnelles et en assurant la participation de tous les groupes socio-économiques aux activités d'intégration économique;

2. Lance également un appel aux Etats membres pour qu'ils adoptent des mesures efficaces en vue de la création d'un mécanisme d'intégration économique dans chaque sous-région, qui sera responsable de l'harmonisation des activités de l'ensemble des groupements économiques;

3. Invite les Etats membres à appliquer les décisions communautaires sur les politiques communes dans les secteurs prioritaires et celles relatives à la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires, à l'adoption d'un tarif extérieur commun et à l'intégration monétaire;

4. Prie le PNUD de fournir, durant son cinquième cycle de programmation, des ressources suffisantes pour soutenir le processus d'intégration économique en Afrique, en particulier pour financer les activités dans les domaines prioritaires qui n'ont pas été convenablement couverts durant le quatrième cycle de programmation et pour assurer la promotion des activités lancées durant le dernier cycle;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA, en étroite collaboration avec l'OUA et la BAD, de redoubler d'efforts pour étudier les moyens de fournir toute l'assistance technique et financière nécessaire à la future communauté économique africaine, en particulier la rédaction de ses protocoles et l'exécution du premier programme de travail de la Communauté;

6. Invite les organisations non gouvernementales africaines à adopter des propositions concrètes visant à accélérer le processus d'intégration économique et à sensibiliser toutes les couches de la société africaine à la nécessité urgente d'une intégration économique et politique africaine;

7. Renouvelle son appel à l'Assemblée générale des Nations Unies pour le financement de postes supplémentaires dans les MULPOC, aussi bien dans la catégorie des administrateurs que dans celle des services généraux et pour la fourniture de ressources financières supplémentaires;

8. Réitère également son appel aux Etats membres pour qu'ils continuent de soutenir les MULPOC en versant des contributions à des fins déterminées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et en facilitant le détachement de leurs fonctionnaires dans les MULPOC pour des périodes de courte durée;

9. Fait sienne la nouvelle orientation du programme de travail et ordre de priorité des MULPOC conformément aux propositions de leurs comités intergouvernementaux d'experts respectifs;

10. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre, en collaboration avec les Etats membres, des mesures appropriées pour la mise en service des systèmes

sous-régionaux d'information pour le développement, la priorité étant accordée à un système fiable d'information sur le marché des produits agricoles, notamment les denrées alimentaires;

11. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la CEA :

a) D'établir le mandat des comités intergouvernementaux d'experts en vue de la bonne exécution des travaux qui lui ont été confiés en vertu de la résolution 702 (XVII) de la CEA;

b) De définir, en temps opportun, le programme de travail des MULPOC en vue de sa distribution aux Etats membres pour qu'ils puissent préparer à temps le détachement des fonctionnaires;

MULPOC de Gisenyi

12. Demande au MULPOC de Gisenyi et à la CEA d'aider les pays des Grands Lacs à appliquer les dispositions du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS);

13. Demande en outre au MULPOC de Gisenyi d'étudier, en collaboration avec le secrétariat de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la possibilité d'organiser dès que possible une réunion de groupes d'experts sur le transport routier, financée sur des ressources extrabudgétaires et consacrée entre autres à l'examen des sujets suivants : taxation des services routiers et entretien des routes dans le cadre de la CEPGL; réseau routier intégré et carte routière de la CEPGL; approche globale pour le désenclavement de la région de la CEPGL et formulation d'un plan directeur en matière de transport pour la CEPGL;

MULPOC de Tanger

14. Prie la CEA de poursuivre son assistance aux pays de l'Afrique du Nord dans le cadre du processus visant à appuyer l'Union du Maghreb arabe (UMA) dans ses activités d'intégration et de continuer à fournir une assistance pour la création de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) en Afrique du Nord;

15. Demande à la CEA de mettre en place au MULPOC de Tanger des structures appropriées en vue de permettre à ce dernier de fournir un appui à la Commission de l'Afrique du Nord pour les transports et les communications et d'assurer un suivi approprié des questions d'émigration;

16. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la CEA de rechercher les fonds nécessaires pour doter le programme relatif à l'intégration des femmes au développement en Afrique du Nord d'un poste permanent;

MULPOC de Niamey

17. Invite les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à envisager sérieusement la création d'un système de subvention des intrants agricoles, en particulier les engrais, les pesticides, le matériel et les machines, et à rationaliser leur distribution de façon à assurer la modernisation rapide du secteur agricole et l'augmentation de sa productivité;

18. Invite le MULPOC de Niamey à étudier la possibilité d'organiser dès que possible une réunion de groupe d'experts financée sur des ressources

extrabudgétaires et consacrée aux mesures à appliquer par les pays de la sous-région compte tenu des éventuelles incidences néfastes du marché européen unique sur leurs économies;

MULPOC de Yaoundé

19. Invite les Etats membres de la sous-région à:
- a) Continuer d'accorder au développement rural intégré la priorité des priorités;
 - b) Coordonner leurs efforts en vue d'établir un plan sous-régional de sécurité alimentaire;
 - c) Coopérer à la production des intrants agricoles essentiels;
 - d) Promouvoir le commerce des produits agricoles, notamment des denrées alimentaires; et
 - e) Collaborer à l'adoption et à l'application progressives d'une politique agricole commune;

20. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'apporter aux Etats membres de la sous-région l'assistance nécessaire pour l'élaboration d'un plan directeur sous-régional de développement industriel et d'un programme sous-régional d'industrialisation;

21. Invite les Etats membres et les organisations internationales concernées, notamment la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement, à prêter assistance aux comités nationaux de coordination de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et à l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale afin de leur permettre d'élaborer et d'exécuter un programme sous-régional cohérent;

MULPOC de Lusaka

22. Demande aux Etats membres de la sous-région de désigner leurs centres de liaison afin de faciliter la collecte de données et d'assurer l'élaboration des fiches de pays;

23. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique:

- a) De continuer d'aider dans toute la mesure possible la Commission de la main-d'oeuvre migrante en Afrique australe (SALC) en lui fournissant des services de secrétariat pour l'exécution de son programme élargi pour les années 1991-1994, en assurant le service d'un voyage d'étude de femmes de pays de la SALC en Afrique de l'Ouest et en lui servant de secrétariat provisoire;

- b) De porter le problème du chômage en Afrique australe à l'attention du Comité ad hoc des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, chargé de suivre l'évolution de la situation dans la sous-région;

c) D'aider les Etats membres, en coopération avec l'OUA, l'OIT et l'Unesco, à mettre en valeur les ressources humaines et à renforcer le développement social, notamment la mise en place d'institutions et la coordination des politiques en matière de ressources humaines.

5 (XII) Deuxième Decennie du développement du développement industriel de l'Afrique (1991-2000)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 2 (IX) de la Conférence des ministres africains de l'industrie, adoptée à sa neuvième réunion tenue à Harare (Zimbabwe) du 29 mai au 1er juin 1989 relative à la proclamation de la deuxième DDIA et à l'élaboration d'un programme pour cette Décennie,

Rappelant la résolution AHG/Res.180(XXV) de juillet 1989 adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et demandant la proclamation d'une deuxième DDIA et d'une journée de l'industrialisation de l'Afrique,

Rappelant également la résolution GC.3/10 du 23 novembre 1989 de la Conférence générale de l'ONUDI, à sa troisième session, qui a demandé à son tour la proclamation par la 44ème session de l'Assemblée générale d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution 44/237 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 22 décembre 1989, proclamant la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique pour la période 1991-2000 et le 20 novembre comme Journée de l'industrialisation de l'Afrique,

Prenant note du rapport intérimaire sur la préparation du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique, faisant le point de l'état d'avancement des préparatifs aux niveaux national, sous-régional et régional, ainsi que la mise en oeuvre du calendrier adopté par la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, et approuvé par la quarante quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

1. Charge la Conférence des ministres africains de l'industrie, dont la dixième réunion se tiendra en juin 1991 à Dakar (Sénégal), de soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante-sixième session, et par l'intermédiaire du Conseil économique et social, le programme de la deuxième DDIA en cours de finalisation ainsi que les recommandations sur les modalités pratiques de son suivi, y compris les modalités de mobilisation des ressources nécessaires pour le financement du programme, aux niveaux national, sous-régional, régional et international;

2. Lance un appel aux pays africains et aux organisations intergouvernementales africaines, en particulier les institutions de financement, pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme de la deuxième Decennie du développement industriel, et donnent la priorité à la mobilisation de leurs ressources financières propres pour l'exécution et le suivi du programme de la deuxième DDIA;

3. Lance également un appel à la communauté internationale en particulier les institutions de financement bilatérales et multilatérales pour qu'elles accroissent de façon substantielle leurs contributions au secteur industriel dans

les pays africains afin d'assurer l'exécution optimale du programme de la deuxième DDIA;

4. Recommande à l'Assemblée générale des Nations Unies de mettre des ressources adéquates à la disposition de la CEA, lui permettant d'apporter une assistance effective aux pays et organisations africains dans la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie;

5. Recommande également aux organes directeurs de l'ONUDI d'augmenter de façon significative les ressources du budget ordinaire de l'ONUDI allouées à la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie;

6. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il alloue, dans son programme régional pour le cinquième cycle de programmation 1992-1996, des ressources adéquates à l'appui des activités de promotion du programme de la deuxième DDIA;

7. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA d'entreprendre, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA et le Directeur général de l'ONUDI, des actions de suivi permettant de promouvoir les activités de soutien, aux niveaux national, sous-régional et régional, de l'exécution du programme de la deuxième DDIA et soumettre à la prochaine réunion des ministres de la CEA un rapport sur l'application de la présente résolution.

6 (XII). Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution ECA/UNTACDA/Res.88/73 adoptée à Kinshasa (Zaire), en mars 1988, par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification dans laquelle il est demandé aux organismes compétents des Nations Unies de prendre les mesures qui s'imposent pour proclamer une deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 639 (XXIII), la résolution 1988/67 du Conseil économique et social en date du 29 juillet 1989 et la résolution 43/179 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1988, proclamant toutes la période 1991-2000 deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Se référant aux résolutions ECA/UNTACDA/Res.89/75 et ECA/UNTACDA/Res.89/82 du 12 novembre 1989, adoptées à Tanger (Maroc) par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, laquelle a approuvé les buts, les objectifs globaux et sectoriels, les stratégies et les directives pour l'élaboration du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications et la définition des priorités du programme,

Se référant en outre à la résolution ECA/UNTACDA/Res.91/84 du 8 février 1991, adoptée à Abuja (Nigéria), par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification et relative au programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Reconnaissant le rôle fondamental que joue le transport routier dans l'intégration régionale dans le cadre des objectifs du programme de la deuxième Décennie ainsi que la nécessité urgente d'un développement harmonisé et coordonné du sous-secteur grâce à la réactivation envisagée du Bureau des routes transafricaines,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 604 (XXII) d'avril 1987, 639 (XXIII) d'avril 1988 de la Conférence des ministres de la CEA, et ECA/UNTACDA/Res.89/79 de novembre 1989 à Tanger qui toutes ont demandé au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de réactiver de toute urgence le Bureau des routes transafricaines et d'allouer des ressources suffisantes pour assurer son bon fonctionnement,

Ayant examiné le rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Abuja (Nigéria) le 8 février 1991 et le rapport sur l'élaboration du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Prenant note de l'adoption du programme de la deuxième Décennie et de la décision arrêtée par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à Addis-Abeba le 8 mai 1991 de réactiver le Bureau des routes transafricaines,

Appréciant le travail effectué par les comités nationaux de coordination, le Comité de mobilisation des ressources, le Comité de coordination interinstitutions, les groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux pour l'élaboration de la stratégie et du programme de la deuxième Décennie,

Notant avec satisfaction les contributions de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement, des organisations régionales, sous-régionales et intergouvernementales et des institutions spécialisées des Nations Unies à l'élaboration du programme de la deuxième Décennie,

Reconnaissant le rôle important qui revient aux comités nationaux de coordination et aux différentes organisations sous-régionales et régionales pendant la phase d'exécution du programme de la deuxième Décennie,

1. Adopte le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 1991-2000;

2. Recommande le programme de la deuxième Décennie au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des Nations Unies pour approbation;

3. Prie le Conseil économique et social des Nations Unies de faire appel à l'Assemblée générale des Nations Unies afin qu'elle :

a) lance officiellement la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique qui a été proclamée dans sa résolution 43/179 de 1988;

b) fournisse à la Commission économique pour l'Afrique les ressources au titre du budget ordinaire nécessaires pour lui permettre d'assumer véritablement

et efficacement les responsabilités qui lui ont été confiées en sa qualité d'organisme directeur du programme de la Décennie.

4. Fait appel à tous les gouvernements africains, en tant que bénéficiaires du programme, afin qu'ils apportent tout appui nécessaire à la réalisation des objectifs du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications aux niveaux national, sous-régional et régional et ce :

a) en assurant la création et le bon fonctionnement des comités nationaux de coordination;

b) en participant au financement et à l'exécution des projets nationaux qui sont inclus dans le programme;

c) en contribuant effectivement au financement et à l'exécution des projets sous-régionaux et régionaux de la Décennie et en coopérant à cet effet;

5. Demande à la CEA, en tant qu'organisme directeur, de s'assurer que des ressources humaines et financières suffisantes, ordinaires et extrabudgétaires, sont allouées pour l'harmonisation, la coordination et le suivi de l'organisation et de l'exécution des activités de la Décennie et autres projets pertinents qui ont été confiés à la CEA en sa qualité d'organisme directeur;

6. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à apporter son appui à la mise en oeuvre du programme, aux niveaux national, sous-régional et régional, en particulier aux activités de l'organisme directeur pour le suivi, l'évaluation, la gestion et l'établissement de rapports en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

7. Fait appel aux organismes des Nations Unies et autres organisations internationales afin qu'ils apportent toute l'assistance technique et autre nécessaires aux gouvernements africains et qu'ils oeuvrent en étroite collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, le Comité de coordination interinstitutions et les organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales africaines en vue de mettre effectivement en oeuvre le programme et les projets de la deuxième Décennie;

8. Fait appel aux diverses institutions financières, régionales et sous-régionales africaines et internationales afin qu'elles assurent et facilitent le financement des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux de la Décennie en accordant un rang de priorité adéquat et une attention particulière aux programmes et projets de la deuxième Décennie dans le cadre de leurs activités respectives d'octroi de prêts en Afrique, et qu'elles s'engagent activement et collectivement à mobiliser des ressources suffisantes pour l'exécution effective des projets du programme de la deuxième Décennie;

9. Fait appel aux Etats qui sont membres (et aux membres associés) des autorités des routes transafricaines et des comités de coordination, afin qu'ils honorent leurs obligations financières vis-à-vis du Bureau;

10. Fait appel en outre aux bailleurs de fonds, en particulier au PNUD, afin qu'ils aident à financer le programme élargi du Bureau unique, conçu pour aider les Etats membres dans la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie pour les transports et les communications;

11. Demande au Comité de mobilisation des ressources de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications d'aider le Bureau dans les efforts qu'il déploie pour mobiliser les ressources nécessaires à son fonctionnement;

12. Rend hommage au Programme des Nations Unies pour le développement pour les efforts qu'il a déployés en vue d'apporter une assistance et de permettre aux pays africains d'élaborer convenablement le programme de la deuxième Décennie;

13. Fait appel au Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il fournisse aux pays africains l'assistance technique nécessaire pour coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre du programme aux niveaux national, sous-sectoriel et sous-régional;

14. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de lui faire rapport à sa prochaine réunion sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

7 (XII). Relance des industries minières en Afrique

La Conférence des ministres,

Se référant aux résolutions S - 13/2, de l'Assemblée générale en date du 1er juin 1986, 1989/8 et 1989/12 du Conseil économique et social et aux recommandations des précédentes conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique,

Après avoir pris connaissance des travaux et des recommandations de la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 18 au 27 mars 1991,

Notant que la Conférence de Ouagadougou a souligné, avec force, la nécessité:

- a) d'améliorer les politiques de développement minier des Etats membres en vue de renforcer la coopération régionale et sous-régionale, et d'accroître le flux des investissements dans l'industrie minière africaine,
- b) d'établir des mécanismes spéciaux de financement du secteur minier afin d'augmenter la part des institutions financières africaines dans les investissements miniers,
- c) d'améliorer les performances des exploitations artisanales et à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux afin que les Etats membres en tirent un meilleur parti,
- d) de créer un climat propice, au développement de ce secteur, entre les opérateurs miniers, les investisseurs et les gouvernements,

1. Demande au secrétariat de la CEA d'explorer les voies et moyens pour financer, d'ici la cinquième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, prévue en 1993, avec la participation de la BAD et de la Banque mondiale, et en collaboration avec les institutions intergouvernementales africaines compétentes, une étude comparative des politiques de développement minier en Afrique en vue de recommander des

améliorations dans ces politiques au niveau national et leur coordination à l'échelon régional et sous-régional;

2. Invite le secrétariat de la CEA à négocier avec la Banque africaine de développement les possibilités et modalités d'établissement, en son sein, d'un mécanisme spécial de financement des projets d'exploitation des ressources minérales;

3. Demande au secrétariat de la CEA d'explorer les voies et moyens pour financer une étude spéciale des conditions actuelles (équipements, législations, conditions de travail et environnement) des exploitations minières artisanales et à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux et l'organisation d'un séminaire consacré à ces exploitations où seront examinés les résultats de l'étude;

4. Recommande au secrétariat de la CEA de trouver les voies et moyens pour financer la réactualisation de l'étude sur la possibilité de créer des associations africaines des opérateurs miniers et des industries connexes, en s'inspirant de l'expérience d'associations analogues existant dans d'autres régions;

5. Invite les Etats membres à apporter tout leur concours et à participer pleinement à la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence de Ouagadougou;

6. Demande au PNUD de reconsidérer sa position et de rétablir le secteur minier parmi les secteurs prioritaires des quatrième et cinquième cycles, en le faisant figurer parmi les priorités du cinquième cycle;

7. Lance un appel pressant aux donateurs et aux agences spécialisées des Nations Unies (Banque mondiale, BIT, CNUCED, DTCD, ONUDI, PNUD...) pour qu'ils apportent un soutien au secrétariat de la CEA dans le cadre de l'exécution des tâches ci-dessus définies;

8. Demande au secrétariat exécutif de la CEA de faire rapport, à la prochaine Conférence des ministres, de l'exécution de la présente résolution.

8 (XII). Participation de l'Afrique à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale relative à la décision d'organiser une Conférence sur l'environnement et le développement au Brésil en 1992 et dans laquelle les commissions régionales sont invitées à jouer un rôle de premier plan dans le processus préparatoire de la Conférence,

Ayant examiné le rapport sur les préparatifs effectués par les Etats membres de la CEA en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit avoir lieu au Brésil en 1992,

Considérant qu'il est important et approprié que la Conférence se tienne au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, étant le premier Sommet sur la Terre consacré au développement dans le monde en général et dans la région de l'Afrique en particulier,

Consciente du fait que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 fait partie d'un processus de négociation pour l'établissement d'une coopération internationale globale, par le biais d'un

engagement de tous les pays en faveur d'une gestion de l'environnement dans l'optique d'un développement économique et social durable,

Convaincue que les efforts en vue d'assurer un développement durable ne peuvent être couronnés de succès en l'absence de l'engagement politique nécessaire,

Déterminée à faire du processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 une opération de mobilisation des mécanismes politiques, institutionnels et administratifs en vue d'assurer la pleine participation de tous les groupes, qu'ils fassent ou non partie des services gouvernementaux, dans l'optique d'une action concertée visant à intégrer les questions d'environnement dans le processus de développement économique,

1. Approuve le contenu du rapport sur les activités préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

2. Invite instamment les Etats membres à participer activement au processus de négociation menant à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, notamment en ce qui concerne les six domaines d'action de la Conférence;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de poursuivre, conjointement avec le Secrétaire général de l'OUA, la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

4. Demande instamment aux organismes des Nations Unies d'appuyer la CEA dans les efforts qu'elle déploie pour préparer la région pour la Conférence;

5. Invite la Conférence préparatoire du Caire à étudier tous les moyens d'assurer la pleine participation de l'Afrique à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui aura lieu au Brésil;

6. Invite les Etats membres présents à la Conférence préparatoire du Caire de faire en sorte que tous les intérêts de l'Afrique soient dûment pris en compte dans les décisions finales, qui seront arrêtées en 1992 au Brésil;

7. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de faire rapport à la prochaine session de la Conférence des ministres sur l'application de la présente résolution.

9 (XII). La situation sociale en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 601 (XXII) du 24 avril 1987 sur la situation sociale africaine dans laquelle elle invite les Etats membres à accorder un rang de priorité élevé dans leurs plans nationaux de développement aux politiques et programmes de développement social,

Rappelant la résolution 1989/46 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1989 dans laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était prié, en consultation avec les organisations compétentes établies en Afrique, de préparer un rapport sur la situation sociale critique en Afrique, en accordant une attention particulière aux obstacles entravant la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Ayant à l'esprit les recommandations de la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) les 27 et 28 octobre 1989,

Prenant note de la Charte africaine de l'action sociale adoptée par la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales et approuvée par la seizième réunion de la Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 691 (XXV) d'avril 1980 portant adoption de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation en tant qu'instrument important pour la réalisation des objectifs sociaux d'équité, de participation et de justice sociale pour toutes les catégories de population, à savoir les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, la famille, les réfugiés et personnes déplacées,

Prenant en considération sa résolution 642 (XXIII) du 15 avril 1988 portant création de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, en vue d'aider les Etats membres à élaborer et à appliquer des politiques et des programmes sociaux portant sur les questions relatives à la prévention du crime, à la justice pénale et au trafic illicite de stupéfiants ainsi qu'à l'abus des drogues,

Notant avec une profonde préoccupation que l'une des questions sociales urgentes qui se pose au continent actuellement est le taux de criminalité et de délinquance juvénile, notamment dans leurs formes telles que le trafic illicite de stupéfiants et l'usage abusif des drogues, auparavant inconnues dans la région, et entraînant des coûts sociaux et économiques élevés pour les gouvernements et la population en général,

Préoccupée par le fait que les programmes d'ajustement structurel classiques préconisant des mesures telles que des réductions draconiennes des dépenses publiques, des dévaluations massives et fréquentes ont eu des effets néfastes sur les secteurs sociaux cruciaux, à savoir la santé, l'éducation, l'emploi, le revenu des ménages et les niveaux de nutrition,

Convaincue que le développement et la transformation durables de l'Afrique requièrent une approche intégrée et une prise en compte effective des éléments économiques et des dimensions sociales tel qu'énoncé dans le CARPAS, le PANUREDA et dans la Déclaration de Khartoum,

i. Demande aux gouvernements africains, à la Commission économique pour l'Afrique, aux institutions des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes de la région d'intensifier leurs efforts pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de mesures efficaces en matière de développement social, y compris l'analyse de l'impact des mesures d'ajustement structurel dans le cadre global de leurs efforts et programmes généraux de développement, une attention particulière étant accordée aux questions suivantes :

a) Education et formation, santé, emploi, nutrition, logement, eau et assainissement;

b) Les groupes les plus vulnérables de la population, à savoir les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, la famille ainsi que les réfugiés et les personnes déplacées;

(c) La prévention du crime et la justice pénale ainsi que la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et l'usage abusif des drogues;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à suivre et à examiner la situation sociale dans la région, y compris l'impact des politiques d'ajustement structurel, en coopération avec les institutions/organisations compétentes de la région et de faire rapport à la Conférence chaque année;

3. Charge le Secrétaire exécutif de la CEA d'élaborer des stratégies appropriées pour relancer le programme de développement social du secrétariat de la CEA afin qu'il soit mieux adapté aux besoins des Etats membres et qu'il puisse ainsi leur fournir le soutien nécessaire pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de mesures en matière de développement social dans les domaines susmentionnés;

4. Invite tous les gouvernements africains, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées à participer à la préparation et à la célébration de l'Année internationale de la famille conformément à la résolution 44/82 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 8 décembre 1989, aux niveaux local, national et régional en vue de susciter une prise de conscience plus grande de la famille africaine en tant que pilier et constituant fondamental de la société;

5. Souligne l'importance de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour ce qui est d'aider les Etats membres à formuler des politiques et des programmes appropriés dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale et dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et l'abus de drogues, y compris la promotion de la coopération régionale et internationale;

6. Invite les gouvernements africains qui n'ont pas encore signé les statuts de l'Institut à le faire et lance une fois encore un appel aux Etats membres de l'Institut pour qu'ils honorent leurs obligations financières afin de permettre à l'Institut de réaliser les objectifs pour lesquels il a été créé;

7. Manifeste sa gratitude pour l'assistance financière fournie dans le domaine du développement social par les organismes de financement, en particulier le PNUD qui a fourni des fonds à l'Institut et lance un appel au PNUD, aux autres institutions bilatérales et multilatérales et aux bailleurs de fonds pour qu'ils accroissent leur assistance technique et financière à l'Institut pour lui permettre de remplir son mandat.

10 (XII). Participation des femmes au développement

La Conférence des ministres,

Considérant sa résolution 684 (XXV) adoptée à Tripoli en 1990 qui priait les Etats membres de faire appliquer intégralement les recommandations de la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : le rôle des femmes en Afrique au cours des années 90,

Considérant en outre que les élections au niveau sous-régional des membres du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) n'ont pas eu lieu au cours des deux dernières années,

Ayant examiné le document sur la situation des femmes africaines dans les secteurs agricole et industriel et les changements qui doivent intervenir dans le cadre du CARPAS,

1. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils mettent en place des mécanismes nationaux chargés des questions concernant les femmes, en vue d'assurer la promotion des femmes;

2. Prie instamment les Etats membres de redoubler d'efforts pour appliquer les recommandations de la Déclaration d'Abuja en fournissant des ressources humaines et financières aux organismes nationaux chargés des questions concernant les femmes et de suivre les progrès réalisés en ce qui concerne les objectifs de la Déclaration;

3. Demande au Secrétaire exécutif de tenir des réunions des comités sous-régionaux au niveau des MULPOC à l'intention des fonctionnaires chargés des questions concernant les femmes avant le 31 décembre 1991 pour a) examiner les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration d'Abuja; b) organiser des élections pour élire les membres du CRAC; et c) organiser des réunions d'information sur la situation des femmes dans le contexte du CARPAS;

4. Prie les Etats membres, conformément à la résolution 684 (XXV) de la Conférence des ministres de la CEA, de faciliter la participation de leurs représentantes aux réunions susmentionnées des comités sous-régionaux au niveau des MULPOC.

11 (XII). Amélioration de la situation des femmes au sein du secrétariat de la CEA

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 44/75 du 8 décembre 1989 et 44/185 du 29 décembre 1989 de l'Assemblée générale relatives à l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat,

Ayant examiné la résolution 40/105 de décembre 1985 de l'Assemblée générale invitant les commissions régionales à intégrer les questions concernant les femmes dans leur programme de travail d'ensemble,

Préoccupée par le fait que les bureaux régionaux et sous-régionaux de la CEA responsables des programmes en faveur des femmes sont dotés d'un personnel insuffisant,

1. Se félicite des mesures prises par le Secrétaire exécutif de la CEA visant à accroître le nombre des femmes aux postes de la catégorie des administrateurs au sein du secrétariat de la CEA et lui demande instamment de redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de 35% pour 1995 demandé par l'Assemblée générale;

2. Fait appel au Secrétaire exécutif pour qu'il veille à ce que les femmes soient convenablement représentées au secrétariat et qu'il soit tenu compte des questions concernant les femmes dans tous les programmes de la Commission;

3. Exhorte vivement le Secrétaire exécutif à étudier la possibilité a) d'accroître le nombre des femmes aux postes de prise de décisions et b) de doter le Centre des femmes et les MUIPOC d'un personnel supplémentaire pour le renforcement des programmes en faveur des femmes.

12 (XII). Mise en oeuvre d'une approche intégrée de l'information pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 498(XIV) du 26 mai 1984 sur le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS),

Rappelant également sa résolution 600(XVII) du 24 avril 1987 sur la mise en place de systèmes d'information en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 858(XXIV) du 7 avril 1989 sur le renforcement des systèmes d'information en Afrique,

Ayant à l'esprit sa résolution 679(XXV) du 23 mai 1990 sur l'amélioration de la circulation de l'information en Afrique,

Notant avec satisfaction l'adoption par le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS), pour les années 1992-1997, d'une approche intégrée de l'information pour le développement telle qu'énoncée dans le document ECA/PADIS/RTC/7 "Evolution du PADIS en fonction des besoins",

Se félicitant des efforts déployés constamment par la CEA pour renforcer et consolider davantage le PADIS,

Notant en outre avec satisfaction les efforts que le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Afrique ont déployés pour obtenir des fonds pour le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) durant l'année 1991.

Prenant note avec satisfaction des conclusions et recommandations du rapport sur l'évaluation approfondie du PADIS (1990) faite par le Programme des Nations Unies pour le développement,

Notant par ailleurs avec satisfaction que le Programme des Nations Unies pour le développement a indiqué qu'il était disposé à envisager de financer le PADIS tout au long de son cinquième cycle de programmation (1992-1997),

Reconnaissant la nécessité d'une étroite collaboration entre la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans l'élaboration des programmes dans le domaine des communications.

1. Lance un appel aux Etats membres de la CEA pour qu'ils appuient énergiquement le rôle d'animateur du PADIS dans la région en ce qui concerne la coordination de l'information pour le développement, la promotion de liens nationaux, sous-régionaux et régionaux dans le domaine de l'information, de la promotion du regroupement en réseaux d'information et de la facilitation de l'échange de l'information pour le développement, et ce dans le contexte de l'intégration économique africaine et de la Communauté économique africaine;

2. Invite instamment les Etats membres, les organismes de financement du système des Nations Unies et d'autres organismes donateurs à accroître leur soutien au PADIS, eu égard en particulier à ses centres sous-régionaux;

3. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à financer les activités du PADIS, au titre du cinquième cycle de programmation, en tenant compte du développement de ses activités opérationnelles;

4. Exhorte vivement les Etats membres à envisager d'inclure parmi les projets à financer par le PNUD au titre du cinquième cycle de programmation, les projets relatifs aux besoins en matière d'information pour le développement, le but étant d'établir les liens souhaitables entre les activités nationales, sous-régionales et régionales afin de renforcer l'impact global du PADIS;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de redoubler d'efforts en vue de financer les postes essentiels du PADIS sur le budget ordinaire;

6. Demande que soit convoquée rapidement une réunion entre la Commission économique pour l'Afrique (Système panafricain d'information pour le développement) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dans le cadre des réunions de concertation et avec la participation de l'Organisation de l'unité africaine, afin de développer la collaboration dans le domaine des communications.

13 (XII). Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique pour la période 1992-1993

La Conférence des ministres,

Avant examiné les problèmes et défis en matière de développement socio-économique qui se sont posés à l'Afrique ainsi que ceux qui l'attendent dans les années 90 et au-delà,

Considérant que l'Afrique compte un grand nombre des pays les moins avancés du monde et que la crise économique et sociale actuelle a davantage réduit la capacité de la région d'assurer sa propre croissance économique et son propre développement;

Consciente qu'il est nécessaire de renforcer la coopération régionale et sous-régionale par des efforts communs et coordonnés tendant à sortir l'Afrique de la grave situation économique dans laquelle elle se trouve,

Avant examiné en outre le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1992-1993²,

Avant à l'esprit le fait que c'est le premier programme de travail fondé sur le plan à moyen terme, 1992-1997³,

²

E/ECA/CM.17/25/Rev.1.

³

A/45/6/Rev.1.

Prenant note du fait que, dans le projet de budget-programme qu'il soumettra, le Secrétaire général inclura des propositions en vue d'un programme sur la situation économique critique, le redressement et le développement de l'Afrique tel qu'il figure dans le plan à moyen terme, 1992-1997,

Convaincue que le projet de programme de travail peut contribuer considérablement aux efforts de développement de l'Afrique,

Notant avec satisfaction la réaction positive de l'Assemblée générale des Nations Unies aux recommandations de l'Equipe chargée de l'évaluation des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), qui a conclu, entre autres, qu'il faudrait modifier et renforcer la structure, l'organisation et les activités de chaque MULPOC afin de le rendre plus opérationnel et plus efficace pour la prestation des services appropriés aux Etats membres de sa sous-région,

1. Fait sien le programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1992-1993 tel qu'il figure dans le document E/ECA/CM.17/25/Rev.1;

2. Invite instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à accorder, dans ses propositions au Comité du programme et de la coordination, une attention particulière à la Commission économique pour l'Afrique en la dotant de ressources suffisantes pour lui permettre d'exécuter intégralement son programme de travail, en particulier en fournissant davantage de postes sur le budget ordinaire, en allouant davantage de ressources pour les voyages et les services consultatifs destinés aux cinq centres sous-régionaux de la Commission - les MULPOC -, à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et au Système panafricain d'information pour le développement (PADIS);

3. Invite instamment également le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à souligner, dans ses propositions à l'Assemblée générale, la nécessité de fournir suffisamment de postes et de ressources financières à la Commission économique pour l'Afrique pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées dans le cadre du programme sur la situation critique, le redressement et le développement de l'Afrique;

4. Invite le Comité du programme et de la coordination et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à appuyer et à examiner avec bienveillance, à sa prochaine session, les propositions tendant à mettre des ressources suffisantes à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique au titre des programmes 30 et 45.

14 (XII). Revitalisation du mandat et du cadre opérationnel de la Commission régionale pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 32/197 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1977 et relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et, en particulier, la section IV sur les structures en vue d'une coopération régionale et interrégionale,

Rappelant également la résolution 33/202 de l'Assemblée générale adoptée en 1979 et stipulant, entre autres dispositions, que les commissions régionales devraient elles-mêmes avoir le statut d'agent d'exécution de projets régionaux, sous-régionaux et interrégionaux ayant un caractère intersectoriel ou portant sur

des domaines qui ne correspondent pas aux attributions sectorielles des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies,

Rappelant en outre la résolution 44/211 de l'Assemblée générale adoptée en 1989 et relative aux activités opérationnelles de développement,

Reconnaissant que les résolutions susmentionnées et les instruments y relatifs ont ouvert la voie au processus de décentralisation du système des Nations Unies et continuent de renforcer ledit processus, dans le but de mieux adapter ses activités aux besoins particuliers des pays en développement et de les rendre plus efficaces et plus rentables,

Consciente des hautes responsabilités qu'ont assumées dans ce contexte les commissions régionales, qui sont chargées de favoriser, de coordonner et de promouvoir des politiques et des cadres opérationnels adaptés aux exigences de développement spécifiques de ces régions,

Reconnaissant le rôle essentiel indiscutable joué par la commission régionale pour l'Afrique depuis sa création en 1958 pour ce qui est de promouvoir les orientations individuelles et collectives et de les traduire en stratégies autonomes et intégrées, telles que le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques ainsi que les Déclarations de Khartoum et d'Abuja, qui ont contribué à la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique et fait avancer le concept de coopération entre les pays africains eux-mêmes ainsi qu'entre l'Afrique et la communauté internationale et le système des Nations Unies en particulier,

Convaincue que le développement futur de l'Afrique réside dans la poursuite sans relâche de l'intégration socio-économique régionale et sous-régionale devant déboucher, le moment venu, sur la mise en place de la Communauté économique africaine et, partant, sur des politiques de développement multidisciplinaires et intégrées propres à assurer la transformation structurelle à long terme de ses économies,

Préoccupée par le fait que le mandat initial des commissions régionales a été mis en doute et le processus de décentralisation lancé dans les années 70 ainsi que l'accent mis sur les dimensions régionales du développement ont été dans une large mesure inversés,

Préoccupée en particulier par les conséquences de grande portée découlant de la résolution 44/211 qui, bien qu'elle ait souligné la nécessité de politiques de développement multidisciplinaires et intégrées, a passé sous silence les contributions et le vaste potentiel des commissions régionales dans ce domaine,

Notant avec satisfaction la position commune adoptée par les commissions régionales sur le suivi de la résolution 44/211 et visant essentiellement à rétablir la dimension régionale dans les organismes de coordination du système des Nations Unies tels que le Comité consultatif pour les questions de fond (activités opérationnelles), le Comité administratif de coordination, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale,

Attendant avec intérêt l'étude sur les dimensions régionales devant être effectuée sous l'égide du Directeur général au développement et à la coopération internationale en consultation avec les commissions régionales et les organismes

des Nations Unies et devant faire partie de son rapport annuel pour 1991 au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale sur le suivi de l'application de la résolution 44/211,

1. Se félicite de l'initiative prise par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique pour avoir pris l'initiative de créer, grâce aux ressources existantes, un groupe consultatif multidisciplinaire chargé :

a) D'aider les pays à traduire en stratégies et programmes concrets les politiques arrêtées au niveau régional,

b) D'évaluer les besoins multisectoriels de l'Afrique dans les domaines prioritaires et de formuler des stratégies propres à assurer la réalisation des objectifs visés,

c) D'élaborer avec les Etats membres et les communautés économiques sous-régionales des programmes annuels d'assistance technique multidisciplinaire,

d) De fournir une assistance technique multidisciplinaire sur la base de ces programmes,

2. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lancer un processus global d'examen et de mise à jour des textes portant autorisation des activités des commissions régionales dans le but :

a) De définir de façon claire et explicite leur rôle et leurs fonctions actuels et d'appliquer leur mandat initial conformément aux objectifs et aux exigences de développement régionaux;

b) De leur fournir un nouveau mandat qui complète les résolutions de l'Assemblée générale sur les activités opérationnelles de développement et qui définisse leurs objectifs et leurs exigences dans les domaines opérationnels et organisationnels au niveau régional; et

c) D'examiner, par rapport aux alinéas a) et b) plus haut, les mécanismes de financement des commissions régionales et d'explorer les moyens d'améliorer les arrangements institutionnels existants, y compris la mise au point d'un mécanisme distinct d'annonce de contributions au niveau mondial pour le financement des activités de coopération régionale;

3. Invite le Directeur général au développement et à la coopération internationale à envisager la convocation, au cours du second semestre de l'année 1991, d'un groupe ad hoc d'experts de haut niveau provenant des régions respectives en vue d'examiner la révision du mandat des commissions régionales et d'apporter ainsi une contribution du point de vue intellectuel au processus actuel de restructuration et de décentralisation de l'aide du système des Nations Unies aux pays des régions;

4. Prie instamment les organismes des Nations Unies et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies s'occupant d'assistance technique de décentraliser leur personnel et de mettre en place des groupes, des sections ou des divisions mixtes avec les secrétariats des commissions régionales;

5. Exhorte les Etats membres à accorder l'attention voulue à la dimension régionale dans leur plan de développement national et de faire en sorte qu'il soit pleinement tenu compte de ses incidences multidisciplinaires dans les activités de programmation devant être financées sur les CIP nationaux.

15 (XII) Contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)

La Conférence des ministres

Ayant examiné les rapports sur les annonces de contributions et les versements effectifs par les Etats membres ainsi que les progrès enregistrés dans l'exécution des projets et les dépenses au titre du FASNUDA,

Consciente des difficultés socio-économiques et financières auxquelles font face la plupart des pays africains.

Rappelant la résolution 615(XXII) de la Commission en date du 24 avril 1987, invitant les Etats membres africains et les institutions financières qui n'ont pas encore annoncé de contributions au FASNUDA à le faire et ceux qui ont annoncé des contributions à s'acquitter de leurs arriérés dans les meilleurs délais,

Consciente du fait que les ressources annoncées au FASNUDA peuvent contribuer à résoudre les problèmes économiques et sociaux critiques que connaissent les pays africains,

1. Invite les Etats membres africains et la communauté internationale à contribuer plus généreusement au FASNUDA;

2. Demande instamment aux pays et aux institutions qui n'ont pas payé leurs arriérés de contributions à le faire dès que possible;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de ne ménager aucun effort pour obtenir davantage de contributions au FASNUDA.

16 (XII). Le cinquième Programme multinational pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le document d'orientation relatif au cinquième Programme multinational du PNUD pour l'Afrique (1992-1996),

Notant avec satisfaction que le document d'orientation reflète les priorités de l'Afrique dans le domaine socio-économique telles que définies dans le Plan d'action de Lagos, l'Acte final de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990), le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel et la Charte africaine de la participation populaire,

Notant avec inquiétude la détérioration de plus en plus profonde des économies africaines et la tendance à la baisse des flux financiers vers l'Afrique au cours des dernières années,

1. Fait sien le programme d'orientation pour le cinquième Programme multinational du PNUD pour l'Afrique (1992-1996) et en même temps exprime son inquiétude devant la réduction des ressources en faveur de l'Afrique;

2. Convient de convoquer une réunion extraordinaire des ministres de la planification économique et du développement de la CEA en décembre 1991 pour examiner le cinquième Programme multinational pour l'Afrique;

3. Prie le Conseil d'administration du PNUD d'envisager d'augmenter les ressources en faveur de la CEA au cours du cinquième Programme multinational pour l'Afrique pour les porter au moins au même niveau que celui qu'elles avaient atteint durant le quatrième Programme;

4. Lance un appel à l'Administrateur du PNUD pour qu'il mobilise des ressources autres que celle du PNUD lui-même, qui complèteraient celles dont dispose le cinquième Programme multinational pour l'Afrique;

5. Demande la poursuite et le renforcement de la coordination entre le bureau régional du PNUD pour l'Afrique et le bureau du PNUD pour les pays arabes pour le plus grand bien des peuples d'Afrique.

17 (XII). Le Programme spécial du FIDA pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions CM/RES 1060(XLIV) et CM/RES 1119(XLVI) adoptées respectivement aux quarante-quatrième et quarante-sixième sessions du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine sur le Programme spécial du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification,

Ayant à l'esprit la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale et particulièrement le fait que dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, les pays africains et la communauté internationale se sont engagés, entre autres, à donner la priorité au redressement et au développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique et à accroître les ressources qui lui sont affectées,

Rappelant également le mandat donné au Président du FIDA par le Conseil d'administration à sa treizième session tenue en janvier 1990 de consulter les bailleurs de fonds sur la mobilisation de ressources supplémentaires pour le Programme spécial du FIDA en faveur des pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification en vue d'engager une seconde phase,

Ayant à l'esprit la résolution 45/207 sur les problèmes alimentaires et agricoles dans laquelle l'Assemblée générale, entre autres, "invite les donateurs à souscrire à la résolution 60/XIII du Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole en envisageant d'accroître leurs contributions volontaires aux Fonds de ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne pendant trois ans encore à partir de janvier 1991, sans préjudice des délibérations relatives à la mobilisation de ressources de base pour le financement du FIDA,

Notant avec satisfaction l'excellente coopération accrue entre la CEA et le FIDA et la contribution positive faite par le FIDA aux programmes de redressement économique de ses pays membres en développement et son assistance accrue à l'Afrique conformément aux recommandations du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et

particulièrement par l'intermédiaire de son Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification,

Préoccupée par la détérioration continue de la situation socio-économique en Afrique,

1. Souligne l'importance du lien entre le développement social et économique en Afrique et la gestion de l'environnement au niveau national;

2. Se félicite des interventions du FIDA au titre du Programme spécial, qui ont été axées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire grâce à la protection de l'environnement, au rétablissement de la capacité productive existante et au maintien des avantages dans la période suivant le projet;

3. Insiste sur la nécessité urgente d'assurer un flux de ressources continu, prévisible et ininterrompu vers l'Afrique pour le redressement et le développement, en particulier pour l'agriculture, de lutter contre la sécheresse, d'engager des réformes économiques et d'assurer une coopération continue et accrue entre la CEA et le FIDA dans l'intérêt du redressement économique et du développement accompagnés de transformation en Afrique;

4. Exprime sa gratitude aux pays donateurs qui ont déjà fait des annonces de contributions fermes ou bien ont indiqué leur intention de faire des contributions à la deuxième phase du Programme spécial du FIDA en faveur des pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification pour la période 1991-1993;

5. Lance un appel aux donateurs de la communauté internationale pour qu'ils ne ménagent aucun effort pour augmenter les ressources de la deuxième phase du Programme spécial afin d'atteindre l'objectif de 300 millions de dollars nécessaires sur une période de trois ans commençant en 1991.

18 (XII). Motion de remerciement à M. Adebayo Adedeji, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Notant avec un vif regret la décision de M. Adebayo Adedeji de démissionner de ses fonctions de Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des qualités exemplaires de chef dont M. Adedeji a fait montre pendant plus de seize ans à la tête de la Commission, ayant donné à la Commission une orientation unique, et ayant réussi à faire comprendre à la communauté internationale les perceptions propres de l'Afrique de ses problèmes et besoins grâce à sa capacité remarquable à faire preuve de lucidité et de courage dans l'action,

Reconnaissant qu'il a imprimé aux activités de la Commission une orientation intellectuelle de très haut niveau lui permettant la mise en oeuvre de politiques et de stratégies cohérentes qui lui ont assuré un soutien sans faille non seulement auprès des Etats membres mais également le respect de toute la famille des Nations Unies,

Consciente de ses nombreuses contributions à la cause du développement de l'Afrique durant son mandat de Secrétaire exécutif de la Commission, parmi lesquelles ont pu citer notamment : a) l'élaboration de stratégies et de programmes de développement de grande portée tels que le Plan d'action de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les propositions de l'Afrique à l'Assemblée générale sur la situation économique critique de l'Afrique et le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques; b) la promotion de la coopération régionale et sous-régionale et de l'intégration des pays africains en frayant la voie à la mise en place de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC); c) la proclamation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA I et II); d) la création d'institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission et actives dans les domaines de la science, de la technique et du développement économique et social; e) la décentralisation des activités de la CEA aux cinq régions grâce aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC); f) le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission par le biais de la coopération avec les partenaires dans le système des Nations Unies; g) la promotion de la femme dans le développement grâce à la création du Centre africain de formation et de recherche pour la femme (CARFF);

Reconnaissant son attachement et le dévouement aux grands idéaux de l'Afrique et son rôle de défenseur acharné des intérêts du continent dans le monde.

1. Lui exprime sa plus profonde gratitude pour les qualités de clairvoyance et de dynamisme avec lesquelles il a dirigé la Commission durant toute la période qu'il a passé à sa tête.

2. Lui exprime en outre sa gratitude pour le rôle déterminant qu'il a joué dans l'élaboration de ce qui est devenu les politiques et stratégies collectives propres de l'Afrique en vue de son développement socio-économique; et pour avoir jeté les bases de la coopération régionale et sous-régionale grâce aux instruments qu'il a contribué à élaborer et aux institutions et organisations qu'il a créées;

3. Lui souhaite vivement et de tout coeur un avenir encore plus productif et plus fructueux, certain qu'il continuera d'être toujours en première ligne dans le combat pour le développement et le progrès de l'Afrique;

4. Charge le Président de la Conférence des ministres de la CEA de transmettre la présente motion de remerciement à Son Excellence le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

19 (XII). Motion de remerciement de la Commission économique pour l'Afrique à M. Mbatkam Tchouta Moussa, Secrétaire exécutif adjoint

La Conférence des ministres.

Avant pris note de la décision du Gouvernement camerounais de rappeler M. Tchouta-Moussa et de lui confier de nouvelles et hautes fonctions,

Consciente de l'importante contribution que M. Tchouta-Moussa a apportée à la Commission pendant 14 ans, d'abord en tant que Chef de la Division des

transports, des communications et du tourisme puis en qualité de Secrétaire exécutif adjoint de la Commission,

Consciente également du rôle important qu'il a joué dans les activités de la Commission, notamment en sa qualité de Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme lorsqu'il a contribué activement aux activités menées par la CEA dans le cadre de la première Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, puis en tant que coordonnateur du Système panafricain d'information pour le développement (PADIS), du Centre africain de recherche et de formation pour la femme, des activités au titre des programmes multisectoriels, du Comité consultatif de la CEA pour les questions administratives et budgétaires ainsi que des services d'information et de sécurité,

1. Exprime sa profonde gratitude à M. Tchouta Mousseu pour l'inappréciable contribution qu'il a apportée aux activités de la Commission durant ces nombreuses années au service de cette Commission;

2. Lui souhaite plein succès dans l'exercice de ses nouvelles et hautes fonctions;

3. Charge le Président de la Conférence des ministres de la CEA de transmettre la présente motion de remerciements au Gouvernement de la République du Cameroun et au Secrétaire général des Nations Unies.

ANNEXE II

PROJET
DE
MEMORANDUM
DE

LA CONFERENCE DES MINISTRES DE LA CEA AU COMITE AD HOC
PLENIER DE L'ASSEMBLEE GENERALE CHARGE DE L'EXAMEN
ET DE L'EVALUATION FINALS DU PROGRAMME D'ACTION
DES NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT
ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE
L'AFRIQUE, 1986-1990

I. INTRODUCTION

1. En cette fin du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, nous, ministres africains responsables du développement économique et de la planification, tenons, conformément à ce qui a été décidé dans la résolution 698 (LXV) de la Conférence des ministres de la CEA, à présenter au Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, notre évaluation collective de l'exécution du Programme ainsi que les mesures à prendre pour réaliser en Afrique, dans les années à venir, une croissance et un développement soutenus et durables.

2. Si nos chefs d'Etat et de gouvernement, à leur vingt et unième session tenue en juillet 1985, ont demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour examiner la situation économique critique de l'Afrique, c'était à cause de l'extrême gravité de la situation socio-économique de notre continent, forts qu'ils étaient de la conviction que les causes de cette crise dépassaient les frontières de l'Afrique. D'où la nécessité d'un partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale afin de prendre des mesures pour surmonter la crise et mettre le continent sur la voie du redressement et du développement.

3. Les Propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique, formulées et présentées conjointement par l'OUA et la CEA au Comité ad hoc plénier et à l'Assemblée générale, définissaient les mesures à prendre et par l'Afrique et par la communauté internationale pour faire d'un continent en proie à une crise socio-économique, une entité socio-économique viable. Dans ce contexte, les Propositions réaffirmaient notre attachement total et notre responsabilité primordiale quant au développement de notre continent, notre détermination à appliquer le **Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990**, et rappelaient notre attachement indéfectible aux principes fondamentaux et aux objectifs à long terme du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos.

4. Pour nous, la première session extraordinaire qui ait jamais été consacrée aux problèmes d'une seule région constituait une occasion unique d'attirer l'attention du monde entier sur la situation critique de l'Afrique, de jeter les bases politiques et de susciter un consensus en vue d'une action globale concertée en faveur de notre continent.

5. Tous les intéressés ont vu dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, un pacte sans précédent entre l'Afrique et la communauté internationale concrétisant des engagements mutuels. Nous, Africains, nous sommes engagés à fournir le cadre nécessaire au lancement de programmes à long terme de croissance et de développement socio-économiques auto-entretenus, la communauté internationale s'engageant pour sa part à aider l'Afrique à atteindre cet objectif.

6. Nous rappelons les résultats de l'examen à mi-parcours du Programme d'action effectué par l'Assemblée générale des Nations Unies et en particulier les conclusions suivantes :

"Les réformes et la restructuration entreprises actuellement par les pays africains et les initiatives déjà prises par la communauté internationale

constituent donc un important départ. Toutefois, les résultats d'ensemble que les pays africains ont obtenus sur le plan économique demeurent peu satisfaisants. En dépit des efforts sincères qu'ils ont faits pour opérer des ajustements dans leurs politiques économiques nationales, la plupart des pays africains n'ont connu que peu de répit face aux conséquences désastreuses des problèmes climatiques et à la situation économique extérieure défavorable. Les difficultés internes et les incidences négatives des problèmes liés aux facteurs exogènes auxquels les économies africaines sont extrêmement sensibles font obstacle au processus de réforme et entravent considérablement le développement de l'Afrique. Pour la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies, faire face à la crise africaine constitue une préoccupation prioritaire. C'est donc d'urgence qu'il faut renforcer et accélérer les mesures encourageantes qui ont été prises par toutes les parties intéressées aux fins de l'exécution du Programme d'action. Les efforts soutenus et inlassables déployés par les pays africains doivent être complétés d'urgence par les efforts substantiels de la communauté internationale afin d'apporter à ces pays un appui aux niveaux voulus et de créer un environnement international favorable au processus de réforme et de restructuration."

7. Nous avons aussi pris note de l'examen et de l'évaluation des dix ans d'application du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos tels qu'ils figurent dans le document E/ECA/CM.17/4.

8. L'examen et l'évaluation finals de l'application du Programme d'action auxquels vont procéder l'Assemblée générale des Nations Unies et son Comité ad hoc plénier sont l'occasion unique d'un bilan franc, mesuré et objectif des réalisations du Programme et des incidences de ces résultats quant à l'aide future à l'Afrique.

9. En adoptant le Programme d'action à l'unanimité, nous nourrissions l'espoir que ce pacte ouvrirait une ère nouvelle de coopération internationale durant laquelle l'Afrique et la communauté internationale oeuvreraient de concert pour remplir leurs engagements respectifs inscrits dans le Programme.

10. Malheureusement force nous est de conclure qu'au bout de cinq ans, la situation socio-économique de l'Afrique demeure précaire et que les résultats du Programme d'action sont loin de répondre à ce qu'on attendait. Les conditions socio-économiques et le pouvoir d'achat des populations africaines ont continué de se détériorer et le Programme d'action n'a que très peu contribué à améliorer les résultats des économies africaines.

11. Ce sont ces préoccupations qui nous ont amenés à décider, lors de notre seizième réunion tenue à Tripoli en mai 1990, de présenter un memorandum spécial au Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale chargé de l'examen et de l'évaluation finals du Programme d'action. Les pages qui suivent contiennent notre évaluation franche du Programme d'action et présentent les tâches à entreprendre au cours des années 90. La situation économique dans laquelle l'Afrique se trouve aujourd'hui n'est pas très différente de celle de 1986 et les conditions humaines et sociales se sont en fait détériorées. C'est cette simple constatation qui nous a amenés à élaborer le présent Memorandum spécial.

II. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES

1. Efforts fournis par les Africains

12. Nous nous sommes engagés dans le Programme d'action des Nations Unies à mettre en place le cadre nécessaire pour mettre en oeuvre un développement et une croissance socio-économiques durables et à long terme en mettant en oeuvre les politiques et priorités du Programme de redressement économique de l'Afrique, lesquelles sont les suivantes : développement agricole; relèvement et développement des secteurs d'appui à l'agriculture, mesures tendant à lutter contre la sécheresse et la désertification; mise en valeur des ressources humaines et réformes. Ces réformes étaient, entre autres, les suivantes : amélioration de la gestion de l'économie; application d'autres mesures pour faire en sorte que l'ajustement à court terme cède la place à la transformation structurelle à moyen et à long terme; adoption à l'échelle nationale de politiques de population appropriées et encouragement de la participation des populations, notamment les femmes, au développement.

13. Pour une évaluation réaliste du Programme d'action, il importe d'indiquer dès le départ que la mise en oeuvre des priorités du Programme d'action s'est faite concurremment avec l'application de programmes d'ajustement structurels (PAS) par plus des deux tiers de nos pays. Nous tenons à cet égard à réaffirmer les conclusions de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de l'examen à mi-parcours du Programme d'action: "Les programmes d'ajustement structurel devraient être conçus de façon que leurs effets socio-économiques défavorables soient limités, et de façon à intégrer la dimension humaine, à améliorer encore le niveau de bien-être des pauvres et des groupes désavantagés dans les sociétés africaines, notamment par une réorientation des dépenses sociales et de développement, et à faire en sorte que les mesures d'ajustement et de stabilisation à court terme s'inscrivent bien dans la transformation structurelle à long terme et soient compatibles avec elle."

14. Ayant ce fait à l'esprit, nous sommes convaincus que dans l'ensemble nous avons déployé des efforts louables pour appliquer les réformes et exécuter les programmes d'ajustement structurel ainsi que pour prendre des mesures positives en ce qui concerne certains des secteurs prioritaires du Programme d'action des Nations Unies. Les résultats de l'étude que la CEA a menée dans nos pays et l'évaluation faite par d'autres sources démontrent très clairement que nous avons fait preuve de plus de volonté et déployé des efforts accrus pour opérer des réformes économiques et appliquer des programmes d'ajustement.

15. Nous avons, dans le Programme d'action, accordé une grande importance à quatre priorités sectorielles. Un accent tout particulier a été mis sur le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Davantage de ressources ont été affectées au secteur agricole à telle enseigne que l'objectif consistant à allouer 20 à 25 % des investissements publics est devenu une réalité dans la plupart des pays. Des efforts pour accroître la production agricole ont également été faits grâce à des mesures telles que l'encouragement des investissements dans l'agriculture tant par le secteur public que par le secteur privé, la multiplication des incitations en faveur des agriculteurs, notamment des prix à la production rémunérateurs, des actions visant à restaurer, à protéger et à mettre en valeur les terres arables, etc. Nous avons aussi pris des mesures immédiates pour lutter contre les situations alimentaires d'urgence.

16. Malheureusement, l'engagement que nous avons pris de mettre l'accent sur le secteur alimentaire et agricole ne s'est pas traduit par un degré accru de sécurité alimentaire, l'augmentation de la production agricole n'a certainement pas été ce que nous escomptions et n'a pas été suffisante pour arrêter la baisse de la production agricole par habitant.

17. L'accent a également été mis sur les points suivants : mise en place et remise en état des agro-industries et production d'intrants, compte tenu de la décennie du développement industriel de l'Afrique; remise en état et développement de l'infrastructure des transports et des communications, compte tenu de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique; lutte contre la sécheresse et la désertification; amélioration des établissements d'enseignement et de formation; accroissement des possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes ruraux et encouragement de la participation populaire au développement en général.

18. Nos pays ont, dans leur écrasante majorité, opéré des réformes selon les principes définis dans le Programme d'action et appliqué des programmes d'ajustement structurel, ils ont appliqué ces derniers souvent à un coût économique et social considérable et en prenant de grands risques politiques.

19. Dans le cadre des efforts visant à améliorer la gestion économique, la majorité de nos pays ont appliqué des politiques visant à améliorer les systèmes, institutions et méthodes de gestion des finances publiques, à améliorer les résultats des entreprises publiques, à réformer les services publics afin de les orienter davantage vers le développement ainsi qu'à améliorer la gestion financière, l'administration des finances publiques et le contrôle des dépenses publiques.

20. Des politiques démographiques nationales, explicites ou implicites, ont été adoptées par plus des trois quarts des pays africains. Des efforts ont été déployés pour accroître la participation des populations au développement, développer les compétences locales en gestion d'entreprises, soutenir les initiatives de développement des collectivités de base et faire participer plus activement les femmes au développement.

21. En effet, d'importants changements tendant à la démocratisation de la vie politique et économique et la consolidation du processus démocratique touchant pas moins de 30 de nos pays, se sont produits au cours de la seconde moitié de la période d'application du Programme d'action. La Conférence internationale d'Arusha sur la participation populaire au développement, dont la Charte a été ultérieurement adoptée par la Conférence des ministres de la CEA et par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et a été approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies, représente un jalon important pour ce qui est de l'émergence sur notre continent d'un consensus concernant la nécessité d'un processus plus efficace de participation populaire au développement et de la démocratisation de la vie économique et politique.

22. Les mesures préconisées par le Programme d'action et exigeant que dans les années à venir "les mesures d'ajustement à court terme cèdent la place à la transformation structurelle à moyen et à long terme", n'ont pas toujours été appliquées comme cela était prévu. Les programmes d'ajustement structurel ont dominé durant toute la période du Programme d'action et il n'y a pratiquement pas eu de restructuration de l'économie au cours de cette période.

23. Nous sommes convaincus que ces programmes (PAS) n'étaient pas suffisants pour réaliser la transformation structurelle et le développement à long terme. Qui plus est, leurs coûts humains et sociaux ont été intolérables et les avantages qu'on en attendait se sont révélés plus ou moins illusoire. En effet, certains des instruments des PAS - tels que les dévaluations répétées, la libéralisation générale de l'économie et le relèvement des taux d'intérêt nominaux - ont en fait compromis les chances d'une croissance à long terme, respectivement en provoquant l'inflation, en décourageant la production intérieure et en détournant l'épargne vers des activités spéculatives. Ces conclusions ont été en outre corroborées par celles émanant de nombreuses études indépendantes et d'importantes conférences internationales comme la Conférence internationale d'Abuja sur le défi du redressement économique et le développement accéléré et la Conférence internationale de Khartoum sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique.

24. Nous avons également pris des mesures pour mettre en oeuvre les priorités du Programme d'action à l'échelle sous-régionale et régionale dans le cadre de nos organisations et institutions intergouvernementales, sous-régionales et régionales. Nous tenons à citer ici, à titre d'exemple, seulement, les mesures collectives que nous avons prises pour établir des réseaux régionaux pour la protection des cultures ainsi que des mécanismes pour la coopération entre les systèmes d'alerte rapide nationaux, et pour réduire le recours aux experts non africains. La mise en place du Système mondial d'information et d'alerte rapide (GIEWS), auquel participent plus de 30 pays, et la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) sont deux exemples de coopération sous-régionale au cours de la période d'application du Programme d'action, en ce qui concerne les objectifs sous-régionaux qui y sont énoncés.

25. Nous avons également déployé des efforts pour harmoniser et rationaliser le fonctionnement de nos organisations sous-régionales en vue d'éviter les doubles emplois qui ne se justifient pas, limiter les gaspillages et revitaliser ces organisations afin qu'elles soient des instruments efficaces du développement et de la transformation.

26. Les efforts que nous avons fournis pour la création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de la Communauté économique africaine, dont le traité sera présenté pour signature au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en juin de cette année, sont un gage de notre détermination à aller de l'avant pour la réalisation de l'objectif primordial que sont la coopération et l'intégration économiques, sans lesquelles l'avenir de notre continent serait compromis.

2. Suite donnée par la communauté internationale

27. Notre engagement à "fournir le cadre nécessaire au lancement de programmes à long terme de développement et de croissance socio-économiques autonomes" n'a d'égal que l'engagement de la communauté internationale à "aider l'Afrique à atteindre cet objectif". Cet engagement est énoncé dans le Programme d'action en ces termes : La "communauté internationale reconnaît que les pays africains ont besoin de ressources extérieures additionnelles et elle s'engage à n'épargner aucun effort pour fournir des ressources suffisantes en vue d'appuyer et de compléter les efforts de développement de l'Afrique. Elle reconnaît qu'il faut accroître l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique et en améliorer la qualité et l'efficacité". La

communauté internationale reconnaît également "l'ampleur de la dette de l'Afrique qui constitue un lourd fardeau pour un grand nombre de pays de ce continent et qui entrave leurs efforts de développement. Elle se rend compte qu'il faut prendre des mesures pour soulager les pays africains de cette lourde charge et leur permettre de se concentrer sur l'exécution intégrale des priorités". La communauté internationale "se rend également compte qu'il faudra trouver des solutions durables aux graves difficultés extérieures qui échappent au contrôle de l'Afrique et dont la persistance ne manquerait pas d'entraver les efforts des pays africains" et se rend compte aussi qu'il y a lieu d'améliorer la qualité et les modalités de l'assistance extérieure et de la coopération".

28. Une évaluation minutieuse et raisonnée de la suite donnée au Programme d'action par la communauté internationale, ne peut hélas, nous amener qu'à conclure que celle-ci n'a pas totalement rempli son contrat.

29. Les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution du Programme d'action venant s'ajouter aux apports nets de ressources pour 1986, ont été estimées à 9,1 milliards de dollars par an pour la période couverte par le Programme d'action. Non seulement ces ressources supplémentaires n'ont pas été obtenues mais en plus les apports nets de ressources vers l'Afrique ont en fait fortement chuté en termes réels au cours de la période considérée, passant de 25,9 milliards de dollars en 1986 à 22,6 milliards en 1989. Les chiffres annuels en ce qui concerne les flux de ressources nettes totales étaient : en 1985, 27,2 milliards de dollars; en 1986, 25,9 milliards de dollars, en 1987 22,7 milliards de dollars; en 1988, 22,4 milliards de dollars, en 1989, 22,6 milliards de dollars. L'aide publique au développement a, en termes réels, stagné à environ 16 milliards de dollars pendant la même période, tandis que les apports privés accusaient une forte baisse. Si l'on tient compte des paiements d'intérêts et de dividendes par l'Afrique, les transferts financiers nets vers l'Afrique en termes réels ont diminué de façon marquée, passant de 13 milliards de dollars en 1986 à 8,7 milliards en 1989.

30. Nous reconnaissons que les institutions multilatérales ont augmenté leur aide à l'Afrique pendant la période considérée, à travers des programmes tels que le Programme spécial d'assistance de la Banque mondiale, la Facilité d'ajustement structurel (FAS) et la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) du FMI. Les apports nets de la Banque mondiale en faveur de l'Afrique se sont élevés à 1 milliard 660 millions de dollars au cours de la période considérée tandis que les engagements financiers directs du FMI en faveur de l'Afrique ont augmenté, passant de 1,5 milliard de DTS en 1986 à 2,8 milliards en 1990.

31. Toutefois, cette aide n'allait pas sans problèmes. En effet, l'accès à ces ressources était conditionné par l'exécution de programmes d'ajustement structurel (PAS), et les pays africains n'avaient guère de choix que de s'y plier. Deuxièmement, d'autres conditionnalités ont également limité l'accès à ces fonds. C'est ainsi que seulement un tiers des ressources totales disponibles au titre de la Facilité d'ajustement structurel et de la Facilité d'ajustement renforcée a jusqu'ici été décaissé par le FMI.

32. En dépit de l'alourdissement de l'endettement extérieur de l'Afrique, les efforts faits par la communauté internationale pour faire face à ce problème ont été insuffisants. La dette extérieure du continent a augmenté de 204 milliards de dollars

en 1986, à 272 milliards de dollars en 1990. Le rapport de cette dette au PIB est passé de 54% en 1986 à 109% en 1990, tandis que le rapport de la dette aux recettes d'exportation est passé de 239% en 1986 à 338% en 1990. Le rapport des remboursements effectifs aux exportations a dépassé 30% en 1990 tandis que le rapport du service de la dette rééchelonnée au PIB a atteint environ 46% en 1990.

33. Diverses initiatives ont été prises par la communauté internationale pour alléger le fardeau de la dette africaine, notamment l'initiative du Sommet de Toronto et la décision heureuse de plusieurs pays de l'OCDE d'annuler la dette africaine. Pour louables qu'elles soient, ces initiatives ont été insuffisantes en ce sens qu'elles n'ont pas permis de réduire de manière notable l'encours de la dette. Environ 1,6 milliard de dollars a été annulé au cours de la période 1987-1989 par neuf Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'impact de la dette annulée sur le service de la dette a été très limité : les remboursements n'ont diminué que de 100 millions de dollars.

34. Le fait que ces initiatives ont été appliquées dans le cadre du Club de Paris a également présenté des inconvénients majeurs : le niveau de l'allègement est extrêmement limité; les pays ont dû rééchelonner leur dette à plusieurs reprises; ces rééchelonnements répétés ont été coûteux en temps et en énergie pour les ressources humaines limitées dont disposent nos pays; les conditions des rééchelonnements n'ont pas été adaptées à la capacité de remboursement des débiteurs; le processus de rééchelonnement est excessivement long. En outre, les pratiques du Club de Paris posent deux problèmes de taille. Premièrement, elles contribuent en fait à exacerber le problème de la dette à long terme de l'Afrique en augmentant l'encours de la dette aux conditions du marché. Deuxièmement, le fait de lier l'allègement de la dette à l'exécution des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale contraint les pays à accepter les PAS, d'une part et, de l'autre, exclut les pays n'exécutant pas de PAS.

35. Le problème de l'endettement de l'Afrique a été aggravé par le gonflement de la dette multilatérale. Le service de la dette multilatérale représente près du quart de la dette totale de l'Afrique et est si important qu'il réduit de manière substantielle les transferts financiers des institutions multilatérales comme la Banque mondiale (les transferts nets annuels après le service de la dette se sont élevés à 980 millions de dollars contre 1 milliard 660 millions pour les apports nets); dans le cas du FMI, ces transferts ont même été négatifs, les pays africains retournant au FMI en moyenne 600 millions de dollars par an au cours de la période considérée. Du reste, à la fin de l'année 1990, 11 pays africains avaient plus de six mois d'arriérés à l'égard du FMI et huit à l'égard de la Banque mondiale.

36. Les réglementations des institutions multilatérales ne prévoient pas le rééchelonnement ou l'annulation de cette dette. Les mécanismes de refinancement ont été insuffisants et les initiatives récentes telles que l'approche des "droits" du FMI pour aider à refinancer la dette de l'Afrique à son égard, ne contribueront pas à résoudre le problème.

37. Dans le Programme d'action il était demandé à la communauté internationale de prendre les mesures suivantes :

- i) Elaborer et adopter des politiques qui favoriseraient une croissance soutenue, équitable et non inflationniste de l'économie mondiale, y compris l'expansion des échanges commerciaux, notamment par l'élimination du protectionnisme, en particulier des obstacles non tarifaires, conformément aux engagements existants, l'adoption de mesures encourageant les programmes africains d'exportation et de diversification et la facilitation de l'accès aux marchés, en ce qui concerne plus particulièrement les produits tropicaux, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce;
- ii) Examiner d'urgence les problèmes relatifs aux produits de base, compte tenu des intérêts particuliers des pays d'Afrique, dans le cadre d'une approche globale comprenant les accords ou arrangements de produits et un système de financement compensatoire adéquat, et renforcer aussi la capacité des pays d'Afrique d'assurer la transformation, la commercialisation, la distribution et le transport de leurs produits destinés à l'exportation; et, dans ce contexte, souligner la nécessité d'obtenir un nombre suffisant de ratifications de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, de façon que celui-ci puisse commencer à fonctionner rapidement.

38. Malheureusement, ces engagements sont en grande partie restés lettre morte pendant la période couverte par le Programme et le climat international, d'une façon générale, a été défavorable à l'Afrique.

39. Si durant cette période, il y a eu une expansion rapide du commerce et si les pays développés à économie de marché ont vu leurs taux de croissance se redresser, les résultats de notre continent en matière d'exportation sont demeurés faibles. Cela s'explique essentiellement par la chute des cours des produits de base, l'effondrement total des cours du café et du cacao et la surabondance de l'offre sur le marché des produits de base. En vérité, alors que nous avions réussi à accroître le volume de nos exportations dans l'espoir d'améliorer nos recettes d'exportation, nous avons abouti à l'opposé de la situation prévue, à la détérioration des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des cours à l'exportation. Alors que, de 1986 à 1989, l'indice du volume de nos exportations progressait de 6 points par rapport à 1981-1985, l'indice de la valeur unitaire régressait de 26 points. Au cours de la même période, pendant que l'indice des prix à l'importation diminuait de 4 points, l'indice de la valeur unitaire de nos importations s'élevait de 11 points. A cause de ces variations, les termes de l'échange se sont encore détériorés d'un tiers au détriment de l'Afrique pendant la période couverte par le Programme. Le pouvoir d'achat de nos exportations a brusquement chuté jusqu'à 52,5% pendant la période 1986-1989 contre 75,7% pendant la période 1981-1985.

40. Nos pays n'ont bénéficié que d'un soutien limité pour entreprendre une diversification dans le secteur des produits de base et à l'extérieur de ce secteur. Il est également intéressant de constater qu'aucun pays africain ne figure parmi les cinq premiers bénéficiaires des prêts à la diversification des exportations que la

Banque mondiale et la Société financière internationale ont accordés durant les années 80.

41. En réalité, la coopération internationale relative aux problèmes des produits de base s'est affaiblie au cours de la période couverte par le Programme. Aucune nouvelle mesure de stabilisation des cours n'a été introduite et les accords internationaux existants pour le café et le cacao sont mêmes devenus inopérants.

42. L'application des mesures destinées à assurer un "financement compensatoire adéquat" aux pays africains, demandées par le Programme, n'a pas été adéquate. L'élargissement du domaine d'application de la Facilité de financement compensatoire du FMI en août 1988, en vue d'y inclure un dispositif d'action conjoncturelle, a en fait réduit notre capacité de l'utiliser effectivement du fait des problèmes de conditionnalité et de critères à remplir. L'appel lancé par l'Assemblée générale lors de l'examen et évaluation à mi-parcours pour que tous les pays industrialisés participent à un arrangement au niveau mondial similaire au STABEX/SYSMIN en vue de compenser les déficits de recettes d'exportation des pays africains, n'a eu aucun écho.

43. Si le Fonds commun pour les produits de base a été ratifié par de nombreux pays, il n'en demeure pas moins que les ressources dont il dispose sont maigres et qu'il ne fonctionne pas de façon efficace. En fait, on préfère de plus en plus les opérations du marché libre et on constate que la baisse de la consommation représente une évolution à long terme de la demande provoquée par les changements technologiques et la substitution de matières synthétiques nouvelles aux exportations traditionnelles.

44. Le protectionnisme s'est poursuivi sans relâche pendant la seconde moitié des années 80 dans les pays industrialisés, tandis que des pressions étaient exercées sur l'Afrique pour qu'elle libéralise ses régimes d'importation. Par ailleurs, nous constatons avec satisfaction que la signature de la quatrième Convention de Lomé en 1989 a permis d'améliorer l'accès aux marchés de la Communauté européenne dans le cas de la viande bovine et de 40 autres produits des pays ACP et que l'accès des fruits et légumes au marché européen s'est amélioré.

45. Nous jugeons particulièrement préoccupantes les insuffisances de l'assistance technique qui représente actuellement 25% des décaissements nets au titre de l'aide publique au développement.

46. Nous n'ignorons pas que pendant la période couverte par le Programme d'action, un certain nombre d'initiatives ont été prises pour régler les problèmes de l'assistance technique. Au nombre de ces initiatives, figuraient les programmes nationaux d'évaluation de la coopération technique, les tentatives d'amélioration du fonctionnement des tables rondes du PNUD et les réunions des groupes consultatifs ainsi que le Programme spécial d'assistance de la Banque mondiale.

47. En dépit de ces initiatives, nous sommes de plus en plus préoccupés par la qualité de l'assistance technique. Nos sujets de préoccupation sont notamment les suivants : conditionnalité dont est assortie l'assistance technique, sa contribution insuffisante à la mise en place d'institutions nationales durables, absence d'une participation réelle des pays bénéficiaires à l'élaboration des programmes d'assistance technique, coût extrêmement élevé de la coopération technique, difficultés à affecter

le personnel de contrepartie, inadaptation souvent des activités de formation aux besoins prioritaires des pays africains, non-utilisation des compétences locales et des équipements locaux dans l'exécution des projets et en matière de formation et recours à des experts étrangers inexpérimentés pour l'exécution de programmes d'assistance technique.

48. Sur la base de ces résultats, on ne peut que conclure que nos efforts et nos sacrifices n'ont pas été accompagnés d'un effort identique de la part de nos partenaires et que leur réponse au Programme d'action des Nations Unies n'a malheureusement pas été à la hauteur de leurs engagements.

49. Il ne faut attendre aucune croissance ni développement en Afrique en l'absence d'une amélioration de la situation sur le plan extérieur et de ressources extérieures suffisantes. La situation sur le plan extérieur est demeurée défavorable pendant la période considérée. En outre, du fait des remboursements de la dette et des pertes de recettes d'exportation, l'Afrique est en fait devenue exportatrice nette de ressources financières. Déduction faite des paiements d'intérêt et de dividendes, les transferts financiers vers l'Afrique ont baissé en valeur réelle, passant de 13 milliards de dollars en 1986 à 8,7 milliards en 1989. Du fait de la baisse des termes de l'échange, les transferts financiers nets devraient être négatifs.

50. Nous reconnaissons que la réaction du système des Nations Unies à l'application du Programme d'action a été dans l'ensemble positive. La part de l'Afrique dans l'assistance globale fournie par le système est passée de quelque 40% en 1986 à plus de 50% en 1990, c'est-à-dire de 1,1 milliard à 1,5 milliard de dollars. Dans certains cas, cette augmentation a été l'effet direct du Programme d'action. Dans d'autres cas, le Programme a permis de renforcer les mandats existants et de concentrer l'attention sur la situation économique critique de l'Afrique et sur la nécessité d'entreprendre d'autres activités pour y faire face. La part du secteur prioritaire du Programme dans ces ressources était importante, un appui étant également accordé aux priorités et aux institutions aux niveaux sous-régional et régional. Il est également clair que la préférence avait été donnée aux programmes nationaux. Nous nous félicitons des efforts faits par le Secrétaire général de l'ONU pour sensibiliser la communauté internationale aux principaux domaines dont se préoccupe le Programme et du fait qu'il ait convoqué des réunions de groupes d'experts de haut niveau sur les flux financiers vers l'Afrique et les problèmes des produits de base de l'Afrique. Nous apprécions également la coopération entre les organisations des systèmes des Nations Unies en ce qui concerne la coordination générale, le suivi et l'établissement des rapports sur l'exécution du Programme ainsi que les activités de sensibilisation et de diffusion de l'information.

51. Des efforts ont été faits pour améliorer la qualité et les modalités d'assistance et de coopération, pour appuyer les réformes de politiques et faciliter leur application. Toutefois, beaucoup reste encore à faire dans ces domaines et le consensus qui se dégage quant aux approches appropriées en matière de développement doit se traduire par des actions concrètes qui reflètent les stratégies propres à l'Afrique telles qu'elles ont été énoncées dans le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

52. Nous apprécions les apports faits par les ONG africaines et non africaines en ce qui concerne la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies et en

particulier les flux financiers croissants en provenance des ONG, le travail de sensibilisation et de promotion effectué dans les pays industrialisés afin d'amener les partenaires multilatéraux et bilatéraux de l'Afrique à réagir pour répondre aux besoins de l'Afrique en matière de développement et appuyer les politiques et approches propres de la région et nous nous félicitons aussi de l'organisation de diverses conférences ainsi que de la diffusion de l'information pour appuyer l'exécution du Programme d'action.

III. INCIDENCE DU PROGRAMME SUR L'ECONOMIE AFRICAINE

53. Nous sommes d'avis que le Programme a eu très peu d'effets positifs sur les résultats de l'économie africaine. En effet, au cours de la période 1986-1990, les résultats économiques n'ont pas été satisfaisants. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) n'a été en moyenne que de 2,3% par an au cours de cette période, ce qui est très inférieur au taux d'accroissement démographique moyen qui était de 3,1%. Les taux de croissance annuels du PIB ont fluctué d'une année à l'autre. De 5,8% en 1985, ils sont tombés à 2,6% et 0,7% respectivement en 1986 et en 1987, puis sont passés à 2,1% en 1988 et à 3,3% en 1989 pour retomber à 2,6% en 1990.

54. Ainsi, pendant la seconde moitié des années 80, le niveau de vie des populations a plutôt régressé que progressé. Le PIB par habitant a baissé à un taux moyen de 0,7% par an entre 1986 et 1990. La part de l'investissement intérieur brut dans le PIB est demeurée faible et a en fait baissé, passant d'environ 23,5% en 1980 et 19,2% en 1986 à 17,7% en 1989. L'épargne intérieure brute a stagné autour de 16% pendant la période du Programme alors qu'elle était de plus de 24% en 1980.

55. Différentes causes sont à l'origine de ces mauvais résultats. La plus importante est le fait que la structure de nos économies n'a guère changé au cours de la période considérée, ce qui a eu pour conséquence une stagnation de la production, de la productivité, de l'épargne, de l'investissement et de la formation de capital à des niveaux bas.

56. Par ailleurs, certains facteurs internes et externes se sont conjugués pour aggraver la situation.

57. Parmi les facteurs internes, le plus important a été les conditions climatiques qui, dans une large mesure, ont déterminé la contribution du secteur agricole à la croissance soit directement, soit indirectement grâce à ses effets sur le secteur manufacturier. Le fait que de nombreuses parties du continent aient été sujettes à des conflits internes et à leurs frontières a été une autre cause des mauvais résultats enregistrés.

58. Outre les facteurs internes, les facteurs externes ont été largement responsables de l'aggravation de la situation. Nos efforts visant à opérer des réformes économiques ont été sérieusement entravés, comme cela a été indiqué dans le paragraphe précédent, par un environnement extérieur défavorable, la chute des recettes d'exportation, le problème insolvable de la dette et de son service et l'insuffisance des flux de ressources. Ces problèmes, qui sont intimement liés, ont fait tarir des ressources rares et entraîné des flux inverses de ressources de l'Afrique vers le reste du monde. Dans ces circonstances, on ne peut guère attendre de nos économies croissance et prospérité.

59. Les résultats économiques de la sous-région de l'Afrique australe ont également subi les effets graves des actes de déstabilisation perpétrés par la République d'Afrique du Sud. Ces actes ont coûté aux pays de l'Afrique australe plus de 60 milliards de dollars entre 1980 et 1989. Les pertes subies par les pays membres de la SADC au cours de la période 1980-1988 ont représenté plus de la moitié de leur production totale de biens et services en 1988. En fait, les actes de déstabilisation ont été la principale cause des difficultés économiques rencontrées par la sous-région car en 1988 par exemple, la production de la sous-région aurait pu être supérieure de 40%, n'eût été l'hostilité de l'Afrique du Sud.
60. Le Programme lui-même a eu peu d'incidence sur les résultats économiques au cours de la période considérée. Les quelques effets positifs qu'a eus l'application des réformes économiques ont été plus que contrebalancés par les effets négatifs des facteurs limitants internes et externes et par le fait que la communauté internationale n'a pas tenu les engagements pris dans le Programme.
61. En effet, pendant que le Programme était en train d'être lancé, plus des deux tiers de nos pays exécutaient des programmes d'ajustement structurel (PAS) appuyés par la Banque mondiale et le FMI. La façon dont ces programmes étaient conçus et exécutés a souvent eu pour effet de compromettre la réalisation de certains objectifs du Programme d'action des Nations Unies. La suppression des subventions agricoles et la libération des importations ont, par exemple, été dans de nombreux cas préjudiciables à l'augmentation de la production agricole et manufacturière. Des dévaluations importantes et répétées ont en outre stimulé l'inflation, et des taux d'intérêts nominaux excessivement élevés ont encouragé les activités spéculatives au détriment des investissements productifs.
62. L'amélioration des conditions de vie et des conditions sociales de l'homme, qui est l'ultime objectif et la raison d'être de l'amélioration des résultats économiques, n'était nulle part en vue durant la période du Programme. Il y a eu en effet une détérioration marquée de ces conditions. La pauvreté, le chômage et le sous-emploi ont gagné du terrain. La réduction des dépenses en application des PAS a contribué à la détérioration des services de santé et d'enseignement, rendant plus difficile l'accès à l'enseignement, à la santé et aux autres services sociaux, réduit les taux d'inscription dans les établissements d'enseignement et transformé nos universités et centres de recherche en coquilles vides. Des dévaluations ainsi que des blocages et réductions de salaires ont causé une forte diminution des revenus en termes réels, ce qui a eu de graves répercussions sur la productivité, la motivation des travailleurs et le sens des responsabilités. L'exode de nos cadres supérieurs les plus doués, les plus compétents et les plus nécessaires s'explique essentiellement par la chute des salaires en termes réels et par l'effondrement de l'infrastructure scientifique.
63. Au moment où nous parlons d'une nouvelle génération de PAS, nous tenons à souligner, comme cela a été affirmé dans la résolution 45/194, que la dimension humaine et les impératifs de la transformation structurelle à long terme doivent impérativement être intégrés dans ces programmes.
64. Au vu de tout cela, les conditions économiques et sociales qui ont régné en Afrique entre 1986 et 1990 laissent présager une crise socio-économique continue, situation qui exige que l'on s'attaque aux causes profondes du problème d'une manière décisive et fondamentale.

IV. CONCLUSIONS

65. L'analyse précédente ne peut que nous inciter à tirer la conclusion suivante : aussi original qu'il soit, le Programme n'a pas donné les résultats escomptés.

66. Un certain nombre de raisons sont à l'origine de cet état de chose :

1. Aussi important et unique qu'il soit, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique n'a pas été le point de convergence permettant de mobiliser l'appui international en faveur de l'Afrique. En dépit du consensus général et de l'entente qu'incarnait le Programme d'action, des efforts et des initiatives ont continué à être entrepris concurremment au cours de cette période. Alors que le Programme d'action était lancé, les programmes d'ajustement structurel parrainés par la Banque mondiale et le FMI ont continué à être appliqués. En effet ces programmes ont souvent gêné la réalisation des objectifs du Programme d'action.
2. Alors que nos pays honoraient leurs engagements et poursuivaient l'application de réformes et la mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel, souvent à des coûts sociaux et économiques énormes, l'appui international qui était envisagé dans le cadre du Programme d'action a cruellement fait défaut et était bien en-deçà de ce qui était prévu. Alors que l'Afrique aurait dû recevoir le montant additionnel de 9,1 milliards de dollars sur une base annuelle, par rapport aux niveaux des flux de ressources nets enregistrés en 1986, les courants de capitaux ont en fait diminué en termes réels pendant la période d'exécution du Programme d'action. La communauté internationale n'a également pas été en mesure de faire face aux problèmes de la dette et des produits de base, de la manière souhaitée à tel point que nos pays se sont retrouvés plus endettés à la fin de la période d'exécution du Programme qu'auparavant et leur volume d'exportations accru leur a rapporté moins de recettes. Très peu d'amélioration a été apportée, le cas échéant aux modalités de l'assistance technique.
3. Le malaise de l'économie africaine, et en fait la cause profonde de son sous-développement, réside dans l'insuffisance de transformation structurelle; et à cet égard, les structures de l'économie africaine ont très peu changé durant la période du Programme d'action.
4. Certes les contraintes internes ont contribué à aggraver les mauvais résultats socio-économiques, il n'en demeure pas moins que ce sont les difficultés extérieures et la situation économique sur le plan international peu favorable qui ont

constitué l'obstacle principal au redressement et au développement.

67. D'après notre expérience du PANUREDA, nous concluons que l'Afrique n'a pas besoin d'un autre programme. En tant que membre de la communauté internationale, elle est déjà attachée à la nouvelle Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie du développement. Au niveau régional, il existe le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos ainsi que le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques. Trente pays africains appartenant au groupe des PMA, le deuxième Programme d'action en faveur des PMA adopté à Paris en septembre 1990 constitue quasiment un plan régional. Il y a en outre deux programmes sectoriels intéressant l'Afrique : la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. A cet égard, il existe plus que suffisamment de programmes régionaux, de sorte que l'Afrique n'a pas besoin d'un nouveau programme.

68. En tout état de cause, compte tenu du climat politique et économique mondial, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une réplique du PANUREDA, qu'elle qu'en soit la forme modifiée, apporte des résultats différents de ceux du programme précédent. Elle risquerait en fait d'aggraver la marginalisation de l'Afrique en en isolant les principales préoccupations des problèmes mondiaux actuels pour en faire des problèmes particuliers. C'est donc une erreur politique que de mettre l'Afrique "au frigo" en faisant intervenir un nouveau programme en forme d'appel dont chacun saurait qu'il ne donnerait aucun résultat.

69. Dans ces conditions, nous avons conclu qu'il nous faut prendre, pour le reste de la décennie, des dispositions pour éviter l'aggravation de la marginalisation de notre continent et le traitement de nos problèmes comme des cas particuliers, afin de les intégrer aux problèmes mondiaux sans la solution desquels le développement et la coopération internationale ne seront pas pleinement réalisés. De ce fait, nous avons opté pour un nouveau type de cadre de coopération avec l'Afrique, spécifique, axé sur les problèmes et dont les solutions permettront à l'Afrique d'appliquer les stratégies, programmes et plans existants aux niveaux mondial, régional et sectoriel.

V. UN NOUVEAU TYPE DE CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE POUR LES ANNEES 90

70. Le nouveau type de cadre de coopération avec l'Afrique pour les années 90 comporte deux volets : ce que l'Afrique doit s'engager à faire et ce que, de son côté, la communauté internationale devrait s'engager à faire.

PREMIER VOLET : L'ENGAGEMENT DE L'AFRIQUE

i) Cadre de politique générale

71. D'après les conclusions susmentionnées, nous ne pouvons qu'affirmer que notre continent n'a d'autre solution que de poursuivre, de toute urgence et avec détermination, l'application de mesures de réforme économique qui déboucheraient sur un processus de croissance et de développement soutenus et durables.

72. Un tel processus ne peut pas être lancé avec la mise en oeuvre de programmes orthodoxes d'ajustement structurel. Cette conclusion n'est pas uniquement la nôtre mais c'est également le verdict de l'Assemblée générale des Nations Unies lorsqu'elle a déclaré que :

"L'application des programmes d'ajustement structurel a suscité des inquiétudes générales, notamment au sujet des conséquences humaines, sociales et politiques ainsi que des besoins de financement à long terme du redressement économique et des efforts de développement de l'Afrique... Les programmes d'ajustement structurel devraient être conçus de façon que leurs effets socio-économiques défavorables soient limités, et de façon à intégrer la dimension humaine, à améliorer encore le niveau de bien-être des pauvres et des groupes désavantagés dans les sociétés africaines, notamment par une réorientation des dépenses sociales et de développement, et à faire en sorte que les mesures d'ajustement et de stabilisation à court terme s'inscrivent bien dans la transformation structurelle à long terme et soient compatibles avec elle."

En effet, l'Assemblée générale nous a lancé un défi en demandant instamment que :

"Les pays africains recherchent plus activement un cadre conceptuel et pratique viable pour leurs programmes d'ajustement structurel économique, conformément à leurs objectifs et stratégies de développement à long terme aux échelons national, sous-régional et régional."

73. Nous avons relevé ce défi en élaborant le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), qui trace la voie devant mener à la réalisation d'une croissance et d'un développement soutenus et durables.

74. Le CARPAS a non seulement été adopté par nos chefs d'Etat et de gouvernement mais il a également été entériné par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui l'a recommandé comme cadre pour les négociations avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux de l'Afrique. Nous lançons donc un appel à nos partenaires pour qu'ils tiennent compte de ces décisions dans toutes les négociations.

75. Nous sommes convaincus que la croissance et le développement sur une base soutenue et durable ne peuvent se réaliser que grâce à l'enthousiasme des populations et à leur pleine participation au processus de développement. Nous sommes par conséquent déterminés à poursuivre la démocratisation du processus de développement et à assurer la mise en oeuvre de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation ainsi que de la Déclaration de nos chefs d'Etat et de gouvernement à leur Sommet de 1990, sur la situation politique et socio-économique en Afrique et les changements fondamentaux qui se produisent dans le monde.

76. Cependant, cette détermination à assurer avec énergie la transformation de notre économie et de notre société risque de ne pas être couronnée de succès tant que la situation économique sur le plan international continue d'être défavorable et tant que

les problèmes interdépendants de la dette, des produits de base et des courants de ressources ne sont pas résolus de manière radicale.

77. Sur la base des considérations susmentionnées qui se fondent sur notre évaluation objective de la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies, nous proposons une initiative à la mesure de la situation dans nos pays et des tâches qui attendent le continent à l'aube des années 90. Une telle initiative doit prendre la forme d'un **NOUVEAU CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE**, qui mette l'accent sur les problèmes qui doivent être résolus pour que l'Afrique puisse aller de l'avant et prospérer et qui appuie les efforts et l'orientation du développement de notre continent.

78. Pour notre part, nous nous engageons avant tout à transformer les structures de nos économies afin d'assurer une croissance et un développement soutenus et durables, conformément au CARPAS.

ii) La dimension humaine

79. La dimension humaine est au centre de ce processus. C'est pourquoi nous prenons la résolution d'améliorer la condition humaine et le niveau de vie de nos populations. Nous n'ignorons pas que notre capacité de nous développer et d'être véritablement concurrentiels dans l'économie mondiale dépend de l'efficacité et de la qualité de nos ressources humaines. C'est dans ce sens que nous considérons que l'intensification de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et de la dotation en capacités constitue une partie intégrante du cadre de coopération avec l'Afrique.

iii) Intensification de la démocratisation

80. Nous nous engageons également à accélérer le processus de démocratisation de l'économie et de la société et de la pleine participation de nos populations au développement, conformément à la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation.

iv) Promotion de la coopération régionale et sous-régionale

81. La transformation effective de nos économies ne sera pas possible sans une coopération et une intégration économiques régionales et sous-régionales réelles. Nous nous engageons donc à poursuivre résolument cet objectif et affirmons notre attachement à la création de la communauté économique africaine et au bon fonctionnement de nos organisations sous-régionales, à savoir, la ZEP, la SADCC, la CEDFAO, la CEEAC et l'UMA.

v) Coopération Sud-Sud

82. Nous sommes en outre convaincus que la coopération Sud-Sud est un élément indispensable au succès du **NOUVEAU CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE** et sommes donc déterminés à intensifier cette coopération.

DEUXIEME VOLET : L'ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

83. La communauté internationale devrait appuyer les approches africaines du développement et de la transformation et créer les conditions nécessaires au succès de nos efforts. Dans le contexte du NOUVEAU CADRE, elle devrait s'attaquer en profondeur, afin de les résoudre définitivement, aux problèmes de la dette bilatérale et multilatérale, des produits de base et des flux de ressources.

i) Solution du problème de la dette de l'Afrique

a) Dette bilatérale

84. Dans le domaine de la dette, des initiatives importantes pour annuler le gros de la dette de l'Afrique au titre de l'APD bilatérale et des crédits à l'exportation doivent être lancées. Nous sommes convaincus à cet égard que la solution au problème de la dette est essentiellement d'ordre politique et non technique, comme l'a montré l'expérience récente de certains pays.

85. Nous lançons un appel aux gouvernements des pays industrialisés pour qu'ils participent activement à la recherche d'une solution du problème de la dette commerciale en vue de réduire cette dette considérablement et d'en faciliter le remboursement.

b) Dette multilatérale

86. Des solutions hardies au problème de la dette multilatérale doivent aussi y figurer. En plus des mécanismes de refinancement qui existent déjà en ce qui concerne la dette multilatérale, nous lançons donc un appel pour que les statuts des institutions de Bretton Woods soient modifiés dans un sens permettant de résoudre le problème.

87. Pour résumer, nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle concoure à la mise en oeuvre de la Position commune de l'Afrique sur le problème de la dette extérieure et particulièrement l'organisation d'une Conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique.

c) Dégagement de l'allégement de la dette de la conditionnalité des PAS

88. Il est également nécessaire de ne plus lier l'allégement de la dette aux conditionnalités dévastatrices des PAS.

ii) Diversification de l'économie africaine

89. Un autre domaine où des réformes fondamentales sont requises est le secteur des produits de base africains. Notre position commune au sujet du rapport FRASER est pertinente à cet égard. Notre stratégie de développement ne peut être liée au secteur des produits de base du fait que c'est la communauté internationale qui contrôle ce secteur. Cela étant, la production accrue des produits de base, eu égard aux termes défavorables de l'échange, est une mauvaise stratégie de développement. Il n'est pas probable qu'une production accrue entraîne des recettes plus importantes. Par conséquent, un programme concerté de diversification des économies de l'Afrique et notamment d'accélération de l'industrialisation est nécessaire. Non seulement cela permettra d'améliorer notre situation sur le plan technique mais aussi de réduire notre

dépendance à l'égard d'un petit nombre de produits de base, en tant que piliers de nos économies. Il faudra par conséquent que la communauté internationale appuie cet effort ainsi que des mesures propres à rendre plus rémunératrice les recettes provenant de nos produits de base.

iii) Augmentation des flux de ressources

90. Nous lançons aussi un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente sensiblement son aide financière à l'Afrique afin d'asseoir les programmes de réforme et de réaliser la transformation structurelle de ses économies.

MECANISME DE SUIVI

91. C'est ce type de **CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE** qui doit être conclu à la suite du Programme d'action des Nations Unies, des actions concrètes dans des domaines vitaux d'intérêt mutuel y seront définies, mises en oeuvre et suivies dans le contexte du **NOUVEAU CADRE**.

92. Pour suivre la mise en oeuvre du **NOUVEAU CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE** et faire rapport à ce sujet, il est nécessaire de mettre sur pied un comité de suivi de haut niveau. Nous voulons par conséquent proposer qu'un organe soit créé, qui comprendrait des représentants de la Conférence des ministres de la CEA, du CAD de l'OCDE en nombre égal, plus un groupe de personnalités éminentes en provenance de l'Afrique et de la communauté internationale, nommées à titre individuel par l'Assemblée générale sur la recommandation de la Conférence des ministres de la CEA.

93. Les rapports sur la mise en oeuvre de ce **NOUVEAU CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE** devraient être établis et présentés annuellement à l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la CEA et du Conseil économique et social.

94. L'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies, qui a fait un excellent travail pour ce qui est du suivi et de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, devrait faire office de secrétariat de cet organe.

95. L'Organisation des Nations Unies et les ONG ont un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre du **NOUVEAU CADRE DE COOPERATION AVEC L'AFRIQUE** et des efforts supplémentaires doivent être déployés pour leur apporter un appui dans ce cadre. Il reste beaucoup à faire aux organismes des Nations Unies dans les domaines suivants : coordination des approches et des modalités opérationnelles, mobilisation accrue des ressources, assistance pour améliorer la situation sur le plan extérieur et résoudre de façon satisfaisante le problème de la dette, assouplissement des conditionnalités, octroi d'une assistance à des conditions plus favorables, solution au problème de la dette multilatérale et bonne exécution des programmes de coopération technique.